

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12862 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

— VENDREDI 6 JUIN 1986

Jours difficiles à Damas

Le président Assad n'est pas porté aux aveux de faiblesse. Il y a d'une réputation de « Bismarck syrien » acquise en seize ans de pouvoir sans partage. Inébranlable, intrinsèque, chef d'une armée puissamment équipée par l'URSS, il est redouté de voisins qui le savent capable de tout pour imposer ses vues. Pourtant, depuis quelques mois, le maître de Damas paraît avoir un peu perdu de sa superbe.

Le président créé par le raid américain sur la Libye, en avril dernier, aurait-il inquiété les dirigeants syriens ? Ils n'ont cessé, depuis, de multiplier les déclarations apaisantes, assurant avec insistance — comme l'a fait le président Assad tout au long de son récent voyage en Grèce — n'être pour rien dans le terrorisme international. Tout se passe comme si la mise en garde américaine avait été prise au sérieux dans un pays lui-même éprouvé par une série d'attentats qui ont fait plus d'une centaine de morts en deux mois.

Au Liban, M. Assad n'est violemment pas en mesure d'imposer sa « paix syrienne ». Le principal allié de la Syrie à Beyrouth, la milice chiite Amal, a fort à faire — les combats de ces derniers jours en témoignent — pour contenir le retour en force dans les camps palestiniens des hommes de M. Arafat, dont le président syrien a juré la perte. Dans la plaine de la Bekaa, les accrochages se sont multipliés entre soldats syriens et extrémistes chiites pro-iraniens. Certes la Syrie — par tradition traditionnelle à l'Irak — est devenue le seul ami arabe de l'Iran. Mais, à l'évidence, Syriens et Iraniens n'ont pas la même vision de ce que doit être l'avenir du Liban. Le régime ba'ath de Damas a tout à redouter d'une république islamique libanaise que Téhéran voudrait voir naître.

Cette mécontentement politique se double d'un différent économique. A en croire des informations concordantes, Damas a de plus en plus de mal à régler sa dette pétrolière à l'égard de l'Irak, qui aurait même, un moment, interrompu ses livraisons de brut à la Syrie. C'est que les caisses de Damas sont vides, alors que le pays — qui consacre un tiers de ses ressources à la défense — traverse une grave crise économique : inflation et chômage en hausse, fermeture d'usines, pénurie de produits de première nécessité.

On conçoit donc que le président Assad envisage de ne pas se rapprocher d'un monde arabe qui n'a cessé de dénoncer son soutien à Téhéran dans l'interminable guerre du Golfe. Le dialogue a déjà repris avec la Jordanie — alliée de Bagdad — où le président Assad d'est rendu fin mai. Il pourrait être renoué avec l'Irak grâce au roi Hussein ; la Syrie s'excitant plus, d'autre part, d'autoriser de nouveaux le transport de pétrole irakien sur son territoire. De cette façon, Damas pourrait se concilier les monarchies et empires pétroliers dont le soutien financier — décroissant ces derniers mois — lui est absolument indispensable. Sachant mieux que personne mesurer les rapports de force, le président Assad aurait-il tiré les conclusions de la mauvaise passe qu'il traverse ?

Au Salon de l'entreprise patronné par « le Monde »
M. Chandon plaide pour la multiplication des OPA
Lire page 33

LE PARTI SOCIALISTE ET LA COHABITATION

M. Jospin incite les centristes à quitter la majorité

M. Lionel Jospin a insisté, le mercredi 4 juin, à « L'heure de vérité » Antenne 2, sur la nécessité de « respecter les échéances » électorales. Le premier secrétaire du PS souhaite que la « coexistence institutionnelle » aille jusqu'au terme du mandat de M. Mitterrand. Il a souligné quelques « fêlures » apparues au sein de la majorité, et a comparé les centristes à des « oiseaux en cage » ; il les incite à ouvrir eux-mêmes la porte de cette prison majoritaire.

La classe politique française est atteinte de dérive droite, comme on dit au Parti communiste. M. Chirac s'emploie à reconstruire un espace où se sont installés M. Le Pen et ses amis, celui de l'extrême populisme. Quant aux socialistes, dont le réservoir de gauche est menacé par la pousse sèche — l'essentiel de ce qui pourrait être pris aux communistes l'a été — ils lorgnent vers le centre, c'est-à-dire à main droite.

Puis M. Chirac s'occupe de l'électorat débauché par son opposition de droite, plus les socialistes adressent aux démocrates chrétiens, progressistes de la majorité et autres barbares, des regards langoureux et appuyés.

La France, disait naguère M. Giscard d'Estaing, « aspire à être gouvernée au centre ». C'est là, en tout cas, qu'elle veut être couronnée. L'affaire, pour les socialistes, n'est pas simple, d'autant que M. Chirac, avec un sûr instinct de propriétaire, n'attend pas l'issue des tentatives d'union, pour leur offrir des marginales, passer à l'ennemi. Le premier ministre, dans des pages, cour du discours au moins : la politique du gouvernement, ne consiste pas à répéter, à une « finalité sociale », l'inductrice d'intégrité et de garantie de justice. Le centriste attend de voir. Le barbare aussi, qui, si l'on en croit M. Mitterrand, redoute que le gouvernement s'attache pour longtemps à son « look » réactionnaire.

JEAN-YVES LHOUEAU.
(Lire la suite page 7.)

CANCERS SUSPECTS A L'INSTITUT PASTEUR

Une commission enquête sur la mort de deux chercheurs

Deux chercheurs de l'Institut Pasteur de Paris, travaillant dans des laboratoires spécialisés en biologie moléculaire et en manipulations génétiques, sont morts récemment de cancer. Un troisième, qui travaille toujours à Pasteur, est lui aussi atteint.

Rien ne permet encore d'établir le lien entre l'activité de ces chercheurs et leur maladie, assure-t-on à l'Institut Pasteur. Pourtant l'un des cancers (un ostéosarcome) a été déclaré en tant que maladie professionnelle.

L'affaire, qui suscite une vive émotion dans la communauté scientifique spécialisée, est aujourd'hui en partie révélée par l'événement du jeudi. L'Institut Pasteur de Paris a voulu qu'un comité d'experts, indépendant de la communauté pastoriennne, soit nommé pour faire toute la lumière sur cette affaire très délicate.

Selon toute vraisemblance, on ne disposera d'aucune certitude scientifique avant plusieurs mois. En toute hypothèse, ces trois cancers peuvent relancer le débat sur les risques potentiels liés aux manipulations génétiques.

Rendue publique quelques jours après l'accident nucléaire de Tchernobyl, l'affaire risque d'alimenter, sous une nouvelle forme, l'inquiétude de l'opinion publique face aux nouvelles technologies scientifiques et industrielles.

Faut-il y voir le signe d'un relâchement des « travailleurs du biologique » vis-à-vis des contraintes qu'ils s'étaient eux-mêmes imposées il y a quelques années ?

Le paradoxe de cette affaire tient au fond à ce que des spécialistes du vivant puissent être victimes d'un risque qu'ils connaissent mieux que quiconque.

Il y a peu, en France, une série de cancers cérébraux avait pourtant déjà attiré l'attention sur les graves dangers qu'il y a à manipuler sans précautions dans les laboratoires des substances mutagènes.

(Lire page 36)
l'article de JEAN-YVES NAU.

Les cent jours de M^{me} Aquino

Pas de « miracle », mais des résultats !...
PAGE 3

Miami, le « paradis retrouvé »

Une ville en quête de respectabilité.
PAGE 5

La réforme de RFI

La rédaction de Radio-France Internationale s'inquiète d'un contrôle de la station par le pouvoir.
PAGE 13

Le Monde DES LIVRES

Ecrivains américains d'avant-garde
Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech
Pages 21 à 28

Débats : Défense (2) • Etranger (3 à 5) • Politique (6 à 8) • Société (9, 11 et 29) • Sports (30 et 31) • Culture (12 à 14) • Communication (13) • Supplément villes nouvelles : Evry (17 à 20) • Economie (32 à 35)

Programmes des spectacles (14) • Radio-télévision (15) • Informations « services » : Météorologie, Mots croisés, Loterie nationale, Loto (15 et 16) • Carnet (16) • Annonces classées (31)

Le départ de M. Quin

TICKET-CHOC



(Lire page 32.)

LES TRIBULATIONS DU MINISTÈRE ET L'AVENIR DU MUSÉE

Quand les Finances retournent au Louvre

Le projet de Grand Louvre est-il encore en question ? La question sera posée si M. Balladur et Juppé, qui ont décidé de se réinstaller rue de Rivoli, y restent plus de six mois. Un compromis devrait être trouvé, mais un malade de la finance — historique — des ministres des finances.

C'est en janvier dernier que M. Bérégovoy quittait la rue de Rivoli et s'installait avec son cabinet au 246 boulevard Saint-Germain dans l'hôtel de Roque-laure. Le ministre des transports, lui, abandonnait le boulevard Saint-Germain et se repliait 45, avenue Georges-Mandel dans un hôtel de la SOFINCO. Abandon tout relatif d'ailleurs puisque l'aile gauche de l'hôtel de Roque-laure continuait d'être occupée par le conseil général des Ponts, sentimentalement et historiquement attaché aux lieux, tandis que le 244 boulevard Saint-Germain — l'annexe — conservait les autres services du ministère de l'équipement et des transports.

Du coup, la direction du Trésor, qui devait accompagner le ministre des finances, ne pouvait suivre. Elle est restée rue de Rivoli.

ALAIN VERNHOLLES.
(Lire la suite page 32.)

TROIS EXPOSITIONS AFRICAINES A PARIS

Merveilles et mystères

La Fondation Dapper organise simultanément trois expositions à Paris. C'est l'occasion de découvrir un certain nombre de chefs-d'œuvre de l'art africain. Et de se poser quelques questions.

C'est sous le patronage d'Olivier Dapper que se sont ouvertes à Paris, trois expositions consacrées à l'art africain. Trois manifestations exceptionnelles par la qualité des objets présentés et le nombre des questions qu'elles soulèvent.

La première interrogation concerne la personnalité de cet inconnu Olivier Dapper. Une rétrospective bâtie autour de son ouvrage : « Description de l'Afrique », publié en néerlandais en 1668 et traduit en français dès 1686, nous fait découvrir ce médecin hollandais. Son livre est l'une des sources essentielles de l'histoire africaine.

Pourtant, explorateur prudent, Dapper n'a jamais quitté son Amsterdam natal. Il s'est contenté de compiler méthodiquement les récits de ses compatriotes, marchands et marins, négriers pour la plupart, qui avaient bourlingué le long de ces côtes quasi inconnues.

Sa relation fourmille de précisions. On y apprend que la capitale du Loango (le Congo actuel), « est à quatre degrés et demi de latitude australe et à une lieue et demie de la côte ». Que le palais du roi du Bénin (le Nigeria moderne) « occupe avant d'espace que la ville de Harlem », que sa ville « est composée de trente rues, toutes fort droites et de six vingt pieds de largeur », et que son peuple, ultime compliment, « ne le cède point aux Hollandais en propreté ».

Il indique assez exactement l'itinéraire des caravanes marchandes qui aboutissent à la côte, et l'emplacement des mines

exploitées. En outre, il fait état des croyances et des objets d'arts recueillis ou décrits par les voyageurs.

Pour illustrer les propos du médecin néerlandais, l'organisateur de l'exposition — la Fondation Dapper, justement — a fait venir des quatre coins de l'Europe des articles africains rassemblés dès cette époque par les collectionneurs. Ivoires commandées à des sculpteurs du Sierra Leone ou du Congo pour servir de cadeaux aux rois portugais ; armes et tissus recueillis par les princes de Danemark ; figurines provenant des collections du cardinal Cornaro. Mais aussi des œuvres signalées dans des « cabinets de curiosité », comme cet étonnant nain de bronze du Bénin ou ce crucifix Solongo, témoignage de la christianisation éphémère du royaume du Kongo.

Deuxième question ? Qu'est-ce que cette Fondation Dapper, brusquement éclose fin 1983 ? Dans le petit milieu des amateurs et des ethnologues parisiens, les informations les plus diverses circulent à son sujet. Emanant de la De Beers ou du président gabonais Omar Bongo ? Ecran destiné à masquer des bénéfices ou des opérations inavouables.

EMMANUEL DE ROUX.
(Lire la suite page 12.)

PAUL LOMBARD

Par le sang d'un prince

Prix FEMINA

VACARESCO

GRASSET

Par le sang d'un prince

Prix FEMINA

VACARESCO

GRASSET

Le monde

DES LIVRES

Le monde

DES LIVRES

LE SAVOIR-VIVRE

LE SAVOIR-VIVRE

LE SAVOIR-VIVRE

LE SAVOIR-VIVRE

LE SAVOIR-VIVRE

LE SAVOIR-VIVRE

LE SAVOIR-VIVRE

LE SAVOIR-VIVRE

LE SAVOIR-VIVRE

LE SAVOIR-VIVRE

LE SAVOIR-VIVRE

LE SAVOIR-VIVRE

LE SAVOIR-VIVRE

LE SAVOIR-VIVRE

LE SAVOIR-VIVRE

LE SAVOIR-VIVRE

débats

DÉFENSE

M. Chirac a relancé le débat sur la participation de la France à l'Initiative américaine de défense stratégique. François de Rose estime que cette coopération n'est pas d'une nature politique différente de celle de la défense antiaérienne, et Georges Mesmin pense que la France, déjà trop avare de ses deniers, bloquerait toute possibilité de concertation stratégique européenne si elle refusait de participer à l'IDS. Pour Robert A. D. Ford, il faut viser plus haut et rappeler, comme l'avait fait Olof Palme, que « la paix et la sécurité du monde représentent une responsabilité globale ».

Solidarité et indépendance

L'avenir de la sécurité d'un pays ne se juge pas à son respect des tabous

La querelle qui s'est amorcée entre l'Elysée et Matignon au sujet de notre participation éventuelle à l'effort de recherche des Etats-Unis pour la défense stratégique ressuscite, une fois de plus, la question jamais résolue de la cohérence ou de l'incohérence de notre volonté d'indépendance et notre politique de solidarité avec nos alliés. Une telle participation, déclare le président de la République, nous créerait le « risque d'être entraînés dans un conflit que nous n'aurions pas clairement accepté ».

Il est certes bon de veiller à ce que les impératifs politiques dominent la réflexion stratégique. Mais le vrai danger pour notre indépendance se profile plutôt du côté des armements offensifs de l'Union soviétique que de celui des projets de défense américains.

On semble généralement oublier que le général de Gaulle, dont l'autorité est invoquée pour justifier toute décision prise au nom de notre sacro-sainte indépendance, avait maintenu la France dans le système de défense et de sécurité aérienne rapproché de l'OTAN (NADGE). Sans doute estimait-il que la brièveté des délais d'alerte et de réaction à l'ère des supersoniques exigeait que nous soyons informés instantanément d'une éventuelle attaque. Sans crainte pour autant

par FRANÇOIS DE ROSE (*)

que le fait de participer à un mécanisme d'information intégré à l'alliance empêche nos dirigeants d'être « à même de prendre une part personnelle à la décision » et donne à qui que ce soit, autre que le président de la République, un « droit de vie ou de mort sur la France ».

Ses successeurs n'ayant pas suivi son exemple lorsque nos alliés se dotèrent d'un système de défense en profondeur (AWACS), nous serions donc dépendants des informations que l'OTAN voudrait bien nous communiquer en cas de mouvements suspects des forces aériennes du pacte de Varsovie. Quelles qu'aient été les raisons de cette abstention, politiques ou financières, le résultat n'est ni conforme à l'esprit de la position arrêtée en son temps par le général de Gaulle ni générateur d'indépendance de nos décisions.

Le problème de notre coopération à une défense anti-missiles n'est pas d'une nature politique différente de celui d'une coopération à la défense anti-aérienne. Nous sommes tous menacés par les missiles à courte et moyenne portée déployés par l'URSS chez ses satellites. Notre problème est de savoir si une défense contre ces engins est possible.

(*) Ambassadeur de France.

ble. Et ce n'est pas en refusant d'en étudier l'hypothèse qu'on le saura ou qu'on en fera disparaître le danger.

L'avenir de la sécurité d'un pays ne se juge pas à son respect de tabous hérités d'un passé, si prestigieux soit-il, mais à sa prévision des menaces du futur et de leur parade.

Il est impossible, à ce jour, de dire si la défense anti-missiles débouchera sur des résultats efficaces. Mais le risque d'automatisme de notre engagement résulterait moins de notre participation à un système de défense avec nos alliés que de l'évolution technologique vers la robotisation des opérations de détection, transmission et réaction.

Ce sont là des faits de la vie sur lesquels l'avenir seul nous éclairera. Mais il n'est pas trop tôt pour se préoccuper de l'ensemble du problème. Car si l'URSS se dote d'une telle défense anti-missiles et que l'Europe en soit totalement dépourvue, l'abîme entre notre vulnérabilité et l'immunité de l'adversaire nous placerait dans la pire des situations.

A nous tromper aujourd'hui sur la véritable menace à notre indépendance, nous risquerions demain de la perdre complètement.

(1) Les citations dans le présent article sont extraites du discours prononcé par M. Mitterrand à Cotéguiville le 27 mai (Le Monde du 29 mai).

Efforts financiers et dépoussiérage

Demander aux Français plus de sacrifices et adhérer à l'Initiative de défense stratégique américaine

DANS une étude parue dans le numéro d'avril de la revue *Défense nationale*, j'ai fait l'analyse, sur la base des chiffres officiels, de la dégradation de l'outil militaire de la France après cinq années de pouvoir socialiste. L'investigation à laquelle procède la Cour des comptes montre que la réalité dépasse les conclusions auxquelles je pouvais arriver : le paiement lui-même des soldes militaires n'était plus assuré après le 31 octobre. L'accumulation des insuffisances, des retards, des abandons, dont on prend conscience aujourd'hui, ne permet plus de remettre le redressement.

Un effort résolu de rationalisation dans le choix des équipements et une meilleure productivité dans les industries comme dans les arsenaux sont nécessaires. Mais ils ne sauraient suffire : le moment est venu d'un effort financier soutenu, visant à adapter le budget militaire à l'ambition affichée — dissuasion nucléaire, participation significative à la défense de l'Europe, capacité d'action extérieure.

Le niveau minimal de l'effort pour la défense à laquelle la France prétend depuis un quart de siècle, c'est 4,5 % du PIB, tous les experts le savent (le niveau actuel est de 3,8 %). C'est en reprenant dès le 1^{er} janvier 1987 l'effort d'accroissement budgétaire annuel de 4 % en francs constants, tenu entre 1976 et 1981, que le niveau budgétaire adapté pourra être atteint dans les délais raisonnables, c'est-à-dire au début de la prochaine décennie. Le gouvernement, qui, avec raison, a choisi la rigueur, s'estimera-t-il en mesure de demander cet effort aux Français pour leur défense ? Est-il disposé à dépasser la plate-forme RPR-UDF, tout à fait insuffisante sur ce point ?

Si les responsables politiques, au niveau du gouvernement mais aussi à celui du Parlement, devaient penser qu'ils ne le peu-

par GEORGES MESMIN (*)

vent pas, le temps serait alors venu de l'adaptation non des moyens à l'ambition, mais de cette dernière aux premiers, qui sont dramatiquement insuffisants. Bien sûr, on commencerait par réduire les effectifs en prétendant que la défense, c'est l'atome, l'acier et l'électronique, mais très vite on serait contraint à certains abandons dans la panoplie des armements. Aurait-on alors le courage d'en dire les conséquences aux Français ? Le gouvernement peut-il accepter la perte de certaines possibilités, l'abaissement du niveau de notre défense et, plus généralement, de notre capacité d'action politique ? C'est ainsi et pas autrement qu'en 1986 se pose le problème du redressement.

Ne nous trompons pas d'adversaire

Le redressement est une chose, le « renouveau », dont il a été beaucoup question du temps où la majorité était opposition, en est une autre, d'importance égale. Le premier nécessite l'effort financier, le second exige le dépoussiérage de positions gelées par les socialistes.

La plateforme RPR-UDF est très nette s'agissant des évolutions nécessaires en matière doctrinale et des rapports de la France avec ses alliés. Voici en particulier ce qu'elle dit de l'IDS : « Le prochain gouvernement devra engager une négociation avec ses partenaires européens, plus particulièrement la République fédérale d'Allemagne et la Grande-Bretagne, en vue d'arriver à une position européenne sur la participation à l'Initiative de défense stratégique ». Les propos tenus le 22 mai par le premier ministre sont en conformité avec cet engagement : « Il serait irresponsable de rester au bord de la route, notamment pour un pays comme la France qui ne peut pas ne pas s'associer à cette grande recherche... que de surcroît (le gouvernement) approuve sur le plan militaire ».

Cette prise de position de bon sens, face aux tabous, aux aigreurs, aux illusions et aux entêtements est lucide et courageuse, il y a lieu de s'en réjouir. Il est en

(*) Député de Paris, membre de la commission de la défense nationale et des forces armées.

effet plus que temps de prendre en France une juste mesure de cette IDS qui domine le débat stratégique international.

Ne nous trompons pas d'adversaire : les forces nucléaires stratégiques françaises — comme les britanniques — sont « menacées » non par l'IDS américaine, mais par le système ABM soviétique — défense anti-missiles balistiques, — dont le développement sera poursuivi quoi que fassent les Américains.

Ce n'est pas l'IDS qui créerait un danger de « découplage » entre la défense de l'Europe et celle de l'Amérique ; ce serait une supériorité, et, à plus forte raison, un monopole de l'URSS en la matière.

Il est illusoire d'imaginer pouvoir s'opposer à la défense contre les missiles, qu'elle soit basée dans l'espace ou à terre : elle s'inscrit, qu'on le veuille ou non, dans les inéluctables développements de la technique et des technologies. Un processus est enclenché, comme l'avait fait en son temps la bombe d'Hiroshima, qui mettrait en question le contexte stratégique qui régnait alors. Les pleines conséquences de l'IDS ne sont sans doute qu'à échéance lointaine. Notre dissuasion demeure donc valable pour de longues années encore, mais la sagesse commande de mettre à profit ce délai pour nous préparer aux évolutions stratégiques futures.

Rien ne prouve que l'IDS, accusée de viser un objectif égoïste, ne puisse être étendue à la défense contre les missiles à moyenne portée, tels les SS-20, qui menacent le Vieux Continent, à condition, bien sûr, que les Européens apportent une réponse coordonnée et déterminée à l'offre de participation.

Enfin, l'IDS pose avec force le problème même de l'Europe. L'accord de coopération anglo-américain a été signé le 6 décembre 1985, l'accord germano-américain le 27 mars 1986, l'Italie prend le même chemin. L'Europe affronte l'IDS en ordre dispersé, la France est isolée. Si elle maintenait son refus, elle ne pourrait que bloquer toute possibilité de concertation stratégique européenne et tout progrès sérieux dans le domaine de la coopération en matière d'armement. Eureka n'est en rien une alternative à l'IDS.

Redressement et renouveau de la défense de la France doivent être les maîtres-mots de la majorité nouvelle.

Sécurité ? Sécurité commune !

Le seul gage solide de paix est une meilleure compréhension entre Moscou et Washington

par ROBERT A. D. FORD (*)

EN dépit de la confrontation idéologique et de l'antagonisme politique de ces quarante dernières années, il y a eu une sorte de paix entre les principales puissances, une paix due à la nature terrifiante des armes nucléaires et à la détermination commune de Washington et de Moscou d'éviter leur usage. Ayant passé la plus grande partie de sa carrière diplomatique dans le cadre des relations Est-Ouest et vingt ans en Union soviétique, je suis convaincu que les dirigeants soviétiques sont aussi désireux que les responsables américains de ne pas utiliser les armes nucléaires et d'éviter une confrontation directe qui pourrait, par erreur, conduire à leur emploi.

Fondamentalement, c'est la doctrine de la destruction mutuelle assurée qui caractérise le régime de paix sous lequel le monde vit. C'est une absurdité morale, mais jusqu'à maintenant cela a fonctionné. Malheureusement, rien dans le monde

physique ou politique ne reste statique. Les développements de ces dernières années ont commencé à éroder les principes qui sous-tendent la DMA ou MAD.

C'est d'abord l'escalade rapide du nombre et de la technologie des armes nucléaires ; ensuite, le concept d'un « parapluie » antinucléaire, une idée qui a attiré l'attention des stratèges et des savants soviétiques longtemps avant de capter l'attention du président Reagan.

Si la défense spatiale contre une attaque nucléaire était réalisable, cela pourrait conduire à l'abandon de la théorie de la Destruction mutuelle assurée (MAD) en donnant à la première puissance en mesure de réaliser une défense anti-nucléaire à toute épreuve la capacité théorique de déclencher avec succès une première frappe : dans ces

conditions l'équilibre de la terreur serait détruit.

J'ai cru fermement à la dissuasion comme à la seule voie réaliste permettant de survivre dans un monde encombré d'armes nucléaires qui n'allaient pas disparaître par des formules magiques, comme les initiatives de désarmement unilatéral, à l'autre bout du spectre, la recherche illusoire de l'ultime arme permettant d'atteindre une capacité de première frappe absolue. Mais la dissuasion, pour être effective, demande un équilibre nucléaire raisonnable et une certaine compréhension sous-jacente entre les superpuissances, à propos des limites de l'usage de ces armes.

Sous une autre lumière

Cette compréhension a existé pendant plusieurs décennies. Elle se fonde principalement sur le statu quo en matière d'armement, sur le respect, dans les deux camps, des limites de leur pouvoir et de leur influence et sur un accord tacite tendant à éviter une confrontation directe dans les zones d'intérêt vital de l'autre puissance.

Mais, quand cette relative stabilité commence à être ébranlée, les dangers qui restaient cachés au sein d'un ordre international fondamentalement anarchoïque deviennent apparents. Et ces dangers sont accrus, car nous vivons dans un monde où des idéologies incompatibles jouent un rôle important dans les relations entre les deux blocs opposés, augmentées par l'instabilité économique et sociale du tiers-monde où bien des nations aimeraient modifier l'ordre existant contre les intérêts des superpuissances.

Dans ces circonstances, il est essentiel que nous réexaminions sous une autre lumière les relations entre les deux principaux blocs de puissance. En 1982, la Commission indépendante des questions de désarmement, Pietro Ziano, écrivait : « La guerre, nous pouvons l'avoir quand nous voulons ; mais, si nous voulons la paix, nous devons la chercher assidûment et la garder quand nous l'avons trouvée ». L'avis est aussi valable aujourd'hui qu'il y a huit cents ans.

ment et de la sécurité, présidée par feu Olof Palme, a rédigé un rapport intitulé « Sécurité commune ». Son thème principal était que les nations « doivent comprendre que le maintien de la paix dans le monde doit recevoir une priorité plus élevée que le maintien de leurs propres positions idéologiques ou politiques ».

Plus que jamais il est essentiel que nous reconnaissions des deux côtés de la frontière idéologique que la sécurité totale pour un pays ne peut être obtenue aux dépens de la sécurité des autres, et que les nouveaux progrès concernant notamment l'espace et le perfectionnement des armes nucléaires font qu'il est absolument vital de chercher à atteindre un minimum de confiance et de compréhension réciproques. Comme Olof Palme l'a exposé dans son discours de la New-Delhi en janvier 1985, « La paix et la sécurité du monde représentent une responsabilité globale. Elles ne peuvent être fondées sur la méfiance mutuelle ou les menaces de suicide collectif ».

L'étendue de cette incompréhension apparaît dans la façon d'appréhender l'Initiative de défense stratégique. Pour Washington, c'est un moyen d'éviter la guerre nucléaire, en créant une défense totale contre les attaques nucléaires. Pour Moscou, c'est une tentative de forcer l'URSS à une course ruineuse pour la domination de l'espace, susceptible de donner l'avantage nucléaire aux Etats-Unis, et en même temps de pousser l'Union soviétique vers l'effondrement économique.

Je sais par expérience personnelle, combien il est difficile et frustrant de chercher à comprendre la pensée et les motivations des Soviétiques. Mais, pour moi, la paix ne peut être sauvée et consolidée qu'au prix d'un effort plus décidé de compréhension mutuelle entre Moscou et Washington. En 1905, le drapeau de Venise, Pietro Ziano, écrivait : « La guerre, nous pouvons l'avoir quand nous voulons ; mais, si nous voulons la paix, nous devons la chercher assidûment et la garder quand nous l'avons trouvée ». L'avis est aussi valable aujourd'hui qu'il y a huit cents ans.

DERVY LIVRES

Collection MYSTIQUES ET RELIGIONS

L'ESOTÉRISME
pour quoi faire ?
130 F

RETOUR A L'ESSENTIEL
quelle spiritualité pour l'homme d'aujourd'hui ?
135 F

Catalogue sur demande - 26, rue Vauquelin 75005 Paris

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wolsky

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sales

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les montants en espèces d'impression.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 150 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,400 \$; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 8 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 din.

السلامة من الاصل

étranger

ASIE

LES CENT JOURS DE LA PRÉSIDENTE DES PHILIPPINES

Pas de « miracle », mais des résultats...

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a appelé, mercredi 4 juin, les hommes d'affaires à investir aux Philippines, en rendant hommage à la politique menée par la présidente Corason Aquino.

D'autre part, le Japon est prêt à accroître son aide financière et son assistance technologique aux Philippines, a indiqué mercredi à Tokyo le ministre japonais des affaires étrangères, M. Shintaro Abe, au cours d'une entrevue avec son homologue philippin, M. Salvador Laurel.

Correspondance

Cent jours après son accession au pouvoir, la présidente des Philippines, M^{me} Aquino, a présenté le premier bilan de son gouvernement, soulignant la restauration des libertés essentielles, qui a transformé, selon elle, l'image de son pays. En tête de liste, elle a placé « l'émancipation du système judiciaire ». Grâce au rétablissement de l'habous corpus et à l'adoption d'une charte sur les droits de l'homme, les tribunaux seraient aujourd'hui « libres de toute ingérence politique ». M^{me} Aquino s'est, de même, félicitée du rétablissement de la liberté de la presse. Selon elle, les journaux et télévisions philippins sont actuellement « les plus libres en Asie ».

Milieux d'affaires redécouverts

Sur le plan économique, M^{me} Aquino insiste sur le travail d'assainissement et de restructuration accompli. Les « miracles que le peuple espère » ne se sont pas produits, mais, d'après les indicateurs du ministère des finances, l'inflation sera, en 1986, ramené à 2,1 % (contre plus de 50 % en 1984). Par ailleurs, les taux d'économie ont été réduits de moitié et les réserves en devises ont augmenté de 85 % depuis la « révolution de février ». L'afflux de devises serait un signe certain de la confiance dont jouit le nouveau gouvernement auprès de ses compatriotes, puisqu'il se

déroule pas d'un surplus commercial. Enfin, le cours du peso est resté stable ces derniers mois, et la disparité entre le cours officiel et le cours clandestin n'existe pratiquement plus.

Pourtant tout n'est pas rose. M^{me} Aquino a fait état de la fragilité des multiples promesses d'aide et d'assistance internationales. Ainsi, selon la présidente, « l'œuvre de redressement national incombe aux seuls Philippines ». En effet, les signes d'agacement envers les deux plus importants soutiens financiers traditionnels des Philippines, les Etats-Unis et le Japon, sont perceptibles. Il apparaît néanmoins que la plus grande partie de l'aide de 1,1 milliard de dollars promise par les principaux bailleurs de fonds est d'ores et déjà acquise. Le reste suivra « lorsque les Philippines auront montré aux autres pays qu'ils sont aujourd'hui capables de bien gérer leur économie ».

Si le gouvernement peut effectivement se féliciter d'un nombre non négligeable de réalisations politiques, il n'a pas encore su convaincre les milieux d'affaires, nationaux et internationaux, de la stabilité à long terme du régime. Les nouveaux investissements, tant convoités, tardent à se concrétiser. Le président de la chambre de commerce philippine a même cra de dénoncer « la politique économique socialiste, sinon communiste », du pouvoir. Le représentant des hommes d'affaires philippins se révèle ainsi peu convaincu par les déclarations de M^{me} Aquino soulignant le rôle présent et futur du secteur privé.

En réalité, les milieux d'affaires ont mal interprété la politique « de réconciliation sociale » de la présidente. Ces réserves s'expriment depuis que le ministre du travail a déposé son intention de mettre en œuvre un programme de participation des employés au capital des entreprises et depuis la levée des lois restrictives sur le droit de grève. En réponse à ces inquiétudes, le ministre a affirmé, mercredi, que les

grèves enregistrées depuis février ont en général été moins longues et moins coûteuses que celles de l'ère Marcos.

Par ailleurs, M^{me} Aquino a confirmé que l'accent sera dorénavant mis sur le secteur agricole. La réforme agraire tant attendue est pour l'instant encore un projet très flou, mais le levée récente des taxes d'exportation sur les produits agricoles va dans ce sens.

L'insurrection persiste

Cela dit, c'est la mise sur pied d'une commission chargée de remplacer la Constitution de 1973, imposée par M. Marcos et abrogée le 25 mars dernier, qui est, aux yeux de M^{me} Aquino, l'œuvre la plus remarquable de son gouvernement. Cette commission a commencé ses travaux lundi 2 juin. Dans son discours inaugural, M^{me} Aquino avait insisté sur l'impératif de rapidité (la présidente aimerait que la commission achève ses délibérations d'ici à septembre prochain) et sur le fait que la commission était à l'abri de toute influence politique ou gouvernementale.

Les grands axes de la discussion portent sur un éventuel retour à un système présidentiel bicaméral ou unicaméral, sur une plus grande décentralisation des pouvoirs et sur les garanties inaliénables des droits de l'homme.

Sur le front de l'insurrection, les résultats obtenus par M^{me} Aquino paraissent assez peu encourageants. Selon l'état major, depuis la « révolution de février », des centaines de personnes ont été tuées au cours d'« accrochages ». Pour l'instant, la politique de main tendue du nouveau gouvernement a rencontré peu d'enthousiasme du côté des communistes. Si l'on ajoute à cela que M. Marcos et ses partisans rendent la vie difficile au nouveau gouvernement, il est clair que la « révolution de février » est loin d'être achevée. Et l'on comprend que mercredi dernier M^{me} Aquino ait lancé un vibrant appel à la mobilisation pour les « cent prochains jours » du redressement philippin.

KIM GORDON BATES.

LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DES « CENT FLEURS » EN CHINE

Incertitudes idéologiques...

De notre correspondant

Pékin. — Les commémorations se succèdent en cette année 1986. Il y a quelques jours, c'était le vingtième anniversaire du début de la révolution culturelle. Depuis, Pékin met l'accent sur le trentième anniversaire de la campagne des « Cent Fleurs », qui avait appelé les intellectuels à faire preuve de plus d'initiative et d'esprit critique. Mais leur en prit... Ce mouvement est nommé aujourd'hui celui des « Deux Centes » par référence au slogan qui lança la campagne : « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent ».

Alors que l'on se rapproche du plénum du comité central du PCC prévu pour l'automne, le débat a été lancé sur la question de la liberté de création et de recherche et sur le rôle que doit — ou ne doit pas — jouer le pouvoir en ce domaine. Le 1^{er} mai, M. Hu Qili, membre du politburo, avait réaffirmé que « le marxisme n'est pas un dogme immuable ». L'organe théorique du PCC, le Drapeau rouge, avait émis le principe de la publication d'un article du président de l'académie des sciences sociales, M. Hu Sheng, qui affirmait qu'« aucune zone interdite ne devrait être imposée à la recherche académique ».

Cependant, l'insistance mise par les responsables les plus ouverts à enfoncer le clou et les bavures rapportées par la presse montrant que cet assouplissement, ce pragmatisme, ne sont pas toujours compris, pour ne pas dire acceptés par une bonne fraction des cadres. Deux affaires occupent actuellement les journaux. D'abord celle de Ma Ding, pseudonyme de l'auteur d'un article publié fin 1985, qui écrivait qu'« au vingtième siècle, après que le socialisme est passé d'une théorie scientifique à une réalité, la tâche principale de l'économie critique marxiste n'est plus de critiquer l'ancien monde capitaliste, mais de faciliter la tâche plus ardue de construire un nouveau monde socialiste (...). Pour

ces questions, il n'existe pas de réponses toutes faites dans le Capital ».

Ces propos ayant été déformés dans des journaux japonais et américains, ils valurent à Ma Ding l'honneur d'une réunion spéciale du département de la propagande. Le vice-président de l'académie des sciences sociales estime que le point de vue de Ma Ding « valait la lecture », même si l'on n'était pas d'accord sur tout.

Le chaud et le froid

La seconde affaire concerne le directeur de l'institut de littérature de cette même académie, dédicé à l'évangélisme dans le domaine de la liberté de recherche. M. Lu Zifu. Pour avoir écrit que dans chaque personnalité il y avait des points positifs et des points négatifs, et que, dans les œuvres littéraires, les héros n'avaient pas à être moralement meilleurs que le reste de l'humanité, il s'est attiré une volée de bois vert du Drapeau rouge, l'accusant d'opinions contraires au marxisme et au matérialisme dialectique. Certes, le journal avait pris le soin de lui faire parvenir le texte à l'avance et de lui proposer un droit de réponse.

« La recherche théorique en économie est étouffée », car « les

problèmes académiques sont confondus avec les problèmes politiques », se plaint, par ailleurs, un hebdomadaire de Shanghai, le Messager économique mondial, ajoutant : « Pour des raisons historiques, nous avons toujours pris l'URSS pour modèle, ce qui a considérablement limité notre réflexion ».

Dans le même hebdomadaire, le directeur de l'institut du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Zedong, M. Su Shaozhi estime qu'« il faut oser briser certains dogmes », à commencer par l'opposition théorique à l'économie de marché. Et de tracer un parallèle entre « modernisation et démocratisation » : « Il faut oser dénoncer sans vergogne certaines thèses universitaires comme libérales ».

On est loin du monolithisme ultra-gauchiste de la révolution culturelle. Même si, en dépit de ce courant libéral, nombre de responsables n'acceptent la critique et les idées nouvelles que lorsqu'elles ne les dérangent pas ou vont dans leur sens. En cette période d'interdit qui fait que le débat sur l'idéologie au sein du parti est repoussé d'année en année, risquant de se confondre avec des rivalités de personnes, le chaud et le froid soufflent couramment, sans que l'on sache très bien lequel pourra l'emporter.

PATRICE DE BEER.

Nouveaux incidents racistes

Pékin. — Quatre jeunes Chinois ont agressé et battu un étudiant marocain qu'ils ont laissé baignant dans son sang sous les applaudissements des témoins, a révélé, mercredi 4 juin, le quotidien Zhongguo Facchi Bao (Nouvelles Égales de Chine).

L'incident s'est produit à l'entrée de l'université populaire de Pékin, samedi dernier. Un étudiant marocain se promenant à bicyclette avec une amie, également étudiante, lorsqu'ils ont été pris à partie par quatre jeunes Chinois. Deux des reporters du

journal, qui se trouvaient par hasard sur les lieux, ont assisté à la scène.

Cet incident survient après une série de bagarres de caractère raciste, ces derniers jours, entre étudiants chinois et étudiants africains et asiatiques (le Monde des 28 mai et 5 juin).

Plusieurs témoins de l'agression ont applaudi. Deux voitures de police sont passées, ont klaxonné, mais leurs occupants ne sont pas intervenus davantage. — (AP.)

Inde

Un mort de plus au Temple d'or...

De notre envoyé spécial

Amritsar. — La ruqne fendue d'un tranchant de sabre, un coup de poignard entre les côtes, ses longs cheveux noirs en désordre autour d'un visage maigre et la peur encore inscrite dans ses yeux morts : Avtar Singh avait quarante-cinq ans. C'était un sikh comme les autres avec sa longue barbe, son turban et son sabre d'apparat. Son « crime » ? Avoir accepté de prendre part à la garde du Temple d'or avec un groupe d'anciens soldats récemment constitués par les autorités légitimes de la secte pour empêcher les extrémistes d'en reprendre le contrôle à l'occasion du deuxième anniversaire de l'assaut lancé par l'armée.

Quand les « enrégés » du Khalistan — l'Etat souverain dont rêvent les séparatistes — ont déboulé sur le marbre blanc du temple, Avtar et ses deux compagnons n'ont pas eu le temps de résister. Le premier est mort, les deux autres sont à l'hôpital dans un état grave.

Nouvelles menaces

Les forces de l'ordre, pourtant, avaient presque tout prévu. Deux mille cinq cents hommes avaient été déployés pour prévenir l'entrée des activistes dans le temple. Et, dans les jours qui ont précédé la commémoration du 4 juin, plus d'un millier de suspects avaient été mis préventivement sous les verrous. « Nous sommes prêts à toutes les éventualités », nous déclarait le matin même le chef (sikh) de la police d'Amritsar, y compris à décréter le couvre-feu sur la ville. »

PATRICE CLAUDE.

Mais il y a longtemps qu'on n'impose plus le couvre-feu pour un seul mort dans cette partie de l'Inde. Plus de soixante-dix personnes ont été tuées au mois de mai. Six autres depuis quatre jours. Prochain rendez-vous le vendredi 6 juin, date de la mort de Bindraval, le « prêtre fou » tué à la tête de ses partisans au Temple d'or il y a deux ans. Ses disciples assurant que les « masses sikh » répondraient à leur appel, et ajoutant : « Avec elles nous prendrons le contrôle du Temple d'or ». D'ores et déjà, cent quarante-quatre militants ont été arrêtés. Bimal Khalsa, veuve de l'assassin d'Indira Gandhi, qui conduisit l'opération de mercredi, est désormais la femme la plus recherchée du Pendjab; elle a pu s'échapper du Temple d'or pour l'une des quarante-cinq portes du complexe religieux. L'assaut de vendredi devrait être mené par Baba Joginder Singh (quatre-vingt ans), père de Bindraval. La police prend des mesures pour interdire à ses partisans l'accès à la ville d'Amritsar.

Par ailleurs, se refusant à entériner le transfert de Chandigarh, capitale commune, au bénéfice du seul Pendjab le 21 juin prochain, le ministre en chef de l'Etat du Haryana, M. Bajan Lal, a démissionné mercredi 4 juin. Il a été remplacé par M. Bansi Lal, un autre politicien du Parti du Congrès, qui a accepté de se plier aux ordres de M. Gandhi. La situation est tendue au Haryana, Etat dominé par les Hindous qui refusent qu'on leur enlève « leur » capitale.

DIPLOMATIE

Les fonctionnaires des Nations unies manifestent leur inquiétude devant la crise financière de l'Organisation

Environ deux mille fonctionnaires des Nations unies et d'autres organisations internationales ont manifesté dans le calme, mercredi 4 juin, à Genève, pour demander à être consultés lorsque de nouvelles mesures seront prises pour sortir l'ONU de la crise financière qu'elle traverse. « Nos conditions de travail, qui se sont déjà considérablement détériorées ces dernières années, risquent de se dégrader encore davantage cette année », a déclaré M^{me} Marguerite Dam, présidente de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux (FICSA), qui regroupe trente mille de ces derniers, devant les manifestants qui

s'étaient réunis une heure durant sous la pluie devant le Palais des Nations.

Les manifestants venaient de la plupart des organisations onusiennes ou affiliées : l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le Bureau international du travail (BIT), l'Union internationale des télécommunications (UIT) et le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), toutes situées à proximité du siège de l'ONU à Genève. M^{me} Dam a rappelé que les fonctionnaires s'insurgent contre les « décisions arbitraires » qui ont poussé les Nations unies à réduire les salaires et les retraites du personnel pour endiguer leur crise financière. « Le personnel ne doit pas faire les frais, de cette crise », a-t-elle déclaré, « l'ONU a cédé à des pressions politiques ».

Pour faire face à une réduction de 100 millions de dollars de son budget, l'Organisation a, en effet, annoncé diverses mesures, dont la retraite obligatoire avant terme, le gel temporaire de l'avancement, la suspension de la compensation du renchérissement de 4,3 % pour les employés non professionnels, ainsi que des coupes dans les heures supplémentaires. La crise financière de l'ONU est due notamment aux retards et aux retards de paiement de certains Etats membres. Le budget pour l'organisation centrale s'élève à 880 millions de dollars pour 1986. Le Congrès américain, par exemple, a décidé d'amputer de 70 millions de dollars la contribution des Etats-Unis, qui s'élève à 210 millions de dollars.

A Paris, d'autre part, quelque cent cinquante fonctionnaires de l'UNESCO ont manifesté mercredi pour le maintien du « multilatéralisme de la fonction publique internationale » et contre les licenciements et les discriminations liés à la nationalité. Ils faisaient ainsi principalement référence aux menaces pesant sur les fonctionnaires américains et britanniques, en raison du départ de Washington et de Londres de l'organisation, en 1984 et 1985. — (AFP, AP.)

M. ALAIN PIERRET EST NOMMÉ AMBASSADEUR EN ISRAEL

Outre la nomination de M. Eric Rouleau, jusqu'alors ambassadeur à Tunis, comme ambassadeur itinérant (le Monde du 5 juin), le conseil des ministres du mercredi 4 juin a confirmé celle de M. Alain Pierret, chef du service des Nations unies et des organisations internationales au ministère des affaires étrangères, comme ambassadeur à Tel-Aviv, en remplacement de M. Jacques Dupont.

Inté le 16 juillet 1930, licencié de lettres, bachelier de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, où il a d'abord servi avant d'être intégré dans le cadre des secrétaires des affaires étrangères en 1938, M. Pierret a été détaché au ministère d'Etat chargé du Sahara (1959-1961), puis affecté à Freezone, à Pretoria en 1963, à l'administration centrale (Afrique-Levant) en 1966, à Moscou en 1969, le nouveau à l'administration centrale (Europe) en 1972 et, la même année, à Helsinki. Il est revenu à l'administration centrale en 1975, pour s'occuper de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), fonction qu'il a notamment conduit — comme membre, depuis 1973, de la délégation française — à Genève et à Belgrade, où il a été le premier conseiller jusqu'en 1980. M. Pierret devait ensuite être nommé ambassadeur à Niamey et, en 1983, chef de service à l'administration centrale.]

IL A VU NAITRE L'ASIE!

Robert Guillain

ORIENT
EXTRÊME

Une vie en Asie

Le Seuil arlet



Un des tout premiers journalistes de notre temps.

Jean Clémentin / Le Canard Enchaîné

Celui que j'avais choisi pour modèle.

Jean Lacouture / Le Nouvel Observateur

Pendant près de 50 ans, Guillain a été l'honneur de notre profession.

Lucien Bodard / Le Point

Une expérience unique.

Bernard Uhlman / L'Express

L'allégresse d'avoir tant vu, tant vécu, tant compris, tant raconté.

P.J. Franceschini / Le Monde

arlea

A TRAVERS LE MONDE AFRIQUE

ANGOLA

L'UNITA perd une ville

L'UNITA, le mouvement de guérilla de M. Jonas Savimbi, en lutte contre le régime de Luanda, a reconnu, mercredi 4 juin, avoir perdu le contrôle de la ville de Cangombe, située dans la province orientale de Moçico, au cours des violents affrontements qui marquent depuis quelques jours l'offensive déclenchée par les forces gouvernementales, appuyées par des troupes cubaines.

La ville serait tombée lundi, à l'issue de trois jours de combats, les pertes de l'UNITA s'élevant à 10 morts et 37 blessés, celles des forces gouvernementales à 80 morts et plusieurs centaines de blessés, selon un communiqué du mouvement de M. Savimbi. L'UNITA reconnaît également que le commandant de ses forces a été blessé au cours de cette offensive, qui se déroule dans l'est et le sud-est de l'Angola, et qui mobiliserait, du côté gouvernemental, dix-neuf brigades équipées de matériel soviétique, avions MIG-21 et MIG-23, hélicoptères de combat Mi-8 et Mi-24, et chars d'assaut. — (AFP, Reuters.)

ÉTATS-UNIS

L'espion Pollard plaide coupable

Washington. — Jonathan Pollard, un ancien analyste de la marine américaine, accusé d'espionnage pour Israël, a accepté, mercredi 4 juin, de plaider coupable, évitant ainsi un procès public qui aurait risqué de tendre les relations entre Washington et Jérusalem. Les procédures judiciaires américaines autorisent ce genre de marche pour les accusés qui admettent leur culpabilité. L'épouse de J. Pollard, Anne Henderson-Pollard, accusée de détention de documents secrets, a, elle aussi, plaidé coupable devant un tribunal fédéral de Washington. Interpellé en novembre dernier, alors qu'il tentait de chercher refuge à l'ambassade d'Israël, Jonathan Pollard encourt la réclusion perpétuelle et sa femme une peine de dix ans de prison. Cette affaire a provoqué un certain malaise dans les relations israélo-américaines. — (AFP.)

HAÏTI

Le général Namphy lance un appel au calme

Port-au-Prince. — Le général Namphy, président du Conseil national de gouvernement (CNG), a lancé un appel au calme et à l'union, le mercredi 4 juin, après les manifestations antigouvernementales qui ont eu lieu depuis plusieurs jours dans la capitale et en province. A Port-au-Prince, sept personnes ont été blessées par balles mercredi, la police ayant tiré pour disperser plusieurs centaines de personnes qui avaient érigé des barricades.

D'autres incidents sont signalés en province, en particulier aux Gonaïves, où les manifestants ont réclamé le départ du gouvernement de plusieurs ministres, en particulier de celui de l'information, M. Jolicoeur.

Dans son allocution, le général Namphy a déclaré que le pays « était au bord de l'anarchie en raison du débordement des passions » et que les « attentats contre les forces de l'ordre étaient comme des préludes à la guerre civile ». Mardi, un militaire a été tué dans la banlieue de Port-au-Prince. — (AFP.)

SUÈDE

Le chef du Parti conservateur démissionne

Stockholm. — M. Ulf Adelsohn, chef du Parti conservateur suédois, actuellement dans l'opposition avec le Parti libéral, a démissionné mercredi 4 juin en déclarant qu'il ne se sentait pas fait pour ce poste.

« J'y suis resté pendant près de cinq ans, et ce n'est pas un travail qu'on peut faire toute sa vie (...). Je suis habitué aux résultats concrets et, pour être franc, je me sens plus homme de décision qu'homme politique d'opposition », a déclaré à la presse M. Adelsohn.

Il a indiqué que l'assassinat du premier ministre Olof Palme, en février dernier, avait joué un rôle dans sa décision, sans plus de précision. Il a ajouté qu'il se retirait maintenant pour que son successeur dispose de deux années à la tête du parti avant d'affronter les élections de 1988. — (Reuters.)

TURQUIE

Poursuites judiciaires contre M. Ecevit, ancien premier ministre

Ankara. — L'ancien premier ministre turc, M. Bülent Ecevit, va être poursuivi pour violation de l'interdiction d'activité politique le concernant.

Selon l'agence de presse ankarienne, le procureur d'Ankara a déclaré avoir ouvert une enquête sur M. Ecevit, à la suite d'un discours prononcé par ce dernier le 18 mai au congrès du Parti de la gauche démocratique (le Monde du 25-26 mai). M. Ecevit sera inculpé d'infraction à une clause de la loi sur les partis politiques, interdisant tout lien avec ces partis à des dizaines d'hommes politiques ayant été actifs avant le coup d'État militaire de 1980. Il risque trois ans de prison. M. Ecevit avait été premier ministre à trois reprises dans les années 70 et le Parti de la gauche démocratique, fondé l'an dernier par son épouse Rahsan, rassemble nombre de ses partisans de l'époque. — (Reuters.)

EUROPE

Washington ne prendra aucune décision concernant M. Waldheim avant l'élection présidentielle

A l'avant-veille du deuxième tour de l'élection présidentielle autrichienne, pour laquelle M. Kurt Waldheim fait toujours figure de favori, on note une intense activité dans plusieurs capitales, et de nouvelles révélations de la presse yougoslave.

● A PARIS, on confirme dans l'entourage du premier ministre, M. Jacques Chirac, qu'une enquête est en cours sur l'existence d'un rapport établi en 1979 par les autorités militaires françaises sur les états de service de M. Waldheim pendant la deuxième guerre mondiale (le Monde du 29 mai).

● A WASHINGTON, l'attorney général (ministre de la justice), M. Edwin Meese, a annoncé, mercredi 4 juin, qu'aucune décision concernant une éventuelle interdiction d'accès au territoire américain pour l'ancien secrétaire général des Nations unies ne serait prise avant dimanche 8 juin, date de l'élection. « La décision à cet égard sera prise sans tenir compte de l'élection (...) ou de son résultat », a déclaré M. Patrick Korten, porte-parole du ministère de la justice.

● A JÉRUSALEM, le ministre de la justice, M. Yitzhak Modaï, a déclaré : « Jusqu'à présent, nous savons que nous avons affaire à un homme qui a été membre d'organisations destructrices, criminelles, atroces (...), mais nous n'avons pas d'informations établissant que M. Waldheim a participé personnellement à ces crimes. »

● A BELGRADE, le bimensuel *Interju* affirme dans son numéro du jeudi 5 juin que le lieutenant Waldheim coordonnait les opérations de représailles nazies en Yougoslavie. Citant le journal de guerre du groupe d'armées E, dont faisait partie l'actuel candidat à la présidence de la République, la publication affirme que M. Kurt Waldheim a exercé ces fonctions entre la mi-octobre 1944 et mai 1945.

Ainsi, le lieutenant Waldheim aurait été mêlé de très près à des représailles brutales effectuées par des unités de SS d'origine albanaise contre les partisans serbes du Kosovo. M. Kurt Waldheim a toujours nié ces accusations, affirmant qu'il n'avait fait que « traverser rapidement ces

localités alors que les troupes allemandes se retiraient ».

● A VIENNE, enfin, alors que la candidature Waldheim se déclare « très satisfait » des prises de positions américaines et israéliennes à son égard, un texte signé par deux cent soixante-dix écrivains, artistes et scientifiques, parmi lesquels on trouve l'acteur Helmut Berger, lance à la population autrichienne un « appel urgent » à s'abstenir de voter pour M. Waldheim. « Par la présentation de sa biographie, M. Waldheim est devenu le représentant d'une attitude trouble envers le passé de notre pays », peut-on lire notamment dans le texte de cet appel. — (AFP, AP.)

Tanzanie

Le gouvernement va soumettre un plan de redressement à la Banque mondiale

De notre envoyé spécial

Dar-Es-Salaam. — « Le petit n'est pas encore adulte » : manière drôlatique de dire, dans les cercles politiques de Dar-Es-Salaam, que M. Ali Hassan Mwinyi fait bien pâle figure à côté de M. Julius Nyerere qui, en novembre dernier, lui a cédé le fauteuil présidentiel, tout en conservant la direction du parti de la révolution, Chama Cha Mapinduzi (CCM). « Six mois de paralysie gouvernementale », constatent les observateurs, « c'est à se demander où est passé le pouvoir ». Cette « deuxième république » a du mal à trouver son souffle. Le nouveau chef de l'Etat a invité les universitaires, qui ne sont jamais aussi souvent réunis en séminaires, à lui donner des idées et à appeler ses concitoyens à « travailler dur ». M. Joseph Wariba, le premier ministre, multiplie les voyages à l'intérieur du pays pour prendre la mesure de sa tâche. Quant à M. Salim Ahmed Salim, son prédécesseur, aujourd'hui ministre de la défense, il se tient prudemment sur la réserve comme s'il attendait son heure.

Le mwilimu — le maître d'école — n'a pas vraiment lâché sa baguette. Il observe, d'un œil attentif, les premiers pas de son élève et s'autorise de sa position à la tête du CCM pour dire son mot un peu sur tout. Ainsi, le parti apparaît-il plus présent que jamais dans la gestion quotidienne des affaires de l'Etat, au point que M. Mwinyi a demandé à ses responsables de « laisser le gouverne-

ment gouverner ». La dyarchie du pouvoir n'est facilitée pas l'exercice. Période transitoire, puisque M. Nyerere entend, dès l'an prochain, abandonner la présidence du CCM aux mains de M. Mwinyi. D'ici là, il s'est fixé pour mission de procéder à un « ravalement » de parti afin que, en 1987, à l'occasion de son dixième anniversaire, il puisse compter deux millions de membres actifs. Pour l'heure, dans ses tournées d'inspection à travers le pays, le mwilimu va d'une mauvaise surprise à l'autre et découvre un parti complètement sclérosé : dirigeants inamovibles et corrompus, réunions inexistantes, cotisations impayées...

Des caciques inquiets

Jusqu'à maintenant, le CCM s'est présenté comme une force de refus, hostile à l'idée que le redressement économique du pays puisse passer par une certaine « désattribution » dans la mesure où une telle politique menacerait les privilèges de ses dirigeants. Ainsi, pour ne pas heurter de front les caciques du parti, conduits par M. Rashidi Kawawa, son secrétaire général, le gouvernement est-il contraint de s'en tenir à des ajustements discrets, à des réformes « douces » qui vont tous dans le sens de la libéralisation. D'où cette impression, peut-être un peu fautive, d'immobilisme.

Sa situation économique est trop critique pour que la Tanzanie puisse s'offrir le luxe de vivre indolument d'expéditions et de demi-mesures. Aussi jusqu'à une date

récente, la lancinante question d'une entente avec le Fonds monétaire international (FMI), préalable à la reprise de l'aide étrangère, restait posée. Heureux présage : quatre missions du FMI se sont rendues à Dar-Es-Salaam au cours du dernier semestre. Les deux parties sont, apparemment, parvenues à un accord d'un crédit standby d'environ 200 millions de dollars. Resterait alors à présenter les choses de telle sorte que la nouvelle équipe au pouvoir n'ait pas l'air de dévaouer la précédente.

L'affaire paraît bien enclenchée, puisque le groupe consultatif de la Banque mondiale doit se réunir, le 10 juin à Paris, et que la Tanzanie devrait lui soumettre un plan de redressement économique de trois ans, applicable à partir du 1^{er} juillet prochain, c'est-à-dire du début de l'année budgétaire. Ce plan comprendrait notamment un important ajustement des parités monétaires — depuis fin mars, par glissements successifs, le shilling a déjà perdu plus de 43 % de sa valeur par rapport au dollar — et un relèvement progressif des prix versés aux producteurs agricoles.

Economie parallèle

La voie serait alors ouverte pour une réunion du Club de Paris avec, à la clé, un rattachement de la dette extérieure et la signature d'un accord avec le FMI. Resterait à trouver l'aide exceptionnelle nécessaire pour mener à bien ces réformes, dont les autorités de Dar-Es-Salaam estiment le montant à 450 millions de dollars.

Si, en définitive, ce plan voit le jour, les dirigeants devront faire

preuve de courage et de persévérance pour le conduire à son terme, car les Tanzaniens ont maintenant appris à vivre à l'heure d'un marché noir on ne peut plus florissant, si florissant même que, au taux parallèle, le shilling continue de monter malgré plusieurs ajustements à la baisse de sa parité avec le dollar. M. Nyerere vient d'inviter le gouvernement à se montrer plus attentif à la manière dont certains commerçants se procurent des devises fortes, en se livrant notamment à un trafic de contrebande vers l'étranger.

Conséquence inattendue de cette politique de libéralisation : les petits métiers finissent par être plus « payants » que les emplois salariés, si bien que les femmes, qui les exercent, rapportent à la maison souvent beaucoup plus d'argent que leurs maris. Aussi s'estiment-elles désormais en droit d'exiger d'eux davantage de considération. « Réévaluation » des rapports conjugaux qui aboutit à bien des brouilles et à des divorces...

« Sorry, it's not working... » (« Désolé, ça ne marche pas... ») : c'est la réponse banale à laquelle on s'expose ici, presque à chaque initiative. Un pays en panne qui a hissé la débrouillardise au rang d'une vertu nationale. Faute d'entretien et de pièces détachées, tout se dégrade très vite. Même l'aéroport de Dar-Es-Salaam, inauguré en octobre 1984, pour la modernisation duquel la France, partie prenante, vient de donner à la Tanzanie 10 millions de francs...

JACQUES DE BARRIN.

République sud-africaine

Le gouvernement interdit les manifestations pour le dixième anniversaire de Soweto

De notre correspondant

Johannesburg. — Le ministre de la loi et de l'ordre, M. Louis Le Grange, a interdit, mercredi 4 juin, jusqu'à la fin du mois, tous rassemblements et manifestations à l'occasion du dixième anniversaire du soulèvement de Soweto, le 16 juin. Cette mesure vise aussi, le 25 juin, le trente et unième anniversaire de l'établissement de la charte de la liberté rédigée par le Congrès du peuple en 1955. Tous les meetings seront donc prohibés.

Cette décision intervient le lendemain du jour où trois organisations ont appelé à la grève générale pour le 16 juin, le COSATU, le Front démocratique uni (UDF) et le NECC (le Monde du 5 juin). L'ANC (Congrès national africain) a également appelé à faire de cette date une journée du souvenir en mémoire du début des événements tragiques qui ont officiellement fait 575 morts. Le 16 juin 1976, la police tira sur une manifestation d'écoliers qui protestaient contre l'imposition de la langue africaine dans les écoles. Les troubles qui suivirent cette fusillade ont duré pratiquement jusqu'à la fin de 1977 et se sont étendus sur tout le territoire sud-africain.

« Le gouvernement, une nouvelle fois, a opté pour la fermeté. Il tente par ailleurs, avec difficulté, de faire adopter par le Parlement deux lois

qui lui permettront de se doter de moyens répressifs accrus. La première vise à donner au ministre de la loi et de l'ordre la possibilité de déclarer « zones d'urgence » les régions où une menace d'agitation se fait jour. Et cela pour trois mois, reconductibles par le chef de l'Etat. Ce texte permettra d'utiliser le même dispositif répressif qu'en cas de déclaration de l'état d'urgence, sans que celui-ci soit officiellement instauré.

La seconde loi doit permettre d'arrêter et de détenir pendant cent quatre-vingt jours de façon préventive toute personne susceptible de troubler l'ordre public, sans que les tribunaux aient leur mot à dire.

Ces deux projets sont actuellement en discussion devant le Parlement et soulèvent une vive opposition des députés progressistes. Les Chambres indienne et métisse ont renvoyé les textes devant le comité de la loi et de l'ordre pour un nouvel examen. En cas de désaccord entre les trois Chambres (blanche, indienne et métisse), la décision définitive sera prise par le président de la République sur avis du conseil présidentiel. Si ces nouveaux pouvoirs sont accordés, « l'Afrique du Sud », a fait remarquer M. Dave Daling, député du PFP (Parti fédéral progressiste), « entrera dans l'ère de la loi martiale permanente ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

Tunisie

LE PROCÈS EN APPEL D'UN DIRIGEANT DE L'OPPOSITION

M. Mestiri assure avoir « exprimé le sentiment populaire après le bombardement de Tripoli »

De notre correspondant

Tunis. — Le tribunal de première instance de Tunis, siégeant mercredi 4 juin pour se prononcer en appel sur la décision du tribunal cantonal qui avait condamné, voici six semaines, M. Ahmed Mestiri, secrétaire général du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), à quatre mois de prison pour rassemblement sur la voie publique, a mis l'affaire en délibéré et rendra son jugement le 14 juin.

M. Mestiri avait été mis en liberté provisoire pour raisons de santé le 30 avril. L'audience, qui s'est déroulée dans une salle pleine de militants de son parti et d'autres courants de l'opposition, il a réaffirmé, comme lors de son premier procès, qu'il assumait pleinement sa responsabilité tant politique que juridique après la manifestation organisée par l'ensemble de l'opposition, le 16 avril, pour protester contre le raid américain sur Tripoli. « La manifestation au cours de laquelle il avait été arrêté. Il a ajouté : « J'étais présent à cette manifestation parce que j'ai estimé que c'était mon devoir d'exprimer le sentiment populaire après le bombardement américain. A aucun moment notre démarche ne s'est voulue hostile au régime. »

Le secrétaire général du MDS, qui ce procès place en quelque sorte au premier plan de l'opposition, était assisté par une dizaine de défenseurs, plaçant au nom des 315 avocats appartenant à différents barreaux du pays qui s'étaient constitués, ainsi que par 11 avocats étrangers représentant diverses associations.

Les avocats tunisiens se sont attachés à démontrer que les éléments constitutifs du délit n'étaient pas réunis, arguant principalement du non-respect par les forces de l'ordre de l'obligation qui leur est faite par la loi de procéder à des sommations légales avant de disperser une manifestation.

Ils se sont, d'autre part, interrogés sur les raisons pour lesquelles, de tous les dirigeants des mouvements de l'opposition présents à la manifestation, interpellés et retenus par la police pendant quelques heures, seul M. Mestiri est poursuivi. Ils en ont conclu que c'est « un procès politique qui lui est fait ». Les défenseurs ont aussi souligné, sans ménagements pour le pouvoir, que la protestation anti-américaine du 16 avril était « pacifique » et d'autant plus « légitime » qu'elle intervenait en l'absence de toute réaction officielle.

Ces arguments ont aussi été développés par les avocats marocains et algériens, seuls étrangers à pouvoir plaider, grâce à l'existence d'accords

judiciaires entre leur pays et la Tunisie.

Les interventions de deux avocats algériens, M^{rs} Annmar Bentoumi et Myriam Ben Miboub Zerdani, ont été particulièrement remarquées et, semble-t-il, fort appréciées par le public, surtout lorsque le premier s'est demandé si c'est pour plaire aux Etats-Unis ou pour empêcher M. Mestiri de se présenter aux élections (1) que ce procès lui a été fait et quand la seconde s'est écriée : « Nous, les peuples d'Afrique du Nord, n'acceptons pas d'être les gendarmes de Reagan dans notre région et si, pour certains, Reagan passe avant la Libye, ce n'est pas le cas pour nous. »

MICHEL DEURÉ.

(1) Les prochaines élections législatives auront lieu en Tunisie le 2 novembre, et le code électoral prévoit que toute personne condamnée à plus de trois mois d'emprisonnement sans sursis ne peut être candidate.

Finlande UN REVE... TRES ACCESSIBLE

Si vous rêvez de nature, de nature authentique, c'est maintenant qu'il faut aller en Finlande : En été, la Finlande est plus verdoyante et plus ensoleillée que jamais. Laissez-vous tenter, réalisez vos rêves :

- Vacances à la ferme
- Chalet au bord de l'eau (en location)
- Balades en bicyclette (d'auberge en auberge)
- Circuits en canoë (de lac en lac)
- Pêche (au bord ou en barque)
- Randonnée découverte en Laponie.

Bon pour une documentation gratuite :

Office National de Tourisme de Finlande
13, rue Auber, 75009 Paris, (1) 47 42 65 52

Nom

Adresse

.....

.....

مكتبة من رصاص

Liban

A BEYROUTH-OUEST

Un Français est blessé en échappant à un enlèvement

Beyrouth, (AFP). — Un ressortissant français, M. Jean-Michel Gouville, a été blessé mercredi 4 juin, peu avant midi, en échappant à des hommes armés qui tentaient de l'enlever après qu'il eut passé à pied de Beyrouth-est à Beyrouth-ouest.

Selon la police, M. Gouville, âgé de quarante-huit ans, a été transporté à l'hôpital de France, hôpital situé à Beyrouth-est, non loin de la ligne de démarcation. M. Gouville a été atteint de trois balles aux cuisses. Il souffre également d'une blessure à la main.

M. Gouville est chargé de l'inspection générale des trois établissements de la mission laïque française de Beyrouth-est, le premier du monde pour les croisières touristiques (quarante millions de visiteurs par an), et par son aéroport passent vingt millions de passagers et 600 000 tonnes de fret par an. Et, assurément, les nouveaux gratte-ciel de verre et d'acier, s'élevaient au-dessus de vieux cotiers, de Brickell Avenue et abritant des bureaux d'études, d'agences immobilières, d'offices de placement et, bien entendu, de très nombreuses banques locales et étrangères, témoignaient d'une croissance économique exceptionnelle. D'où la prétention des édiles municipaux à présenter la ville comme le « centre du Nouveau Monde ».

Finalement, l'essor de Miami vient de son cosmopolitisme, de l'apport culturel hispanique, de la présence d'une main-d'œuvre extrêmement mobile, et d'une forte croissance démographique (35 % en dix ans). On comprend mieux pourquoi quelques grandes sociétés comme IBM, Pratt et Whitney, Sperry, Martin Marietta et d'autres s'y sont installées. Peut-être la renaissance de Miami vient-elle d'une confiance en soi, de l'optimisme naturel de ses habitants qui ont déjà vécu des hauts et des bas. Aujourd'hui encore, des incertitudes subsistent. Le tourisme a décliné, les exportations vers l'Amérique latine sont gérées par les mesures restrictives prises par les pays latino-américains endettés; vingt-cinq mille appartements ne trouvent pas d'acquéreurs. La grande compagnie aérienne Eastern a licencié trente mille employés. Autant d'indicateurs préoccupants d'une croissance peut-être trop rapide, mal maîtrisée. Mais l'optimisme des habitants de Miami ne paraît pas ébranlé. Évoquant l'époque pénible des violences raciales, un promoteur notait en souriant: « Miami était devenu un paradis perdu. Aujourd'hui, c'est un paradis retrouvé... »

HENRI PIERRE.

Egypte

ÉPILOGUE DE DEUX PROCÈS DE COMMUNISTES Trente-quatre des accusés sont condamnés à des peines de prison

Trente-quatre Égyptiens ont été condamnés à des peines de un à trois ans de prison avec travail forcé et quarante-trois autres acquittés par le tribunal supérieur de sûreté de l'État qui a rendu samedi 24 mai son verdict dans deux procès de communistes.

Dans le premier, quarante-sept prévenus étaient accusés d'avoir, entre décembre 1979 et novembre 1981, organisé un Parti communiste illégal - hostile à l'ordre social existant - et d'avoir propagé sa doctrine marxiste par « la force et la terreur ». L'affaire avait débuté en 1981.

Le second procès concernait des faits survenus entre décembre 1977 et août 1979, sous le président Sadate. Le parquet reprochait aux trente prévenus d'avoir organisé une association pour « renverser par la violence et la terreur les fondements de l'ordre social ».

Dans ces deux procès, le tribunal a précisé dans ses attendus qu'il avait écarté tous les rapports de témoins anonymes et les déclarations de policiers agissant sans contrôle judiciaire. De même, le tribunal a refusé de tenir compte des bandes d'écoutes téléphoniques et de photos qu'il a estimées trop aisément falsifiables. Il n'a pas retenu le chef d'accusation de tentative de formation d'un parti communiste, le parquet n'ayant pu présenter de preuves valables. Seul a été établi le délit de possession de tracts hostiles au régime. Ces tracts condamnaient les accords de

Camp David signés par le président Sadate et dénonçaient la politique économique, dite d'« ouverture » (Infitah). Bien que ces tracts n'aient lancé aucun appel à « la violence et à la terreur », le tribunal a estimé qu'ils « sapèrent l'ordre social établi et appelaient à la domination d'une classe sur les autres ».

La plupart des personnes condamnées l'avaient déjà été sous le régime du président Sadate. Parmi elles figurent M. Mohamed Guindi, fils d'un des fondateurs du parti Wafd et publiciste connu, qui avait déjà purgé cinq ans de prison sous le régime de Farouk et cinq sous Nasser.

« Arrestations en Cisjordanie. — L'armée israélienne a arrêté, mercredi 4 juin, vingt étudiants palestiniens de l'université Al-Najah, à Naplouse, à la suite d'une perquisition effectuée sur le campus aux premières heures de la journée. De source militaire, on affirme avoir saisi de grandes quantités de tracts et d'officiers qui appelaient à la rébellion contre les autorités d'occupation israéliennes. Un porte-parole de l'université qualifie d'injustifiée l'opération israélienne, affirmant qu'aucune activité de nature à troubler l'ordre public n'était menée dans l'établissement. — (Reuters.)

Etats-Unis

Miami ou le « paradis retrouvé »

Correspondance

Miami. — Il y a quelques semaines, des trafiquants de drogue et des agents du FBI se sont trouvés face à face dans un quartier de Miami. Les revolvers sont partis d'eux-mêmes. La pétarade a fait cinq victimes: trois gangsters et deux « cops » (flics), baignant dans leur sang.

Cette image, digne d'un film de Hollywood des années 30, les autorités de Miami voudraient bien s'en débarrasser, comme de séquelles de Miami Vice, une des plus populaires séries de la télévision. Miami aspire à la respectabilité, mais la ville a du mal à effacer sa réputation d'un dangereux « paradis du vice », d'un grand centre du trafic de la drogue et aussi de cruauté raciale dans lequel s'affrontent, plutôt qu'ils ne se mélangent, Cubains, Noirs, Hispaniques, sans parler des nombreux réfugiés de l'Amérique centrale.

Pourtant, dans la lutte contre la criminalité, les autorités ont marqué des points. Le nombre de crimes est à son plus bas niveau, et sur terre comme sur mer, les agents de la brigade spéciale antinarcotique, en coopération avec les douaniers, ont procédé à de nombreuses arrestations et saisies. Malgré tout, en 1985, on a compté cent trente-sept crimes et on évaluait à 27 milliards de dollars la « coke » débarquée en contrebande en Floride méridionale, qualifiée par certains de « Wall Street du trafic de la drogue ».

Marmite ethnique

Détruire cette image est la tâche difficile que s'impose Xavier Suarez, le nouveau et premier maire de la ville né à Cuba. Il lui faut lutter contre des policiers corrompus, une minorité — et contre les petits truands travaillant pour le compte d'un gang bien organisé et qui contrôle plus d'un tiers de l'entrée illégale de stupéfiants venant du Venezuela, de Colombie, mais aussi de Miami lui-même.

Selon le Miami Herald, vingt-six laboratoires, soixante-huit entreprises clandestines traitent et distribuent la « came », ont été découverts ces trois dernières années. Des centaines de millions de dollars illégaux sont ainsi soit transférés à l'étranger, soit « blanchis » sous forme d'investissements fructueux dans l'immobilier. Dans quelle mesure le « boom » de l'industrie du bâtiment n'a-t-il pas été stimulé par cet afflux de capitaux sur lesquels, bien sûr, les banquiers restent silencieux? Miami voudrait aussi se débarrasser de l'image d'un foyer d'agitation raciale, et ici on trouve toujours

quelqu'un arrivé après vous, et qui parle un mauvais anglais. » La bouillotte concernant New-York s'applique encore mieux à Miami, où le flot des immigrants légaux et clandestins s'est à peine ralenti.

L'épreuve a été sévère pour les natives, c'est-à-dire les Blancs qui, en ajoutant quelques milliers d'Hispaniques, représentaient, en 1960,

récentement, celle des Hispaniques, ayant fui Duvalier et qui, aujourd'hui, hésitent à rentrer chez eux. Les plus éduqués ont trouvé de bons emplois, les autres des « jobs » mal payés, mais qui leur assurent tout de même un niveau de vie supérieur à celui de Haïti.

Ainsi entre Little-Havana, Liberty-City et le Petit Haïti, les

Le crime recule, les violences raciales s'estompent, l'économie prospère. Vive la respectabilité!

77 % de la population. Cette proportion est aujourd'hui tombée à 15 %. Les « Anglo », comme on les appelle familièrement, très imbuis d'eux-mêmes et qui n'aimaient déjà ni les Noirs, ni les Juifs, n'ont pas apprécié ces émigrés cubains, trop bruyants, parlant avec leurs mains et marchant dans les magasins. Les plus aisés se sont réfugiés dans des banlieues cotées, les autres ont fini tant bien que mal par accepter cette communauté hispanique, très dynamique, qui contribue largement à l'essor économique de la ville et de la région.

Dans cette immigration cubaine de plus de sept cent mille âmes, on trouve des médecins, des avocats, des hommes d'affaires avisés, arrivés les premiers. Mais on y compte aussi quelques éléments douteux et incarcérables venus des contingents des cent vingt-cinq mille « Marielitos » (du nom de Mariel, leur port d'embarquement à Cuba) renvoyés par Fidel Castro en 1980. Dans l'ensemble, cependant, la communauté est relativement homogène. Mais son attachement à sa langue, à sa culture, ainsi que son orientation politique (dans leur grande majorité, ses membres sont des républicains bon teint, animés d'une implacable hostilité envers Castro) freinent son intégration, sa fusion dans la société multiraciale américaine. Ils n'en ont pas moins fourni les cadres nécessaires au développement économique et financier de leur région d'adoption. La « latinisation » de la Floride méridionale a eu des effets positifs.

La relative prospérité des Cubains, leurs succès économiques, font contraste avec le piètrement de autres groupes ethniques. A commencer par les Noirs du faubourg de Liberty-City, qui ont perdu, au profit des Cubains, rapidement assimilés, de nombreux petits emplois, notamment dans le tourisme et les services. A cette concurrence s'est ajoutée, plus

relations sont difficiles. Des Hispaniques se plaignent d'avoir été mal accueillis par les Noirs. S'estiment victimes de cette concurrence, ces derniers, de leur côté, en veulent toujours aux Cubains. La « marmite ethnique » pourrait bien un jour exploser, mais il faut bien constater qu'aucune échauffourée n'a eu lieu depuis la grande flambée du quartier noir en 1980. Ici comme ailleurs, la paix raciale dépend de la situation économique, aujourd'hui satisfaisante, et de la relative prospérité de la région, à laquelle participent les groupes ethniques ne participant pas également (50 % du chômage chez les jeunes noirs).

Retraités et naïades

Miami souhaiterait aussi non pas éliminer mais corriger une autre image, celle du « paradis des retraités ». Il sont nombreux (ici, en effet, les septuagénaires et les octogénaires des deux sexes, la plupart venant de New-York, allongés sur des chaises longues devant les hôtels art-déco ou des pensions plus modestes, ou bien s'ébattant sur la plage pour se réchauffer au bon soleil de Floride).

Cette vision d'« asile pour vieillards, de « mouvoir », selon certains, contraste évidemment avec les défilés publicitaires représentant de belles naïades. Mais la campagne de publicité habile, efficace, et de nombreuses maisons de retraite attirent la jeunesse, en tout cas les hommes d'affaires. A en juger par la création de nouveaux hôtels, ayant un fort coefficient d'occupation, il faut croire que Miami reste encore un grand centre touristique, malgré la concurrence d'Orlando (de Disneyland, en particulier) et en dépit des prix très élevés. Il est vrai que des arrangements et des forfaits raisonnables peuvent être négociés.

Cocunut-Grove, qui est un peu la réplique de Saint-Germain-des-Près ou de Champs à Londres, a perdu un peu de son charme non-

Pérou

Les syndicats dénoncent la prorogation des mesures d'exception

De notre correspondante

Lima. — La violence terroriste et l'agitation syndicale ont incité le président Alan García à annuler ses voyages à l'étranger programmés pour la première quinzaine de juin. Le premier, à Panama, pour préparer une éventuelle réunion au sommet des chefs d'Etat latino-américains. Le second, en France, répondait à une invitation du Parlement européen (le Monde du 5 juin).

« Quel message pourrais-je transmettre à l'étranger? De la honte? », a déclaré M. Alan García en faisant allusion aux grèves et aux manifestations de la fin mai, qui ont dégénéré en bataille rangée dans les rues et au Congrès. « Même si la grande majorité de la population rejette le désordre de quelques individus, je dois d'abord imposer l'ordre, la discipline et l'autorité », ajoute-t-il. Mettant dans le même sac guérilleros et prévaricateurs qui « veulent déstabiliser la démocratie », le président a annoncé qu'il ne tolérerait plus les pressions — débrayages, grèves de la faim et manifestations, — et il a prorogé de soixante jours les mesures d'exception prises en février, à savoir l'état d'urgence et le couvre-feu dans la capitale.

La Gauche unie (IU), la deuxième force politique du pays, demandait que les mesures d'exception soient élevées dans la capitale. Car, selon elle, elles nuisent à la population sans pour autant contrôler la subversion. C'est pendant

l'état d'urgence que l'amiral Ponce Canessa, membre de l'état-major de la marine, a été assassiné. Et une voiture piégée a explosé devant l'ambassade américaine.

Les syndicats estiment que ces mesures d'exception visent principalement « à rendre la mobilisation sociale illégale et à bâillonner la protestation contre l'intransigence et l'arrogance du gouvernement ».

M. Valentín Pacheco, secrétaire général de la Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP), estime que les majorations de salaires ne compensent pas l'évaluation du coût de la vie, car « le taux d'inflation est trompeur », qui ne reflète pas, selon lui, l'importance croissante des produits alimentaires dans le panier de la ménagère. Or le prix de ces produits a augmenté de 100 % depuis août. Il proteste aussi contre les majorations de salaires de 300 % à 400 % accordées aux hauts fonctionnaires par décret, à la mi-octobre.

La « pyramide sociale » de l'injustice

Les sociaux-démocrates de l'APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine) au pouvoir, qui ont promis de renverser la « pyramide sociale de l'injustice », veulent s'occuper en priorité des paysans pauvres, des petits commerçants, des chômeurs. Parallèlement, ils essaient de structurer un grand mouvement populaire en pratiquant

le « dialogue sans intermédiaire » avec la population marginale, si bien que les syndicats, liés à la coalition marxiste de la gauche, se sentent court-circuités et radicalisent leur position.

Le conflit entre le gouvernement et les syndicats a des conséquences sur les relations entre l'APRA et la Gauche unie. Certains représentants de l'aile conservatrice du parti au pouvoir ont accusé certains partis membres de la Gauche unie d'être « le bras légal de la subversion », et certains parlementaires d'appartenir à l'« entité lumineuse ». Cette campagne fait le jeu de Sentier lumineux, qui recherche une militarisation croissante du pays.

D'autre part, la Chambre des députés a formé une commission d'enquête pour examiner la situation de cinquante-six centres de recherche, de promotion sociale et de développement, financés par des organisations non gouvernementales (ONG). Le député apurista Romulo Leon les a accusés d'être des « organismes de façade de la subversion ».

Le Centre international de coopération pour le développement agricole (CICDA) est une des principales victimes de cette campagne lancée dans le sud du pays par les caciques locaux de l'APRA. « Nous n'accepterons pas que l'aide internationale devienne un instrument qui déstabilise notre système démocratique », a dit le président de la corporation de développement d'Arequipa, M. Pedro Yugar. Et il a obtenu, en avril, la liquidation de ce projet de coopération.

La CICDA, installé dans les Andes, avait réalisé un investissement de 1 million de dollars en cinq ans pour appuyer quelque deux cents petits projets. Son action lui avait valu en février les remerciements du ministre de la planification, M. Javier Tantaleán, pour sa collaboration à la politique gouvernementale, qui cherche à développer les régions déprimées des Andes du Sud.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Alleluia!
Grâce à St Patrick et St Killian,
l'Irlande avec votre voiture
à partir de 1272 F/A/R

En haute saison (juillet - août), un voyage vers l'Irlande pour 1272 F aller et retour, c'est une bénédiction.

D'autant plus que ce prix comprend la voiture et une cabine à 4 personnes avec lavabo (tarif C).

Evidemment St-Patrick et St-Killian vous demandent de faire preuve d'un peu d'astuce en choisissant vos dates de traversée.

Et aussi d'être 4 à voyager ensemble. Mais on est tout de suite 4 quand il s'agit d'aller en Irlande à un prix miraculeux!

Tous renseignements: Irish Continental Line ou agences de voyages.



VOTRE VOITURE EN T.T.

Favex

3-7, quai de l'Orléans
75016 PARIS - Tél. (1) 42.08.29.44
Télex FAVEX 211 504 F

LE PREMIER SECRÉTAIRE DU PS A « L'HEURE DE VÉRITÉ »

Un chemin balisé

La télévision, ce n'est pas une sinécure. M. Lionel Jospin, qui avait réussi, avec son passage à « l'heure de vérité », avant les élections, à améliorer, en le décontractant, son image, n'a peut-être pas égalé cette performance pour son retour à l'émission d'Antenne 2, mercredi 4 juin. Mais il a lancé quelques « signaux » politiques précis.

Alors que, face à une cohabitation qui semblait de plus en plus laborieuse, certains socialistes rêvent d'élections anticipées — à l'automne ou au printemps — le premier secrétaire du PS a été catégorique, en sens inverse. Ce n'est pas seulement, comme il l'a dit, parce qu'en démocratie, « il vaut mieux risquer les échéances ». M. Jospin considère aussi qu'il est beaucoup trop tôt pour que le rapport de forces droite-gauche constaté le 16 mars ait eu le temps de s'inverser, s'il doit le faire. Dès lors, la gestion de la situation politique doit être très fine : le PS, notamment à travers ses parlementaires, doit s'opposer assez fermement à la politique du gouvernement pour que son message en direction de l'opinion soit clair. Il doit cependant éviter de faire « monter la vapeur » jusqu'à un niveau où une « bavure » politique pourrait dégénérer en crise.

Deuxième signal émis par M. Jospin, en direction des centristes cette fois. Bien qu'il s'en soit défendu (lire ci-contre), M. Jospin a bien tablé, au moins un jour dans sa vie — le 14 mars — sur le fait qu'une majorité RPR-UDF « factice » ne tiendrait pas six mois. Le premier secrétaire du PS est loin d'être le seul, parmi les socialistes, à défendre ce point de vue. On commence, au PS, à murmurer, que après tout, face au « choc » que représenterait la victoire d'un candidat

de gauche à l'élection présidentielle, une dissolution de l'actuelle Assemblée ne serait pas indispensable : mieux vaudrait peut-être faire avec cette Chambre-là, et avec une majorité de droite tellement sacrée qu'elle pourrait alors devenir minorité, plutôt qu'affronter des élections législatives au scrutin majoritaire, sans allié communiste, et dans des circonstances amoureusement mitonnées par M. Charles Pasqua...

Troisième signal émis, ou plutôt répété par M. Jospin : si M. Mitterrand n'est pas candidat à sa propre succession, le PS compte au moins un autre « homme d'Etat », M. Michel Rocard. Cette petite phrase devrait encore renforcer le bonheur de M. Rocard qui, coule, ces temps-ci des jours heureux et pense que l'avenir lui sourit...

Quatrième et dernier signal, là encore sans surprise : M. Jospin est désormais installé dans son rôle de « rassembleur » du PS. L'un de ses sujets de fierté est d'avoir réussi, face aux turbulences diverses, avant l'élection de 1986, dans ce qui l'obsédait : assurer la cohésion du PS. Les 32 % de suffrages obtenus le 16 mars ont récompensé ses efforts, en même temps qu'ils renforçaient sa légitimité, et sa propre assurance.

Patron désormais incontesté du parti, M. Jospin, qui, depuis 1981, s'est largement converti au pragmatisme, doit maintenant prouver qu'il peut remplir l'engagement pris au congrès de Toulouse d'octobre 1985 : mener à bien la modernisation du PS. La convention nationale des 28 et 29 juin ne sera que la première étape, pas forcément spectaculaire, de cette nouvelle longue marche.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Jospin incite les centristes à quitter la majorité

(Suite de la première page.)

On s'inquiète également de la hâte avec laquelle le gouvernement veut supprimer l'autorisation administrative de licenciement. Alerté par ces battements d'aile, M. Jospin s'est mis en frais d'une opération de charme en direction de tous les « oiseaux » prisonniers de la « cage » majoritaire. Il s'offre pour signer leurs états d'âme s'ils ont la force d'ouvrir eux-mêmes la porte.

Les centristes adorent que l'on s'occupe de leurs angoisses. A condition d'y mettre les formes et de ne pas les traiter de « ventres mous de la majorité », comme l'on fait les néogaullistes au temps où M. Chirac était le premier ministre de M. Giscard d'Estaing. A condition aussi de ne pas les faire passer pour des traîtres en puissance. M. Jospin, qui avoue comment faire autrement ? — des arrière-pensées tactiques, risque de les encourager à

protester de leur fidélité indéfectible à la majorité actuelle. « Ne tombons pas dans le panneau », avait prévenu M. Méhaignerie, samedi, en dénonçant le comportement électoraliste à ses yeux, d'un éprésident de la République qui « essaie de capter à la fois une partie de l'héritage gaulliste et l'héritage centriste ».

On ne sait d'ailleurs pas très bien dans quel panneau les centristes envisagent de tomber. Séduits par M. Chirac et les perspectives de pouvoir qu'il offrirait bien qu'ils aient proclamé, avant le 16 mars, leur sainte horreur de la cohabitation, ils croient encore, fortune politique faite, en la bonne étoile de leur roi mage, M. Barre. L'ancien premier ministre revient de loin, en solitaire. Les centristes et quelques autres guettent sa silhouette, sur le chemin du retour. « Quand l'astre brillera, nous l'adorerons », dit, un rien cynique, M. Locatuel.

Les socialistes guettent aussi la fin de cette traversée du désert qui marquera, espèrent-ils, le signal de l'entrée de la majorité dans la zone des fortes tempêtes. Ils comptent que ce phénomène se produira à l'automne. C'est, en effet, au moment de la discussion du budget de 1987 que M. Barre pourrait livrer le meilleur de lui-même.

La diversité est une force, mais à condition qu'elle serve un seul homme. Les socialistes ont pris leurs bénéfices de cette manière en 1981 et souhaitent rééditer l'opération en 1988 (ou avant). La majorité actuelle est forte d'une diversité encore plus large, c'est incontestable : mais elle risque de s'éparpiller et de s'épuiser en se divisant sur des hommes. C'est de là que peut venir le salut des socialistes, plus sûrement que des efforts de séduction accomplis sans illusion par M. Jospin.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

Les « oiseaux » sortiront-ils de leur « cage » majoritaire ?

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, invité, mercredi 4 juin, de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2, a souhaité que « la coexistence institutionnelle aille jusqu'en 1988 ». Il a ajouté : « Dans une démocratie (...), il vaut mieux respecter les échéances. » Selon M. Jospin, cette « expérience un peu difficile » n'est pas une mauvaise chose « pour la France ».

Interrogé sur une éventuelle nouvelle candidature de M. François Mitterrand à l'Elysée en 1988, M. Jospin s'est contenté de rappeler que ce dernier est, aujourd'hui, « président et pas candidat ». M. Jospin, qui juge toujours prématuré de parler du candidat socialiste à la présidence, a néanmoins souligné les qualités d'« homme politique » et d'« homme d'Etat » de M. Michel Rocard. Interrogé sur une éventuelle candidature de M. Fabius, il a rappelé que seul M. Rocard avait, jusqu'à maintenant, fait savoir qu'il souhaitait être candidat.

A propos de la « coexistence institutionnelle », M. Jospin a jugé que M. Mitterrand tient son rôle et « ne mène pas bataille » contre la politique du gouvernement, qui n'est d'ailleurs pas, selon lui, « vraiment une politique de coexistence ». Le

premier secrétaire du PS a estimé qu'à l'avenir, après cette expérience, le premier ministre, quel qu'il soit et quel que soit le président de la République, « jouera un rôle plus important ».

M. Jospin a rappelé que M. Chirac avait affirmé qu'il lui faudrait cent jours pour rétablir la confiance, ce qui, selon M. Jospin, n'est pas fait, quatre-vingt jours après l'élection. « Les parons », a lancé M. Jospin, préfèrent Balladur, mais les chefs d'entreprise commen-

cent à regretter Bérégovoy. Il a réaffirmé, à ce propos : « Nous devons poursuivre cette expérience jusqu'en 1988. L'argument de la précarité ne tient pas. »

A propos de l'abrogation de la loi Quilliot sur le logement, le premier secrétaire du PS a jugé que l'approche de M. Pierre Méhaignerie est « relativement prudente » et « ne satisfait pas les milieux qui sont beaucoup plus à droite ». Plus généralement, il a évoqué la place des centristes dans la majorité : « Il y a des oiseaux en cage. Mais

ouvriront-ils la porte de la cage ? Je ne sais pas. » Il a rappelé que le CDS n'approuve pas les « aspects les plus ouvertement réactionnaires » de la politique gouvernementale. M. Jospin a évoqué également M. Philippe Séguin, qui avait déclaré au « Club de la presse » d'Europe 1 qu'il s'efforce d'éviter que ce gouvernement ne soit celui de la « revanche ». M. Jospin a rappelé que « sur quelques questions (il entend) des réactions (...) pas extrêmement enthousiastes ».

« Ce ne sont que des félures, a-t-il reconnu, avant de relever que, « à l'automne, cette majorité aura rendez-vous avec elle-même ou plutôt avec une partie d'elle-même ».

A propos du PS, M. Jospin a estimé que son parti ne proposerait plus, à l'avenir, un « projet complet », comme il l'a fait dans le passé. Il a souligné que le PS est un « organisme vivant » qui « doit s'adapter à une réalité qui change ». Quant à sa propre action à la tête des socialistes, le premier secrétaire du PS a affirmé : « J'ai un rôle irremplaçable à jouer pour que tout le monde se rassemble. (...) Ce rôle, j'ai bien l'intention de le jouer parce que, finalement, personne d'autre que moi ne peut le jouer pour le moment. »

Passerons-nous l'été ?

Contrairement à ce qu'il a affirmé quand Albert Du Roy lui a rappelé ce propos, M. Lionel Jospin a bien déclaré, le 14 mars, dans le gymnase de la porte de Clignancourt, lors de la dernière réunion publique de sa campagne électorale parisienne, qu'une majorité RPR-UDF « ne tiendrait pas six mois ». Il avait alors ajouté qu'une telle majorité vivrait « sous la menace de la censure des députés barristes qui voteraient peut-être la confiance

du bout des lèvres, mais qui, ensuite, seraient là, constamment, à faire peser la menace d'une rupture de cette coalition ».

« Passerons-nous l'été », avait continué M. Jospin, sans qu'il oublie le service des affaires de l'Etat (...) pour commencer à se positionner, à se préparer au seul combat qui, pour eux, vaille, c'est-à-dire la perspective de l'élection présidentielle ? » (le Monde daté 16-17 mars).

Qu'ils aillent s'entasser ailleurs.

Comme d'habitude, ils auront solidifié l'Autoroute du Sud, colonisée sur vingt rangs chaque mètre de Méditerranée et affaîssé sous leur nombre les avions gros porteurs, histoire de se retrouver aux Antipodes à photographier cent mille autres touristes.

Vous, vous vous serez réfugié en Irlande, loin du délire.

Vous serez au bout du monde tout près.

Perdu dans les landes du Connemara, vous serez aussi loin qu'on peut l'être et certainement plus dans notre siècle.

Pourtant il ne vous aura fallu qu'une nuit de car-ferry (depuis Le Havre, Cherbourg ou Roscoff, à partir de 1272 F AR*) ou un peu plus d'une heure d'avion (quotidien, à partir de 2880 F AR**) pour arriver en Irlande.

Une bonne moitié de la France est plus loin de Cherbourg que l'Irlande.

* en haute saison, voiture comprise, base 4 personnes.

** en haute saison.

Vous aurez des plages pour vous tout seul.

Et des routes, et des lacs, et des îles, et des montagnes, et des fleuves, et des falaises, et...

Bien sûr toutes les routes ne sont pas vides et il y a souvent une ou deux vaches sur les plages : si elles vous gênent, dites-leur que 150 plages somptueuses parsèment les côtes d'Irlande. Et encore bien plus de lacs, de montagnes, de falaises...

Vous ferez la flemme pour 85 F la nuit.

Ce sera dans une ferme irlandaise et vous y serez si bien qu'il n'est pas sûr du tout que vous en partirez un jour.

Ne serait-ce que pour le breakfast prodigieux, à moins que ce soit pour le feu de tourbe ou les longues promenades avec Whiskey, le chien de la ferme.

Que ceux qui veulent s'entasser, s'entassent. Vous, cédez enfin à la tentation d'être en rupture de ban. Venez en Irlande cette année.

Office National du Tourisme Irlandais
9, bd de la Madeleine, 75001 Paris - tél. 42.61.64.26.



 **Irlande**
Allez loin sans aller loin.

POLITIQUE

LES TRAVAUX DU SÉNAT

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Le gouvernement accepte de corriger son plan

M. Bernard Pons a saisi la perche modératrice que lui tendait la majorité sénatoriale. Le ministre des départements et des territoires d'outre-mer, qui défendait son plan pour la Nouvelle-Calédonie mercredi 4 juin, en première lecture, au palais du Luxembourg, a accepté les amendements proposés par la commission des lois de la Haute Assemblée (le Monde du 31 mai).

Si l'Assemblée nationale reprend à son compte les corrections ainsi apportées au projet initial du gouvernement, le système institutionnel mis en place dans le territoire à l'initiative de MM. Laurent Fabius et Edgard Pisani ne sera pas, dans l'immédiat, complètement bouleversé. Malgré la réduction de leurs pouvoirs, les quatre conseils de régions élus le 29 septembre au suffrage universel pourront voter jusqu'au référendum d'autodétermination prévu dans un délai d'un an à partir de la promulgation de la loi.

M. Pons a accepté de bon gré la « clarification » proposée par le rapporteur de la commission des lois, M. Jean-Marie Girault (RI, Calvados), dans l'énoncé des compétences des régions, limitées désormais aux domaines suivants : « La définition des objectifs fondamentaux de la région en matière de développement, de promotion des hommes, de mise en valeur des ressources naturelles et de protection de l'environnement ; l'aménagement du territoire régional ; l'intervention en matière de développement économique local ; l'enseignement des langues vernaculaires ; la définition et la mise en œuvre de l'animation culturelle. » Il a également admis

sans difficulté la nécessité de prévoir l'octroi d'un minimum de ressources à chacune des régions.

Le ministre a réchigné un peu, en revanche, quand il s'est agi d'accroître le pouvoir d'intervention des régions dans la fiscalité locale. La commission des lois avait décidé de supprimer la limite des 15 centimes par franc que le projet de loi avait retenue pour brider la fixation par chaque région des centimes additionnels aux contributions foncières et à la patente. M. Pons s'est rangé à cet avis en formulant de fortes réserves : « Il faut éviter un risque d'arbitraire », a-t-il répondu à M. Girault, qui avait insisté pour que les régions bénéficient en ce domaine d'une plus grande liberté. « Si un conseil de région venait à fixer des centimes additionnels exorbitants afin de contraindre certains propriétaires à quitter leurs terres, il y aurait un détournement de procédure », le ministre a indiqué que le gouvernement se montrerait, à ce sujet, « très vigilant ».

Un seul désaccord est intervenu entre M. Pons et la commission des lois : quand le sénateur du territoire, M. Dick Ukeiwé, au nom du groupe RPR, a proposé d'étendre à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux les allègements fiscaux uniformément prévus dans le projet, à titre transitoire, au bénéfice des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu. M. Girault s'est opposé à cet amendement, dénonçant l'opposition comme « un bénéfice exorbitant accordé aux détenteurs du pouvoir économique et finan-

cier », mais M. Pons a soutenu M. Ukeiwé et son point de vue a prévalu.

« Une loi de justice »

Ce fut néanmoins un débat sans passion. Le ministre des DOM-TOM se borna à répéter ce qu'il dit depuis sa visite à Nouméa, le 30 avril, en insistant sur l'urgence qu'il y a, à ses yeux, à démonter l'édifice « pistonné », fondé sur l'ambiguïté, élaboré au seul profit d'une petite minorité mais contesté par tous, le statut de 1985 ne pouvait être le cadre de la réconciliation qu'il s'impose désormais, a-t-il notamment déclaré. Il est impérieux aujourd'hui de définir un nouvel équilibre des pouvoirs.

Au nom du RPR, M. Ukeiwé s'est réjoui que M. Pons défende « une loi de justice qui vise à effacer cinq ans de politique partisane et malfaisante » et qui « apportera à la Nouvelle-Calédonie, pour la première fois dans son histoire contemporaine, la certitude que le gouvernement de la République entend respecter les choix de sa population et qu'il œuvrera en ce sens pour édifier la société plurithématique, seule modèle à même d'apporter à chacun la sécurité, la paix, le progrès et l'espoir ».

A l'inverse, M. Roland Perlecan (Paris), au nom du groupe communiste, a estimé que le gouvernement « présente un plan qui renforce la tutelle coloniale ». Elle a ajouté que l'envoi de renforts de troupes en Nouvelle-Calédonie évoque « la pacification » de trône mémoire. Pour les communistes, au contraire, « la droite triomphante » ne fait que « tirer parti » de la politique suivie de 1981 à 1986 par les socialistes, dont le dernier gouvernement, « de reculs en renoncements, a tourné le dos aux engagements de la conférence de Nainville-les-Roches » (juillet 1983).

Exprimant les sentiments nuancés des sénateurs contraires, M. Jacques Mosseion (Somme) a souligné qu'il eût été « dangereux » de soutenir un projet qui eût « bouleversé radicalement les régions récemment mises en place », pour mieux approuver le texte amendé, « pas très éloigné selon lui, du statut actuel, ce qui ne laisse à penser, dit-il, que les inquiétudes formulées à son sujet par le président de la République ne paraissent pas justifiées ».

Les socialistes ont donc été les seuls à motiver visiblement au créneau, par l'intermédiaire de M. Germain Anthé (Ariège) et Jean-Pierre Masseret (Meuse), qui se sont battus pied à pied, courtoisement, contre le gouvernement et sa majorité sénatoriale. En faisant leurs réserves, le président de la République, alors que, dans un premier temps, l'absence des représentants de leur groupe à la commission des lois avait conduit, pour le moins, un certain flottement dans leurs rangs... Ils ont souligné que la remise en cause du statut transitoire de 1985 « risque d'avoir de graves conséquences pour la paix publique dans le territoire », dans la mesure où il y a « rupture de contrat ». Ils ont réaffirmé leur conviction que la formule de l'indépendance-association constituait « un pari sur la raison ». Ils ont reproché au gouvernement de

pratiquer une « gestion à court terme » dans le seul souci de « satisfaire sa clientèle ».

M. Masseret a opposé l'exception d'irrecevabilité en soutenant que les nouvelles dispositions sont inconstitutionnelles pour trois motifs : elles créent, de l'avis des socialistes, une inégalité dans l'indemnisation des victimes des dommages survenus dans le territoire ; elles contreviennent au préambule de la Constitution de 1946 selon lequel « la France entend conduire les peuples à s'administrer librement » ; elles donnent pouvoir au congrès territorial de régler le droit du travail alors que celui-ci doit être de la compétence de l'Etat. Cette argumentation est apparue faiblir au rapporteur de la commission des lois : « Je n'ai maintenant tout à fait rassuré », a déclaré M. Girault en faisant allusion aux préventions exprimées récemment à l'Elysée. L'exception d'irrecevabilité a été rejetée par 208 voix contre 91.

Impasse

La question préalable, défendue ensuite par M. Anthé, qui avait expliqué qu'il ne fallait pas délibérer afin de ne pas « renier la parole de la France », n'a pas eu plus de succès.

Dès lors, le débat était provisoirement clos, bien que, pour des raisons de calendrier, la fin de la discussion des articles ait été renvoyée au mardi 10 juin.

Mais si le gouvernement peut espérer, grâce à ce texte adouci, obtenir peut-être un répit sur le terrain, il ne s'agit, au mieux, que d'un sursis. C'est M. Girault qui a mis le doigt sur la question capitale : comment faire pour empêcher que le référendum prévu en 1987 ne soit pas boycotté par les indépendantistes et « pour que le verdict des urnes soit accepté pacifiquement par tous ? ». Or, en l'état actuel des orientations du gouvernement, on voit mal comment le mouvement indépendantiste accepterait demain ce qu'il a violemment refusé hier. En envisageant un référendum qui offrirait le choix entre « l'indépendance tout court » et un « statut dont le contenu ne sera arrêté qu'après la consultation », « un changement », selon les sénateurs socialistes « la notion de peuple comme à un sous-produit de la dialectique marxiste », ne paraissent guère de nature à faciliter les « actions de rapprochement » que la majorité sénatoriale appelle de ses vœux pour conduire les Canaques et les Caldoches à coexister en paix.

ALAIN ROLLAT.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Elysée le mercredi 4 juin 1986. Au terme de cette réunion, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

RÈGLEMENT DU BUDGET DE 1984

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et le ministre délégué chargé du budget ont présenté au conseil des ministres un projet de loi portant règlement définitif du budget de 1984.

Ce projet, qui avait été adopté par le conseil des ministres du 8 décembre 1985, mais n'avait pu être examiné par l'Assemblée nationale avant le changement de législature, doit faire l'objet d'un nouveau dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale.

Il constate les dépenses et les recettes de l'Etat effectivement exécutées au cours de l'année 1984. Les résultats dégageaient un déficit budgétaire de 146,18 milliards de francs, soit 3,4 % du produit intérieur brut.

PRÉPARATION DU BUDGET DE 1987

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et le ministre délégué chargé du budget ont présenté au conseil des ministres une communication sur la préparation du budget de 1987.

Ils ont rappelé, avant que s'engage la procédure d'arbitrage du projet de loi de finances pour 1987, la place que doit tenir la préparation du budget dans la politique du gouvernement.

La loi de finances pour 1987 sera une étape importante dans la réduction des charges fiscales supportées par la collectivité. Mais cet allègement ne pourra être durable et, par la suite, amplifié que si le déficit budgétaire est simultanément réduit afin de ne pas aggraver le poids de la dette.

La réalisation de cet objectif ambitieux suppose que, dans chaque ministère, l'efficacité économique et sociale et le fondement même des interventions soient reconsidérés. Le vœu d'une politique ne doit plus se mesurer en termes de moyens et de crédits, mais en fonction de la capacité à susciter, dans tous les domaines, l'initiative individuelle dont est issu le dynamisme de la vie économique, sociale et culturelle des pays.

SESSION SPÉCIALE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES SUR L'AFRIQUE

Le ministre de la coopération a présenté au conseil des ministres une communication sur les travaux de la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies sur l'Afrique, qui s'est tenue à New York du 27 au 31 mai.

Le ministre, qui conduisait la délégation française, a souligné le rôle joué par la France au cours de cette Assemblée générale, en raison des liens qui unissent notre pays à l'Afrique. Ainsi, la déclaration finale adoptée par la conférence se rapproche sensiblement des thèses françaises :

- Reconnaissance par les pays africains de leur responsabilité première dans la situation actuelle de leur continent, ainsi que de la nécessité de mieux gérer leurs économies ;
- Engagement des pays développés d'accroître l'aide publique à l'Afrique en vue d'appuyer et de compléter les efforts des pays africains ;
- Reconnaissance de la nécessité de traiter au cas par cas les problèmes d'endettement dans le cadre des procédures actuelles et d'examiner les améliorations qu'il est possible d'apporter à celles-ci ;
- Reconnaissance du rôle du prix des matières premières dans l'économie des pays africains.

La tenue de la conférence a été l'occasion pour le ministre de la coopération d'avoir de nombreux entretiens avec des chefs de délégation des pays africains et de rencontrer des responsables d'institutions multilatérales. Ces entretiens ont permis de constater combien l'action continue de la France en faveur de l'Afrique dans son ensemble représente un gage de paix et de stabilité pour ce continent.

RÉUNION DES MINISTRES DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE SÉOUL

Le ministre délégué chargé du commerce extérieur a rendu compte au conseil des ministres de la réunion informelle des ministres du commerce extérieur qui vient de se tenir à Séoul.

Cette réunion regroupait treize ministres de pays industrialisés ou en développement, la Commission des Communautés européennes et les instances du GATT. Elle a porté sur les perspectives d'un nouveau

cycle de négociations commerciales multilatérales et sur les évolutions de la politique commerciale internationale.

Celle-ci est marquée par un recours accru, de la part des principaux promoteurs des nouvelles négociations, à des mesures unilatérales protectionnistes et à des accords bilatéraux. Cette évolution est incompatible avec l'esprit de libéralisation du commerce international qui avait présidé à la promotion d'un nouveau cycle de négociations au sein du GATT.

L'absence de plusieurs pays en développement importants témoigne des efforts qu'il reste à accomplir pour aboutir à un consensus nécessaire à l'engagement de négociations.

Pour sa part, la France a rappelé que rien n'était acquis quant au contenu d'un ordre du jour et que, notamment, elle n'accepterait pas que la question de l'agriculture soit un sujet privilégié de futures négociations multilatérales.

Les contacts tenus en marge de la réunion avec nos partenaires européens et la Commission des Communautés européennes ont permis de conforter les positions communautaires sur ces sujets, ainsi que sur les autres questions d'actualité en matière de politique commerciale internationale.

INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES

Madame le secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle a présenté au conseil des ministres une communication pour annoncer la mise en place, dès la présente année scolaire, d'un dispositif d'aide et de soutien à l'insertion professionnelle des jeunes.

Ce dispositif mobilisera les moyens et surtout les personnels de l'éducation nationale afin de contribuer au succès du plan d'urgence en faveur de l'emploi des jeunes.

Il s'adressera aux élèves des collèges et des lycées professionnels ayant manifesté le désir d'interrompre leurs études. Dans le cadre des établissements scolaires, les équipes pédagogiques les informèrent et les orienteront compte tenu de leurs souhaits et de leurs aptitudes. Elles leur donneront, le cas échéant, le complément de formation nécessaire pour s'adapter à un emploi. De même, leur seront proposées des stages d'initiation à la vie professionnelle et des contrats de formation en alternance mêlant enseignement et travail en entreprise. Ainsi l'éducation nationale apportera-t-elle une aide concrète aux jeunes à la recherche d'un emploi.

Ces actions seront conduites sous la responsabilité des chefs d'établissement, avec l'appui des services du ministère de l'éducation nationale et du ministère des affaires sociales et de l'emploi. Elles feront appel aux procédures existantes d'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

Les actions qui vont être engagées doivent également permettre, par les liens nouveaux qui vont se développer avec les employeurs, de consolider la réconciliation de l'école et de l'entreprise. Elles doivent également contribuer à une évaluation, par les enseignants eux-mêmes, de l'adaptation des formations qu'ils assurent et accélérer ainsi la modernisation et la rénovation des enseignements et des diplômes.

ENGAGEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT

Le conseil des ministres a autorisé le premier ministre à engager devant l'Assemblée nationale, conformément à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, la responsabilité du gouvernement sur le vote du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

MESURES INDIVIDUELLES

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre de la culture et de la communication, il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de directeur du développement culturel exercées par M. Dominique Walon, inspecteur des finances ; sur proposition du ministre de l'intérieur : M. Daniel Limodin, inspecteur de l'administration, est nommé inspecteur général de l'administration et M. Philippe Melchior, inspecteur de l'administration, est nommé inspecteur général de l'administration.

En outre, sur proposition du ministre de l'intérieur, le conseil des ministres a prononcé la dissolution du conseil municipal de la commune de Hatten (Bas-Rhin).

LA RÉFORME DU MODE DE SCRUTIN

M. Pasqua s'engage à ne pas modifier les cantons

Et de deux. Après la loi d'habilitation économique et sociale qui a été votée par le Sénat lundi 2 juin, c'est la réforme du mode de scrutin qui a été approuvée définitivement mercredi. Pour l'un et l'autre texte, le Sénat dans sa majorité (212 voix) a voté un texte conforme à la version considérée comme adoptée par l'Assemblée nationale après les engagements de responsabilité du gouvernement au vu de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution.

Pour la loi électorale, socialistes et communistes (90 voix) ont tenu à profiter de ce que le gouvernement ne peut recourir au 49-3 au Palais du Luxembourg pour présenter les amendements que leurs collègues députés n'avaient pas eu la possibilité de défendre, puisque M. Jacques Chirac avait engagé la responsabilité de son gouvernement sur ce texte avant même que les porte-parole des groupes ne s'expriment dans la discussion générale.

Ainsi les communistes ont proposé que le découpage pour lequel le gouvernement a décidé d'agir par ordonnance soit l'objet d'un projet de loi particulier. Au nom du respect de l'intégrité territoriale et pour empêcher « un découpage arbitraire des villes », les mêmes ont souhaité que les communes de moins de cent vingt mille habitants ne puissent être découpées en plusieurs circons-

criptions et que, pour celles dont la population est supérieure, il y ait au moins toute une circonscription à l'intérieur des limites communales, les limites communales étant plus importantes que les frontières cantonales selon eux. Cette requête avait été présentée mardi 26 mai par M. Alain Pöcher par M. Marcel Rosette, sénateur communiste du Val-de-Marne, au nom de l'Association nationale des élus communistes et républicains. De même, les sénateurs communistes ont demandé que le gouvernement se profite pas du découpage des circonscriptions législatives pour procéder à une modification de la carte cantonale.

Sur ce point, M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a affirmé que le gouvernement s'engage à ne pas toucher aux limites territoriales des cantons. De leur côté, les socialistes ont estimé que la commission dont le projet de loi prévoit la création pour qu'elle donne un avis avant que le Conseil d'Etat ne se prononce sur l'ordonnance de découpage, doit donner un avis « conforme », notamment sur le découpage de Paris. Pour M. Pasqua, ce serait là donner un pouvoir législatif à une commission qui ne doit pas en avoir.

A. Ch.

EN LOIRE-ATLANTIQUE

Vingt-quatre démissions au Parti républicain

De notre correspondant

Nantes. — Décidément, les orages s'accumulent sur la municipalité natale. Non seulement le maire, M. Michel Chauby, sénateur RPR, est en difficulté au sein de l'équipe municipale (le Monde du 4 juin), mais voici maintenant que le Parti républicain, composante de l'équipe municipale, est saisi d'un profond malaise. Vingt-quatre militants sur les trois cents que compte cette formation en Loire-Atlantique viennent, en effet, de démissionner, alléguant les pratiques de deux membres parisiens du parti, MM. Boukobza et Fitoussi — aujourd'hui mis à l'écart, — qui, par le biais de la Société nationale de communication et de presse, recueilleraient des fonds auprès des entreprises, fonds dont l'utilisation n'a pas toujours été transparente.

L'accusation est tellement grave que le sénateur Charles-Henri de Cosé-Brissac, président du conseil général, a été chargé par les instances nationales du parti de prendre la présidence de la fédération et d'y ramener le calme. Il a déclaré mardi : « S'il y a eu des malversations au Parti républicain et s'il y avait des preuves matérielles d'argent récupéré sur des marchés passés avec des collectivités locales, alors il faudrait aller jusqu'au bout et en appeler aux tribunaux. Ce serait alors très grave pour la créd-

bilité de la fédération, mais, pour le moment, rien ne prouve qu'il y ait eu malversations ».

Il est aussi manifeste qu'un des adjoints au maire, membre du RPR et chargé des travaux de la ville de Nantes, est visé dans cette affaire. Or, c'est lui qui a fait passer, le 26 mai, le fameux dossier du parking du centre de la localité à propos duquel le maire a été vivement contesté dans sa propre majorité. Une conseillère municipale du PR, celle qui a rendu l'affaire publique, faisait d'ailleurs partie des trois élus à voter contre ce projet.

En réalité, cette crise du Parti républicain traduit un malaise qui empoisonne la droite natale depuis des mois. Aujourd'hui, le maire apparaît comme un homme seul contesté parmi plusieurs composantes de sa majorité, sur sa droite comme sur sa gauche, et notamment par les membres influents du Mouvement de solidarité par la participation (MSP). Outre ces difficultés liées, il faut le dire à des ambitions personnelles, le maire doit aussi faire face à une technocratie puissante à l'intérieur de l'hôtel de ville.

Nantes apparaît ainsi comme un navire dont le capitaine aurait perdu beaucoup d'autorité ou n'aurait plus de véritable autorité, ni sur son état-major — les élus de sa liste — ni sur un équipage de plus de cinq mille employés municipaux.

YVES ROCHONGAR.

ÉLECTION CANTONALE DANS LA NIÈVRE

Le candidat communiste se retire au profit du socialiste

Les dimanches électoraux se suivent et ne se ressemblent pas pour le PCF. Alors que, dans le canton de La Châtre (Indre), la fédération communiste n'avait pas appelé à voter pour le candidat de gauche le mieux placé — celui du PS — et avait incité ses électeurs à l'abstention (le Monde du 3 juin), la fédération du PCF de la Nièvre vient d'adopter la position exactement inverse. Nous indiquons notre correspondant, pour le second tour de l'élection cantonale partielle de Montcauché, qui aura lieu dimanche 8 juin.

La consigne implicite d'abstention donnée dans l'Indre — le candidat communiste ne pouvait se maintenir au second tour — avait eu peu d'effets. Au contraire, les électeurs communistes du premier tour s'étaient reportés massivement sur le candidat socialiste, favorisant ainsi son élection.

Dans la Nièvre, le candidat communiste, M. Guy Sarado, maire de Saint-Agnan, avait la possibilité de se maintenir au second tour — il avait obtenu plus de 10 % des inscrits au premier tour — mais il a décidé de se désister au profit de M. Patrice Joly (PS), maire d'Ouzouer. Si la « discipline républicaine » fonctionne bien, M. Joly

devrait remporter cette élection serrée.

Ce désistement, qui « ne pose aucun problème » pour M. Sarado, est d'autant plus symbolique que M. Mitterrand a représenté ce canton à l'Assemblée départementale pendant plus de trente ans.

Discours politique de rentrée de M. Lajoie à la Fête de l'Humanité

M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité et membre du bureau politique du PCF, a présenté à la presse, le mercredi 4 juin, la cinquante et unième édition de la Fête de l'Humanité qui se déroulera les 13 et 14 septembre prochain au parc paysager de La Courneuve (Seine-Saint-Denis). Samedi 13 septembre, M. Georges Marchais sera l'invité de Yves Mourou dans le « journal » de 13 heures « si la situation de l'FPI le permet » — a-t-il indiqué en faisant allusion à la privatisation de la chaîne contre laquelle se prononce le PCF : le secrétaire général prononcera le discours d'inauguration de la fête et, le lendemain, M. André Lajoie, membre du secrétariat du comité central, un des candidats possibles du PCF à l'élection présidentielle, donnera lecture du discours de rentrée du PCF. Sur le plan artistique, le chanteur Jacques Higelin sera la vedette de cette fête.

مذا من راصم

DÉFENSE

DES AVIATEURS OUEST-ALLEMANDS HÉBERGÉS A COLMAR

Les frontaliers de la Luftwaffe

De notre envoyé spécial

Colmar. — Les enfants, eux, s'en amusent. Ils savent maintenant distinguer dans le ciel d'Alsace les Mirage français, à l'aile en forme de delta, et les Phantom américains de la Luftwaffe, qui traînent un panache noir derrière eux. Les habitants des villages du Haut-Rhin, à mi-chemin entre Colmar et Mulhouse, entendent un peu plus de bruit depuis la mi-avril au-dessus des champs de colza et de maïs. A coup sûr, il se passe quelque chose à la base aérienne de Meyenheim : chaque matin, un convoi d'une quinzaine de cars arrive d'Allemagne où il retourne en fin d'après-midi.

C'est une « première », à la vérité. La piste de la base aérienne ouest-allemande de Bremgarten, en face, à 20 kilomètres de l'autre côté du Rhin, menaçait ruine. Il a fallu refaire le revêtement. Pendant les deux mois de travaux, les Phantom de la 51^e escadre de reconnaissance allemande, incorporée aux forces de l'OTAN, allaient être cloués au sol. Hypothèse exclue. Les ministres et les états-majors des deux pays sont tombés d'accord, comme les colonels commandant les deux bases : et si Meyenheim, la française, accueillait pilotes, personnels et avions de Bremgarten, l'allemande ?

Une convention a été signée. « Les Allemands ont été d'une correction parfaite », souligne en chœur le colonel Gérard Coldebaut et son adjoint, le lieutenant-colonel Michel Forrester. Les horaires de vol des vingt-quatre Phantom ont été fixés avec précision : neuf

appareils sont autorisés de 11 h 45 à 12 h 30, mais seulement deux entre 14 h 45 et 15 heures. Le vol de nuit est réservé au mercredi soir. Rien n'est laissé au hasard : ainsi les Allemands — ce sont eux-mêmes qui l'ont proposé — ramportent-ils usées et les résidus de produits chimiques utilisés pour le développement des films pris chaque jour par les caméras des avions de reconnaissance.

Cohabitation

Une « cohabitation » sans problème. « C'est vrai que les Allemands mangent sur notre fronton en décollant » (c'est-à-dire occupant notre piste), plaisante un officier français. « Mais, ajoute-t-il, si il y a une telle aménité entre Alsaciens et Allemands dans la vie quotidienne, pourquoi pas entre militaires ? » Les aviateurs allemands de Bremgarten sont, en somme, pour neuf semaines, des travailleurs frontaliers. Comme des centaines de leurs compatriotes, deux fois par jour, ils passent la frontière pour exercer leur activité professionnelle, ni plus ni moins.

D'autant qu'on devine encore cette vieille complicité entre aviateurs qui ne les quitte jamais tout à fait même lorsqu'ils étaient adversaires. Un même boîtier les réunit, c'est tout dire : entre la chouette rouge qui orne le fuselage des Phantom et la chimère ou l'hirondelle des Mirage, l'apparence seule est bellueuse. Que l'escadre allemande porte le nom d'un as de la première guerre mondiale, Immelman, qui a peut-être affronté Guynemer, ne change rien.

La Luftwaffe, comme l'armée de l'air française, ne compte pratiquement plus d'officiers supérieurs ayant combattu lors de la deuxième guerre. « Le temps où nos deux pays étaient ennemis est terminé », estime l'oberst (colonel) Weins, commandant la base de Bremgarten. Nous avons les mêmes intérêts, les mêmes lignes d'opération et, depuis Adenauer et de Gaulle, nos chefs d'Etat s'apprécient.

Ravi, le colonel Weins, qui gardera le souvenir d'une « excellente coopération » avec la base de Colmar-Meyenheim. Ravi, comme son homologue le colonel Coldebaut : « L'entente entre nos hôtes et nous est très bonne ; et puis tout cela nous fait travailler dans du concret. Un contrôleur allemand, par exemple, assiste nos contrôleurs. » Le surcroît de travail n'empêche pas le commandant de la base de prendre presque chaque semaine les commandes d'un Mirage. L'hébergement des Allemands n'a pas bouleversé la vie sur sa base : « Ma mission, dit-il, est de faire voler des avions, aussi bien allemands que français, que vingt-quatre allemands. »

« Une gêne au fond du cœur »

Cet agriculteur de cinquante-deux ans, adjoint au maire de Meyenheim, n'est guère plus effarouché. Ce qui le contrarie, lui, c'est « la base qui prend des terres cultivables ». Mais, aviateurs allemands ou français, « si on regarde l'état, on n'est pas grand-chose, ni les uns ni les autres. Alors, autant travailler ensemble. Un jour, on aura une armée européenne ».

Même sentiment chez M. Marius Kuentz, soixante-huit ans, qui tient le café de la gare à Meyenheim. Trésorier des anciens combattants, il regrette qu'il y ait « encore trop de divergences entre Européens ». Incorporé dans l'armée allemande, il est l'un des cent cinquante mille « malgrés-nous » (1). Il s'efforce d'oublier, même si parfois... « Avec le temps, la guerre, tout se commence à se tasser. Mais il reste une gêne au fond du cœur, quelque chose à l'égard des Allemands. »

C'est peut-être ce qui rend M. Charles Weiss peu loquace. Lui aussi fut un « malgrés-nous ». Sous l'uniforme des Waffen SS, il a fait la guerre comme interprète à Dresde, à Prague, en Pologne, en Poméranie. A l'occasion d'une permission agricole, en août 1944, il n'a pas rejoint son régiment et il s'est caché. A soixante-deux ans, il garde comme une blessure intérieure qui lui souffre des mots plus désabusés qu'hostiles : « On ne pourra jamais faire un Français d'un Allemand. » Sur la présence de la Luftwaffe aujourd'hui, il ne s'étend guère : « Qu'il y ait des aviateurs allemands à Meyenheim, je m'en fous. »

Affaire de génération, sans doute. Le jeune caporal allemand qui dévotement s'occupe des pellicules d'observation n'a pas de souvenir : « J'aime la façon de vivre des Français et leur cuisine. Je viens souvent à Colmar. Conduit par l'armée, c'est encore mieux ! »

CHARLES VIAL.

(1) On désigne sous ce nom les Alsaciens incorporés de force dans l'armée allemande au cours de la seconde guerre mondiale.

M. Giraud est favorable au projet d'un porte-avions à propulsion nucléaire

Le ministre de la défense, M. André Giraud, a indiqué, à l'Assemblée nationale, que la construction, par la France, d'un porte-avions à propulsion nucléaire (PAN) jouissait, à ses yeux, d'un préjugé favorable. En réponse à M. Daniel Colin, député UDF du Var, qui s'inquiétait de rumeurs récentes faisant état de l'éventualité d'un abandon de ce programme, M. Giraud a expliqué : « Comme tous les Français, je suis sensible à ce qu'un tel bâtiment, dont les États-Unis sont seuls à disposer, peut représenter pour notre marine. Le gouvernement, soyez-en sûr, redoublera la politique de défense française avec le souci que notre pavillon soit présent et respecté sur les mers. »

Cette déclaration publique du ministre de la défense, mercredi 4 juin au Palais-Bourbon, intervient après des rumeurs (entretenu par de « petites phrases » sibyllines de M. Giraud en commission de la défense de l'Assemblée) selon lesquelles la construction du *Richelieu*, le premier PAN français, décidée par le précédent ministre de la défense, M. Paul Quilès, serait arrêtée pour des raisons de coût d'un tel programme.

« Ce système d'armes, a affirmé M. Giraud, n'a de sens que s'il y a en permanence un porte-avions à la mer. Il faut donc deux bâtiments, ce qui représente 20 milliards de francs. Et encore faut-il avoir des avions à mettre dessus, ce qui fait 30 milliards de francs en plus. »

Le général Vougy reçoit sa quatrième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. André Giraud, le conseil des ministres du mercredi 4 juin a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **AIR.** — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien, le général de division aérienne Philippe Vougy.

Sont promus : général de brigade aérienne, les colonels Pierre Olivier et Michel Autret.

● **TERRE.** — Sont promus : général de division, les généraux de brigade Jean Teil, François Lescel et Alain Lionnet (nommé adjoint au général gouverneur militaire de Paris et commandant la 1^{re} région militaire) ; général de brigade, les colonels Pierre Labbé, Jacques Freaut, René Bazin, Emile Philip (nommé commandant la 32^e division militaire territoriale) et Bernard Le Lièvre de la Morinière (nommé adjoint au général commandant la 9^e division d'infanterie de marine et la 33^e division militaire territoriale).

Sont nommés : chef de la mission militaire française auprès du général commandant le groupe d'armée Centre, le général de brigade Jean de Brassy de Gast ; commandant la 5^e division blindée, le général de brigade André Dupuy de la Grand'Rive ; directeur de la section technique de l'armée de terre, le général de brigade Jean-Alfred Bourgogne ; commandant et direc-

teur des transmissions de la 5^e région militaire, le général de brigade Jacques Jammayrac, nommé préfet maritime de Cherbourg ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Jean Berthaux (nommé adjoint au préfet maritime de Brest), Michel Bren (nommé chef de la division transmissions-électronique-informatique de l'état-major des armées), Jean-Paul Nouailhetas et Serge Jupon ; commissaire général de 2^e classe, les commissaires en chef de 1^{re} classe Pierre Nicollot et Jean Plat (nommé directeur adjoint à la direction centrale du commissariat).

Sont nommés : inspecteur des réserves et de la mobilisation de marine, le contre-amiral Christian Bonbon ; major général du port de Toulon et adjoint « logistique » du préfet maritime, le contre-amiral André Nougues.

● **ARMEMENT.** — Est promu : ingénieur général de 2^e classe, l'ingénieur en chef Alain Grill. Est nommé : chef de service technique des programmes aéronautiques, l'ingénieur général de 1^{re} classe Michel Lasserre.

BERGER-LEVRULT JEUNESSE
Pour apprendre et se distraire.
Leçons de choses :
● Calvin et la Réforme
(co-édition La Joie de lire - Genève).
L'histoire et la vie d'un monument
(co-édition CNMHS) :
● La maison
● Le château de la Renaissance.

STERN
GRAVEUR depuis 1840
Cartes de visite
Invitations
Papiers à lettres de prestige pour Sociétés
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.86.45

itc CALVITIE AVANCÉE PAS DE PRODUITS MIRACLES
Une seule solution, la prothèse capillaire 100 % cheveux naturels.
Les prothèses Dominique LAVIGNE sont tellement invisibles que vous vous découvrez une autre personnalité.
INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE, 231, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.
Tél. 42-60-69-02 - Sur rendez-vous du lundi au vendredi de 10 h 30 à 19 h 30.

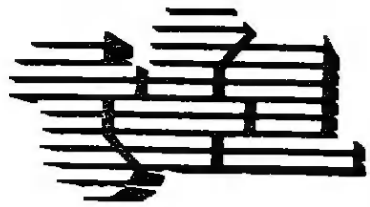
L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

Hideyoshi (1536-1598), d'humble origine, mais élevé par la chance et le génie au rang de chef suprême, va rendre au Japon, à travers mille et une batailles, la paix indispensable au progrès ; et recréer une unité qui le conduira à l'aube des temps modernes.



288 pages, 98 F

LOS ANGELES 4690 F
JUSQU'A 24 ANS INCLUS
Tarif exceptionnel sur vols réguliers réservé à tous les jeunes de 12 à 24 ans. Valable jusqu'au 18 juin pour des séjours de 14 jours à 6 mois.
Renseignez-vous sur les tarifs du 19 juin au 21 septembre 1986, ainsi que sur nos autres destinations et sur les conditions particulières de vente et de transport.
Sous réserve d'homologation gouvernementale.
C'EST BEAU D'ÊTRE JEUNE!
AIR FRANCEN°1 VERS LES USA



Avec
EUROPE 1

Claude Martinez et Paul Lederman
présentent

LE
NOUVEAU
SPECTACLE
DE
COLUCHE
AU *Zénith*
A PARTIR DU 23 SEPTEMBRE 1986



LOCATION OUVERTE: AU ZÉNITH, FNAC, ET AGENCES
Réservations: 42 00 22 24 / Renseignements: 42 08 60 00 / Collectivités: 47 45 26 76

مكتبة من الاصل

SCIENCES

M. SERGE FENEUILLE
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DU CNRS

NEW YORK

2990F

ALLER-RETOUR
JUSQU'À
24 ANS
INCLUS

Tarif exceptionnel sur vols réguliers :
réservé à tous les jeunes de 12 à
24 ans. Valable jusqu'au 18 juin pour
des séjours de 11 jours à 6 mois.
Renseignez-vous sur les tarifs du
19 juin au 21 septembre 1986, ainsi
que sur nos autres destinations et
sur les conditions particulières de
vente et de transport.
Sous réserve d'homologation
gouvernementale.

GRAND SACHEM
REGRETTE
SA JEUNESSE!

AIR FRANCE N°1 VERS LES USA

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

STEFANO, Espace (42-71-10-10), 11 h : **LES DESIRS DE L'AMOUR**, (42-44-57-34), 19 h : **LES DERNIÈRES CARTES**, (42-71-10-10), 20 h 30 : **L'AMOUR-GOUT**, Nouveau Théâtre Mouffette (43-31-11-99), 20 h 45 : **NECROTEZ PAS, MESDAMES**, Palais Royal (42-97-59-81), 20 h 45, dim. à 15 h 30 : **GMUND**, Grande Halle de La Villette, 21 h 30 : **HORS PAYS** : **SARCELLES**, Les Grands (42-71-20-77), Qui a peur de Virginia Woolf ? A 21 h : **MOUSSELLES, C.H.S.** (39-35-16-66), Art-Théâtre-Psychiatrie, Versailles, Grand Théâtre, A 11 h : les 5, 7, Hénoc.

■ Spectacles annoncés par le club de « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CHAILLOT** (42-27-81-15), Grand Théâtre, 20 h 30 : **Electre**, Théâtre de la Ville. **LE PETIT ODÉON** (43-25-70-32), 18 h 30 : **Des trucs dans la glace**, d'Anne Barbey. **RENAUD-BOURG** (42-71-12-33), Théâtre de la Ville, 18 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**, 21 h 30 : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **TAI TEL D'ESPÈRE** (42-78-10-79), 18 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**, 21 h 30 : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS** (42-81-19-83), 3^e Festival d'Orchestre à 20 h 30 : **Royal Philharmonic Orchestra**, Jurij Tsimkacov-Garick Obolens, piano (Brahms, Beethoven). **THÉÂTRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**, 22 h 30 : **Le Cid**. **CARRÉ JEAN MONFORT** (45-31-25-34), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**, 22 h 30 : **Le Cid**. **LES AUTRES SALLES** : **ANTOINE-SIMONE BERRIAU** (42-08-77-11), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ARCANÈ** (43-38-19-70), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ASTELLE** (42-38-35-53), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ATELIER** (46-05-49-24), 11 h : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **BASTILLE** (43-57-42-14), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **BOUCANIER** (42-45-60-40), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **BOURVILLE** (43-73-47-34), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CAFÉ DE LA GARE** (42-78-52-51), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CARRÉ JEAN MONFORT** (45-31-25-34), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **LA CARTEOUCHE** (42-78-10-79), 18 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CENTRE CULTUREL SUISSE** (42-71-44-50), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CSAPPELLE** (42-08-77-11), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE** (45-31-25-34), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **COMÉDIE CAUMARTIN** (42-45-60-40), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (42-70-08-24), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **COMÉDIE DE PARIS** (42-81-01-11), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **EDOUARD-VI** (42-71-44-50), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESPÉRANCE-THÉÂTRE** (42-72-33-41), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESCALIER D'OR** (42-23-15-10), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESPACE MARAIS** (42-71-10-19), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESPLANADE DU LOUVRE** (42-71-10-19), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESSAÏON** (42-78-46-22), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **FOUNDATION DEUTSCHE DE LA MEURTHE** (42-62-11-95), 18 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **FONTAINE** (48-74-70-40), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **GAIETÉ-MONTMARTRE** (43-22-16-10), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **GALERIE 85** (43-26-63-51), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **GRAND HALL MONTORGUEIL** (39-32-42-79), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **GUCHET-MONTMARTRE** (43-27-88-61), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **HUCHETTE** (42-36-38-99), 19 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **LE CANTIER** (42-36-38-99), 19 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **LE LOYON**, 21 h 30 : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**.

Les autres salles

ANTOINE-SIMONE BERRIAU (42-08-77-11), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ARCANÈ** (43-38-19-70), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ASTELLE** (42-38-35-53), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ATELIER** (46-05-49-24), 11 h : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **BASTILLE** (43-57-42-14), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **BOUCANIER** (42-45-60-40), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **BOURVILLE** (43-73-47-34), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CAFÉ DE LA GARE** (42-78-52-51), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CARRÉ JEAN MONFORT** (45-31-25-34), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **LA CARTEOUCHE** (42-78-10-79), 18 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CENTRE CULTUREL SUISSE** (42-71-44-50), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CSAPPELLE** (42-08-77-11), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE** (45-31-25-34), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **COMÉDIE CAUMARTIN** (42-45-60-40), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (42-70-08-24), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **COMÉDIE DE PARIS** (42-81-01-11), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **EDOUARD-VI** (42-71-44-50), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESPÉRANCE-THÉÂTRE** (42-72-33-41), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESCALIER D'OR** (42-23-15-10), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESPACE MARAIS** (42-71-10-19), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESPLANADE DU LOUVRE** (42-71-10-19), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESSAÏON** (42-78-46-22), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **FOUNDATION DEUTSCHE DE LA MEURTHE** (42-62-11-95), 18 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **FONTAINE** (48-74-70-40), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **GAIETÉ-MONTMARTRE** (43-22-16-10), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **GALERIE 85** (43-26-63-51), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **GRAND HALL MONTORGUEIL** (39-32-42-79), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **GUCHET-MONTMARTRE** (43-27-88-61), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **HUCHETTE** (42-36-38-99), 19 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **LE CANTIER** (42-36-38-99), 19 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **LE LOYON**, 21 h 30 : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**.

Music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-34-94-77), 21 h : **Chansons françaises**, 19 h : **Le Cid**. **ELDORADO** (42-08-33-50), 20 h 30 : **Le Cid**. **FIAP** (45-39-89-15), 20 h 30 : **Le Cid**. **OLYMPIA** (42-72-33-41), 21 h : **Le Cid**. **ROSE**. **MAISON DES CULTURES DU MONDE** (45-44-72-30), 21 h : **Le Cid**. **LE MÉCÈNE** (42-62-67-95), 20 h 30 : **Le Cid**. **TEL DU JARDIN** (42-71-44-50), 20 h 30 : **Le Cid**. **La danse** : **CARÉ DE LA DANSE** (45-67-05-35), 20 h 30 : **Le Cid**. **LA DÉFENSE** (42-71-10-19), 20 h 30 : **Le Cid**. **GRANDE HALLE DE LA VILLETTE** (42-67-72-22), 21 h : **Le Cid**. **DIX-HUIT THÉÂTRE** (42-26-47-77), 22 h : **Le Cid**. **FLAINE** (42-50-15-65), 20 h 30 : **Le Cid**. **Les concerts** : **Playel**, 20 h 30 : **Le Cid**. **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**.

Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles les 11 h et 21 h sauf dimanches et jours fériés. Réservation et prix préférentiels avec le Carte Club.

Jeu 5 juin

LES SPECTACLES NOUVEAUX : **STEFANO, Espace** (42-71-10-10), 11 h : **LES DESIRS DE L'AMOUR**, (42-44-57-34), 19 h : **LES DERNIÈRES CARTES**, (42-71-10-10), 20 h 30 : **L'AMOUR-GOUT**, Nouveau Théâtre Mouffette (43-31-11-99), 20 h 45 : **NECROTEZ PAS, MESDAMES**, Palais Royal (42-97-59-81), 20 h 45, dim. à 15 h 30 : **GMUND**, Grande Halle de La Villette, 21 h 30 : **HORS PAYS** : **SARCELLES**, Les Grands (42-71-20-77), Qui a peur de Virginia Woolf ? A 21 h : **MOUSSELLES, C.H.S.** (39-35-16-66), Art-Théâtre-Psychiatrie, Versailles, Grand Théâtre, A 11 h : les 5, 7, Hénoc.

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CHAILLOT** (42-27-81-15), Grand Théâtre, 20 h 30 : **Electre**, Théâtre de la Ville. **LE PETIT ODÉON** (43-25-70-32), 18 h 30 : **Des trucs dans la glace**, d'Anne Barbey. **RENAUD-BOURG** (42-71-12-33), Théâtre de la Ville, 18 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**, 21 h 30 : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **TAI TEL D'ESPÈRE** (42-78-10-79), 18 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**, 21 h 30 : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS** (42-81-19-83), 3^e Festival d'Orchestre à 20 h 30 : **Royal Philharmonic Orchestra**, Jurij Tsimkacov-Garick Obolens, piano (Brahms, Beethoven). **THÉÂTRE DE LA VILLE** (42-74-22-77), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**, 22 h 30 : **Le Cid**. **CARRÉ JEAN MONFORT** (45-31-25-34), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**, 22 h 30 : **Le Cid**. **LES AUTRES SALLES** : **ANTOINE-SIMONE BERRIAU** (42-08-77-11), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ARCANÈ** (43-38-19-70), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ASTELLE** (42-38-35-53), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ATELIER** (46-05-49-24), 11 h : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **BASTILLE** (43-57-42-14), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **BOUCANIER** (42-45-60-40), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **BOURVILLE** (43-73-47-34), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CAFÉ DE LA GARE** (42-78-52-51), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CARRÉ JEAN MONFORT** (45-31-25-34), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **LA CARTEOUCHE** (42-78-10-79), 18 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CENTRE CULTUREL SUISSE** (42-71-44-50), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CSAPPELLE** (42-08-77-11), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE** (45-31-25-34), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **COMÉDIE CAUMARTIN** (42-45-60-40), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (42-70-08-24), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **COMÉDIE DE PARIS** (42-81-01-11), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **EDOUARD-VI** (42-71-44-50), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESPÉRANCE-THÉÂTRE** (42-72-33-41), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESCALIER D'OR** (42-23-15-10), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESPACE MARAIS** (42-71-10-19), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESPLANADE DU LOUVRE** (42-71-10-19), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESSAÏON** (42-78-46-22), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **FOUNDATION DEUTSCHE DE LA MEURTHE** (42-62-11-95), 18 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **FONTAINE** (48-74-70-40), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **GAIETÉ-MONTMARTRE** (43-22-16-10), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **GALERIE 85** (43-26-63-51), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **GRAND HALL MONTORGUEIL** (39-32-42-79), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **GUCHET-MONTMARTRE** (43-27-88-61), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **HUCHETTE** (42-36-38-99), 19 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **LE CANTIER** (42-36-38-99), 19 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **LE LOYON**, 21 h 30 : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**.

Les autres salles

ANTOINE-SIMONE BERRIAU (42-08-77-11), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ARCANÈ** (43-38-19-70), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ASTELLE** (42-38-35-53), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ATELIER** (46-05-49-24), 11 h : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **BASTILLE** (43-57-42-14), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **BOUCANIER** (42-45-60-40), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **BOURVILLE** (43-73-47-34), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CAFÉ DE LA GARE** (42-78-52-51), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CARRÉ JEAN MONFORT** (45-31-25-34), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **LA CARTEOUCHE** (42-78-10-79), 18 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CENTRE CULTUREL SUISSE** (42-71-44-50), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CSAPPELLE** (42-08-77-11), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE** (45-31-25-34), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **COMÉDIE CAUMARTIN** (42-45-60-40), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (42-70-08-24), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **COMÉDIE DE PARIS** (42-81-01-11), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **EDOUARD-VI** (42-71-44-50), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESPÉRANCE-THÉÂTRE** (42-72-33-41), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESCALIER D'OR** (42-23-15-10), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESPACE MARAIS** (42-71-10-19), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESPLANADE DU LOUVRE** (42-71-10-19), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **ESSAÏON** (42-78-46-22), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **FOUNDATION DEUTSCHE DE LA MEURTHE** (42-62-11-95), 18 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **FONTAINE** (48-74-70-40), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **GAIETÉ-MONTMARTRE** (43-22-16-10), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **GALERIE 85** (43-26-63-51), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **GRAND HALL MONTORGUEIL** (39-32-42-79), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **GUCHET-MONTMARTRE** (43-27-88-61), 21 h : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **HUCHETTE** (42-36-38-99), 19 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **LE CANTIER** (42-36-38-99), 19 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **LE LOYON**, 21 h 30 : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**.

Music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-34-94-77), 21 h : **Chansons françaises**, 19 h : **Le Cid**. **ELDORADO** (42-08-33-50), 20 h 30 : **Le Cid**. **FIAP** (45-39-89-15), 20 h 30 : **Le Cid**. **OLYMPIA** (42-72-33-41), 21 h : **Le Cid**. **ROSE**. **MAISON DES CULTURES DU MONDE** (45-44-72-30), 21 h : **Le Cid**. **LE MÉCÈNE** (42-62-67-95), 20 h 30 : **Le Cid**. **TEL DU JARDIN** (42-71-44-50), 20 h 30 : **Le Cid**. **La danse** : **CARÉ DE LA DANSE** (45-67-05-35), 20 h 30 : **Le Cid**. **LA DÉFENSE** (42-71-10-19), 20 h 30 : **Le Cid**. **GRANDE HALLE DE LA VILLETTE** (42-67-72-22), 21 h : **Le Cid**. **DIX-HUIT THÉÂTRE** (42-26-47-77), 22 h : **Le Cid**. **FLAINE** (42-50-15-65), 20 h 30 : **Le Cid**. **Les concerts** : **Playel**, 20 h 30 : **Le Cid**. **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**.

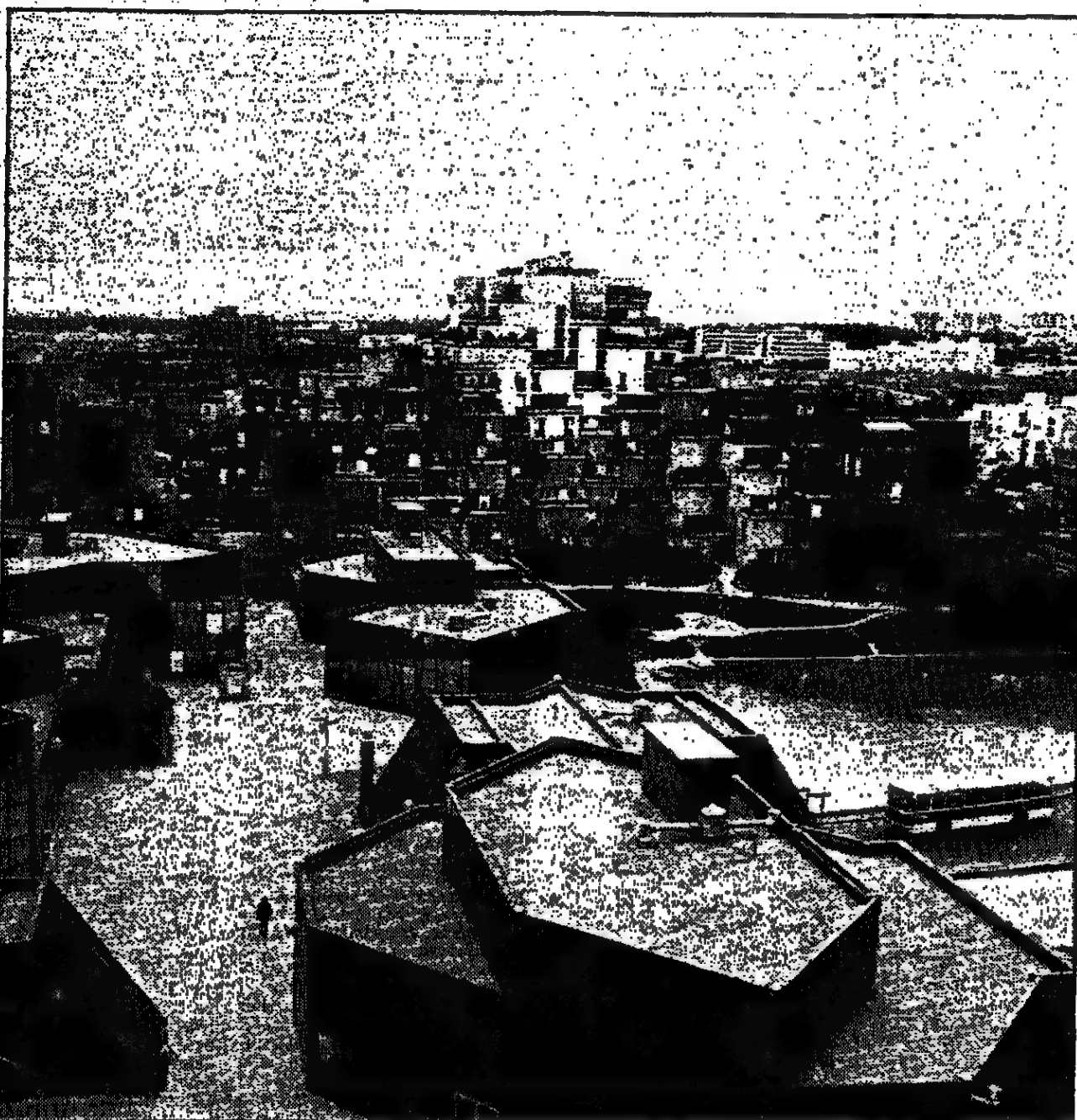
LES SPECTACLES NOUVEAUX

STEFANO, Espace (42-71-10-10), 11 h : **LES DESIRS DE L'AMOUR**, (42-44-57-34), 19 h : **LES DERNIÈRES CARTES**, (42-71-10-10), 20 h 30 : **L'AMOUR-GOUT**, Nouveau Théâtre Mouffette (43-31-11-99), 20 h 45 : **NECROTEZ PAS, MESDAMES**, Palais Royal (42-97-59-81), 20 h 45, dim. à 15 h 30 : **GMUND**, Grande Halle de La Villette, 21 h 30 : **HORS PAYS** : **SARCELLES**, Les Grands (42-71-20-77), Qui a peur de Virginia Woolf ? A 21 h : **MOUSSELLES, C.H.S.** (39-35-16-66), Art-Théâtre-Psychiatrie, Versailles, Grand Théâtre, A 11 h : les 5, 7, Hénoc.

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : **Le Cid**, 21 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **CHAILLOT** (42-27-81-15), Grand Théâtre, 20 h 30 : **Electre**, Théâtre de la Ville. **LE PETIT ODÉON** (43-25-70-32), 18 h 30 : **Des trucs dans la glace**, d'Anne Barbey. **RENAUD-BOURG** (42-71-12-33), Théâtre de la Ville, 18 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**, 21 h 30 : **Le Cid**, 22 h 30 : **Le Médecin malgré lui**. **TAI TEL D'ESPÈRE** (42-78-10-79), 18 h 30 : **Le Cid**, 20 h 30 : **Le Médecin malgré lui**,

VILLES NOUVELLES



Dans ce numéro

PAGE 18

Un pionnier se souvient de ses débuts dans la ville nouvelle : c'était en 1972

PAGE 19

Un lieu d'accueil pour les technologies de pointe et les industriels de l'avenir

PAGE 20

Les projets des communautés catholique et musulmane : demain une mosquée et, peut-être, une cathédrale

Les difficultés de l'Agora et de l'animation du centre-ville

EVRY

Le béton prend de l'âge

Le plus gros risque avec une ville nouvelle c'est qu'elle ne devienne jamais une vraie ville. Evry est, comme Cergy-Pontoise à laquelle on la compare souvent, un exemple de ville nouvelle en voie de réussir. Il est facile d'édifier une agglomération ; il est plus long et plus difficile de construire une communauté. C'est pourtant ce qui semble se produire à Evry, depuis deux ou trois années. Créée officiellement en 1965,

Evry-Ville nouvelle a fini sa croissance à l'image des grands axes qui s'élevaient déjà haut le long de ses boulevards.

La ville n'est déjà plus ce squelette désarticulé, ce rassemble-

ment hétéroclite de quartiers placés dans l'espace comme autant de châteaux de sable sur une plage déserte. Les constructions qui se poursuivent à un rythme élevé gommant les blancs, effacent les terrains vagues, structurent l'ensemble, surtout dans le centre.

Evry a en même temps échappé au gigantisme. « Les deux villes nouvelles prévues au sud-est de la région parisienne seront situées de part et d'autre de la Seine », peut-on lire dans le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne publié en 1965. « Celle de la rive gauche entre Corbeil, Ris-Orangis et l'autoroute du Sud pourra accueillir à terme une population de l'ordre de cent vingt mille habitants. » Rétrospectivement on en frémit. Il est vrai qu'à cette époque on prévoyait quatorze millions d'habitants dans Paris et ses banlieues.

La première étude établie en 1967 par le district et servant de base aux schémas de structures incluait quatorze communes dans le périmètre de l'agglomération nouvelle avec une superficie totale de 9 281 hectares. Depuis, ces projets ont été revus à la

baïsse. Evry-Ville nouvelle compte désormais quatre communes (Evry, Courcouronnes, Bondoufle, Lisses) et s'étend sur une superficie de 2 025 hectares en tenant compte de quelques emprises sur les territoires de communes voisines telles Ris-Orangis ou Corbeil-Essonnes. Avec, en octobre 1984, 32 801 habitants, Evry était la cité la plus peuplée devant Bondoufle, 8 154, Courcouronnes, 6 528, tandis que Lisses se contentait de 5 272 habitants.

Si l'acte de naissance de la ville nouvelle a été publié en 1965, la construction d'Evry n'a réellement commencé qu'à la fin des années 1960. L'époque des grandes acquisitions foncières commence en 1967. Elle se terminera vers 1975. Les premiers immeubles s'élevaient vers 1970. « La phase » bétonneuse » caractérisée par le parc aux livres et sa dalle au-dessus de laquelle s'élevaient des bâtiments de haute taille. « C'était la période où il fallait construire pour répondre à la demande. C'était également celle où nous pensions qu'il fallait séparer les circulations et les organismes à

des niveaux différents », souligne Luc Thomas, un des architectes de l'atelier d'urbanisme.

Les cinq dernières années des années 70 voit une intensification du rythme. On construit annuelle-

ment 1 400 logements. Dans le cœur de la ville, toutefois, on change de style. C'est l'apparition des fameuses pyramides d'Evry, sorte de gros cubes multicolores posés pêle-mêle en face du centre commercial et de l'Agora. Parallèlement, les premiers programmes pavillonnaires sortent de terre à Courcouronnes et à Bondoufle.

(Lire la suite page 18.)

L'IMMEUBLE DE RÉFÉRENCE EN MATIÈRE DE STANDING A ÉVRY

CENTRAL PARK, FACE AU LAC DE LA PRÉFECTURE. SALLE DE BAINS (2 VASQUES). LUXUEUX AMÉNAGEMENT. TISSUS MURAUX DANS SÉJOUR ET ENTRÉE. TERRASSE PRIVATIVE. CHEMINÉE POSSIBLE AU DERNIER ÉTAGE. TÉLÉALARME ET PORTIER ÉLECTRONIQUE.



helvin france

Bureau de vente : ANGLE RD DE L'EUROPE/RUE MÉZÈRES. Mercredi, jeudi, vendredi, samedi, de 12 heures à 18 heures. Pour vous renseignements : 64-97-02-47

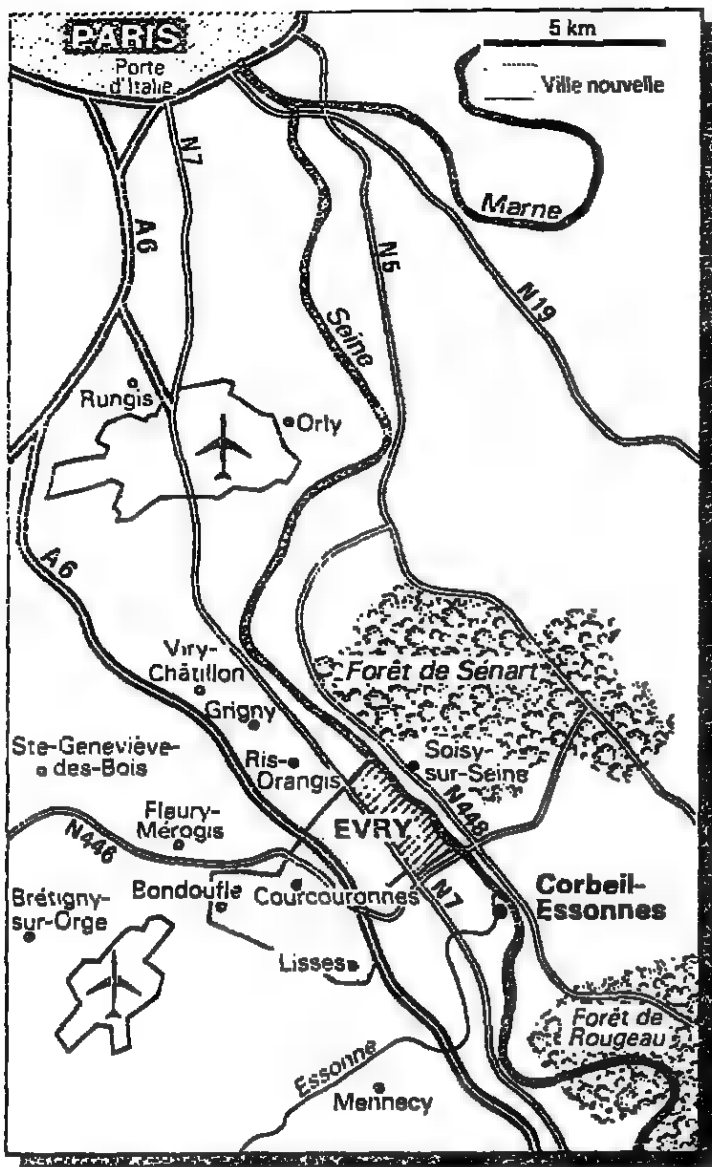


Responsables d'entreprise, propriétaires ou investisseurs, quel que soient vos besoins immobiliers, il existe une solution Auguste-Thouard. Auguste-Thouard c'est la compétence acquise

grâce à plus de 50 ans d'expérience et 25 implantations régionales. En vivant les marchés au quotidien, nous les maîtrisons mieux, pour mieux vous servir.

AUGUSTE-THOUARD & CONSEILS
IMMOBILIER D'ENTREPRISE
SUD Ile-de-France - Directeur associé: Jacques ROUVIERE
9, rue Georges-Huchon - 94300 VINCENNES
(1) 43 98 05 05

Quatre communes dans la même aventure



Les premières communes de la nouvelle d'Evry ont été Courcouronnes, Bondoufle, Lisses. Aujourd'hui, Evry est citée de 80 000 habitants, d'une agglomération de 250 000 habitants répartis sur une vingtaine de communes et la capitale du département de l'Essonne.

La commune est administrée par un syndicat composé de représentants des conseils municipaux et d'aménagement confié à un établissement public d'aménagement.

80 000 HABITANTS EN 1995

	Avant 1970	1986	Accroissement en 15 ans	Perspectives 1995
Population	8 000	58 000	+ 50 000	88 000
Emplois	1 500	33 000	+ 31 000	46 000
Nouveaux logements ..		20 000	+ 20 000	26 000

(Evolution de la population, des emplois et de la construction de logements dans l'agglomération d'Evry-Ville-Nouvelle (commune d'Evry, Courcouronnes, Bondoufle, Lisses).)

LES DEMEURES DU

PARC DES TOURELLES

Dans le Parc de l'ancien château des Tourelles, de nouvelles maisons de qualité sur 14 hectares boisés, à des prix qui vous séduiront. Venez vite nous rendre visite.

Bureau de vente ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14h à 19h. Samedi et dimanche de 10h à 12h30 et de 14h à 19h. Angle rue du Grippet et Chemin de Ris à Corbeil 91 - Vieux Evry. Tél. du bureau de : 60.78.56.45.

LA NOUVELLE DIMENSION

Entreprises de haute technologie, l'architecture évolue désormais au rythme de nos mutations.

Un programme locatif français d'envergure européenne vous offre les bâtiments de cette nouvelle génération.

L'espace souple, évolutif et modulaire est étudié pour vous donner la maîtrise de vos surfaces, équipements et aménagements.

Situé au centre du pôle technologique qu'est le Sud Parisien, avec 560 entreprises déjà installées dans un environnement immédiat, le Parc Tertiaire du Bois Briard accueillera, dès le 3^e trimestre 1997, ses prochains occupants.

LE PARC TERTIAIRE DU BOIS BRIARD

EVRY

AUGUSTE-THOUARD

17, rue d'Astorg - 75008 Paris
Tél. : 42.65.54.07
Contact : Robert Langlois

Un pionnier se souvient...

« C'est fantastique de construire une ville »

« **N**ON, nous n'avons jamais marché dans la boue, même au début ! » Les yeux flamboyants d'indignation, Dominique Planquette produit une photo à l'appui de son propos : la première sortie de la ville nouvelle en septembre 1972. On distingue un chemin piéton, mais la boue est bien présente. « Oui, bien sûr, il y avait tout autour, mais pas de pieds. Evidemment, ceux qui voulaient passer par des raccourcis, ceux-là paissaient. »

Dominique fait partie des pionniers qui, en 1972, se sont installés dans le premier quartier construit à Courcouronnes, l'un des cinq villages de la ville nouvelle. Mais son histoire d'amour avec la ville remonte plus loin. Très précisément à mai 1968. Pendant que les jeunes de son âge faisaient la révolution, Dominique, du service militaire, cherchait simplement du travail. « Je suis passé complètement à côté de mai 68. J'habitais Paris. Je voyais bien les barricades, les manifestations, mais je ne comprenais pas ce qui se passait. À un moment-là, j'ai répondu à une petite annonce cherchant un maquettiste pour la construction d'une ville nouvelle au sud de Paris. » Après un entretien avec un architecte dans un baraque de chantier au milieu des champs de blé, Dominique a été embauché.

La révélation vient progressivement. « Au début, je n'avais pas entendu parler des villes nouvelles. Mais, quelques mois, je suis rendu compte qu'il s'agissait d'un projet immense, fou, construire une ville en plein champ... Et là je me suis dit que ce n'était pas possible : on allait être construits, on prenait même pas de photos. Alors je me suis mis à travailler et je photographiais tout ce qui allait changer. Et plus ça allait, plus j'y passais du temps. Maintenant, j'ai toute une photothèque. Combien de photos ? Impossible à dire. En fait, cas, plusieurs milliers, constituant une véritable mémoire de la ville. »

Peu à peu, la ville commence à sortir de l'ombre. En 1972, alors que Courcouronnes ne compte que quelques centaines d'habitants, un millier de logements nouveaux ont été livrés en quelques mois. Dominique Planquette fait partie des premiers arrivés.

« Imaginez trois mille personnes qui s'installent en même temps, ce sont des problèmes. Nous étions de jeunes couples avec un ou deux enfants. En quelques

jours nous nous connaissions tous, ce qui n'arrive jamais dans une ville normale. Nous nous prêtions les outils, nous organisions les travaux et les gardes d'enfants en commun. »

Des municipalités débordées

Dès le départ, les équipements attendent les usagers : terrain de sport, maison du quartier, écoles... Mais il faut mettre sur pied leur utilisation et leur gestion. Apparaissent alors les associations culturelles, sportives, politiques, religieuses, les parents d'élèves. Ce puissant mouvement associatif, si caractéristique des villes nouvelles, permet aux personnalités de se révéler. C'est naturellement parmi ceux qui se recrutent les nouveaux conseillers municipaux. « La municipalité était complètement débordée, raconte Dominique. Les conseillers municipaux avaient juste le droit de parole, c'est tout. Ils ne pouvaient rien faire. Finalement, la jeune génération a pris la place des anciens conseil-

lers, de façon très naturelle, sans problème. »

Le quartier des Pyramides, dans la commune d'Evry, reproduit le même schéma dans les années 75-76. « Comme à Courcouronnes, les habitants les plus actifs ont complètement débordé la municipalité », dit Dominique Planquette. Pendant quelques années, c'est l'association des habitants qui gère les équipements, et la municipalité qui paye. Ça a changé lorsque les principaux leaders sont devenus les élus de la ville. « Ils ont géré les équipements de la ville. Aujourd'hui, c'est peut-être dans le quartier des Aunettes que se trouvent les futurs élus. »

Qui dit ville nouvelle dit nombreuse population d'enfants et de jeunes ou grands en place. Ici, les enfants vivent dans la ville, ils ne vont pas à l'école. Le service de la médaille est un service fabriqué pour la ville en ville : ils n'ont aucune notion du danger et ne peuvent pas être punis. »

Alors que les parents envisagent souvent de vivre leur retraite ailleurs, les jeunes veulent rester. C'est là que sont leurs racines. En nombre croissant, ils font leurs études sur place, dans un quartier de pointe pour lequel les débouchés professionnels existent dans la ville. Et un quartier de Courcouronnes, le Canal, ainsi habité par la première génération grandie en place par... les divorcés.

« On dit que c'est une ville sans histoire ? s'interroge Dominique Planquette. C'est sûrement vrai. Mais c'est aussi qui la fait vivre. Ma voisine participe à cinq associations bénévoles à la grande fête du Lac. Elle m'a dit : « C'est fabuleux, j'ai l'impression de créer la première histoire du lac. » C'est vrai. C'est fantastique de construire sa ville. Ce n'est pas donné à tout le monde. Aujourd'hui, je photographie le boulevard de l'Europe. Il n'y a rien. Dans vingt ans, ce sera incroyable, il y aura une véritable voûte d'arbres. Il faut laisser du temps à cette ville pour se faire. »

MARTINE KIS.

Le béton prend de l'âge

(Suite de la page 17.)

Entre 1980 et 1984, la progression boulimique de la ville nouvelle marque le pas. Cette époque correspond à l'apparition de nouvelles demandes, explique Michel Colot, le directeur de l'Épervy, l'établissement public d'aménagement. « On veut se donner le droit de parole à des programmes qui correspondent plus aux besoins exprimés par la population. » Dans ces cinq années, les loges, les Épiettes et les opérations d'habitat individuel de Lisses viennent rejoindre les programmes. Ces nouvelles réalisations confirment l'évolution amorcée vers une urbanisation moins dense. C'est également l'époque où se crée un atelier populaire de réflexion qui va permettre à une petite poignée d'Épervyens à participer à la conception du quartier des Aunettes, actuellement en cours d'achèvement.

Même si l'aventure de l'atelier populaire est un épiphénomène, il témoigne cependant d'un fait nouveau. « D'abord, on s'installe à Evry pour y trouver un logement, ensuite on choisit son quartier pour y vivre », résume Jacques Guyard député et maire PS d'Evry.

Ce nouveau comportement influe sur les réalisations en cours et les projets. Si l'on entend maintenant un équilibre entre les logements locatifs et ceux en accession à la propriété (respectivement 48,2 % contre 51,8 % du parc en 1984), on envisage aussi d'étendre l'habitat individuel. Au 31 décembre 1984, celui-ci ne représentait que 22,6 % des 18 978 logements mis en chantier. Aménageurs et élus s'intéressent aussi à une mixité de hauts revenus. « Il n'y a presque pas de cadres supérieurs en ville nou-

velle », observe Roland Olivier, conseiller général RPR d'Evry Nord. Sans partager les mêmes conceptions politiques, Jacques Guyard l'a également noté. « La plupart des cadres travaillant dans nos parcs industriels ne logent pas sur place faute de réalisation correspondant à leur armature », souligne-t-il. Ce handicap devrait être comblé. Un premier immeuble baptisé « central parc » est déjà en construction dans l'Agora et la préfecture.

Lourdes dettes

L'apport de foyers disposant de solides moyens financiers ne fera pas de mal à des finances locales malmenées. Contraintes de l'équipement, les villes nouvelles ont beaucoup emprunté. Un bon exemple : le scolaire. 37 % de la population de l'Épervy de la ville nouvelle a moins de dix-neuf ans. Pour elle, il faut construire et équiper : écoles, lycées, collèges, crèches, équipements sportifs. Si l'on reconnaît que les besoins sont bien couverts, il doit admettre que c'est au prix d'un effort financier exceptionnel. Or les emprunts contractés il y a encore peu, quand l'inflation était forte, deviennent de plus en plus pesants aujourd'hui, alors que la flambée des prix est en partie jugulée.

Le service de la dette représente déjà un tiers du budget de fonctionnement du Syndicat d'agglomération nouvelle, alors qu'il n'était que de 20 à 30 % par an. Il existe un risque sérieux d'asphyxie. C'est pour cela que Jacques Guyard, comme beaucoup de ses collègues des villes nouvelles, a demandé au gouvernement l'adoption de techniques permettant de retrouver l'équilibre financier.

Sur les quatre bras qui composent son territoire et qui inspirent son logo, Evry en a déjà terminé deux. Les opérations à venir viseront trois objectifs : la remodelage et la rénovation des secteurs anciens du centre (Agora, gare centrale), l'engagement de nouveaux programmes dans les zones d'habitat existant et enfin le redéploiement du centre vers des sites nouveaux au sud-est. L'actuelle partie agglomérée du cœur (bois sauvage, canal, etc.). Parallèlement, on continuera d'urbaniser Bondoufle et Courcouronnes et surtout Lisses.

En 1990, quand normalement la mission de l'établissement public d'aménagement, l'agglomération disposera d'environ 26 000 logements. Forte dans le centre, la densité urbaine diminuera au doublement de quartier par quartier, à mesure que l'on s'éloignera du pôle central. Avec ses infrastructures, ses équipements (sociaux, éducatifs, culturels, sportifs), son nombre d'emplois locaux, Evry disposera de tous les éléments pour fixer sa population. Car sans l'attachement que les habitants lui portent il n'est pas de vraie ville.

PATRICK DESAVIE.

Menace de sécession

La commune de Bondoufle, une ville nouvelle, a été créée il y a 10 ans. Elle a été aménagée par le Syndicat d'agglomération nouvelle d'Evry. Les aménageurs de la ville nouvelle ne pouvaient pas prévoir que la commune de Bondoufle, prise dans le tourbillon de l'agglomération, se trouverait en situation de sécession. En 1973, le Conseil d'État obligeait le Syndicat d'agglomération nouvelle de Bondoufle, Courcouronnes et Evry, à intégrer la commune de Bondoufle.

Depuis, c'est la guerre. Lisses persiste à vouloir se retirer, même si son maire, le communiste Jean-Pierre Vervant, ne fait pas l'unanimité des administrateurs du Syndicat (1). En 1987, pourtant, le del s'était levé pour la commune de Lisses. La loi sur la réforme du statut des villes nouvelles prévoyait une possibilité de sécession honnête et négociable. Lisses et Bondoufle (qui avaient déjà que c'était une habitude signifiée dans les formes légales par la loi de 1973) ont refusé, hélas ! à l'issue d'un processus politique, inévitablement juridique, les propositions de sécession.

Aujourd'hui, si Lisses ne croit plus guère en son avenir, elle ne reprendra sa liberté, elle n'en continuera pas à se retirer. Les principales communes de l'Épervy (établissement public d'aménagement) qui souhaitent y exercer les opérations d'urbanisation. Avec 5 000 habitants environ, Lisses est une commune à point d'équilibre. « En fait, ces projets n'ont qu'une justification : c'est de nous imposer une population venue d'ailleurs. » Et de cela, la municipalité de Lisses ne veut pas.

P. D.

(1) La commune de Bondoufle a été modifiée par une municipalité modérée ; les communes de Courcouronnes et d'Evry, par des municipalités socialistes.

مركز من راحل

Comment attirer et retenir les technologies de pointe ?

P. D.

La vocation de la ville n'est apparue qu'au cours de son

DOMINANTE I

Parallèlement, on voit s'installer des PME ■ services ■ des PMI, ■ ATI, qui fabriquent des composants passifs ■ des

■ plus, s'y appuie ■
■ deux ■ factus. Le pre-
mier tient dans ■ inclusion dans
le périmètre ■ la cité scientifique
île-de-France Sud ■ côtes
CEA de Saclay, du CNRS,
SUELEC, Polytechnique, etc.
■ formations locales. S'y est
battue pour obtenir des établisse-
ments dont l'enseignement débou-
che sur ■ emplois sur place.
Citons l'Institut national ■
■ ■ ■ ■ ■
d'études supérieures industrielles
■ ■ ■ ■ ■
■ ■ ■ le département génie
mécanique et productive ■
■ l'UT de Yvetot, rattaché à Paris-
XII. On peut ■ citer la lycé-
des Loges, qui met en place des
formations d'un niveau moins
élevé mais ■ moins indispen-
sables pour répondre à la demande.

P. D.

L'action de l'ADECIR se caractérise par la mise à disposition de services adhérents et très nombreux. Les informations, pour l'organisation de la formation et le suivi des productions, sont participatives. Elle participe à l'élaboration d'un plan productif en fonction des besoins de l'entreprise. Depuis le début de l'année, elle propose également des services d'équipement de CAO, de robotique, de mesure, de soudage, etc. Elle est également soumise à des contraintes.

La dominante «informatique» n'exclut pas une forte représentation industrielle dans ■ industries mécaniques et aussi dans ■ industries alimentaires et l'imprimerie-édition (dans le prolongement de ■ tradition de Corbeil). Le rôle de capitale ■ et de centre de services ■ entreprises ■ également bien marqué (21 % des emplois).

La dominante «informatique» n'exclut pas une forte représentation industrielle dans ■ industries mécaniques et aussi dans ■ industries alimentaires et l'imprimerie-édition (dans le prolongement de ■ tradition de Corbeil). Le rôle de capitale ■ et de centre de services ■ entreprises ■ également bien marqué (21 % des emplois).

**HELVY
VILLE
D'ACTION**

3.300 lycéens ; 2.400 étudiants
en IUT et Grandes Écoles.

POUR LES BESOINS DE L'ÂME

Un évêque aménageur

Mgr Herbulot s'installe dans le centre

UN jeune cadre habitant les Pyramides croise un jour un prêtre, petite croix au revers du veston gris. Son expression de surprise en dit long : « Mon Père, cela fait neuf mois que je suis à la ville nouvelle. Je n'y ai pas encore un seul prêtre, ni une seule messe ».

Cette histoire est vraie. Le prêtre n'est autre que Mgr Guy Herbulot, évêque du diocèse de Corbeil, installé depuis peu - le 15 avril 1984 - au centre-ville d'Evry. Entre son évêché et la ville d'Evry-Courcouronnes, s'étend un terrain vague. Là, dans deux ans, une église sortira de terre.

Dès 1968, M. Paul Delouvrier, père des villes nouvelles, est chargé de mission auprès des responsables religieux de la question des lieux de culte. Ils étaient prêts à favoriser le financement de ce qui, à l'image de la préfecture venue s'installer à Evry, aurait été la « cathédrale » du diocèse. Mais 1968, c'est pour l'Eglise le creux de la vague. La peur, dans le clergé et pour une partie des laïcs, d'une « visibilité » trop grande et d'une collaboration trop étroite avec les pouvoirs publics l'a emporté. La cathédrale est restée dans les cartons (1).

Près de vingt ans après, la ville a poussé. Les habitants sont arrivés. Mais les catholiques ne disposent que d'une chapelle de trois cents places, Notre-Dame de l'Espérance, très excentrée, des églises de paroisses périphériques (Lisses, Bondoufle, Courcouronnes, Evry-village) et d'un petit local dans le quartier des Pyramides pour des activités de catéchisme et de mouvements. Les protestants ne sont guère mieux lotis.

Cette absence de signes religieux dans la ville nouvelle, dit Mgr Herbulot, équivaut pour l'homme qui l'habite à une vraie mutilation. Les urbanistes et les architectes l'ont eux-mêmes si bien compris qu'ils ont ouvert, à quelques dizaines de mètres de l'agora, un petit espace de jardin clos, dont ils ont voulu faire « un lieu de respiration, de recueillement, à destination typiquement religieuse ». Les responsables des églises ont été associés à ce projet, minime dans sa réalisation, mais grand par sa signification.

Des discussions sont engagées avec les élus locaux, régionaux, les services de la préfecture et même ceux du ministère de la culture. Tous ont pris acte de la nécessité de « signes religieux » dans la ville nouvelle, mais des hésitations demeurent sur le moyen de les rendre concrets. Hors la contribution des fidèles, personne ne sait encore comment sera financée la prochaine église du centre.

L'évêque n'a pas attendu pour transférer sa maison diocésaine de Saint-Germain-lès-Corbeil au cœur du nouvel ensemble d'Evry, afin d'y manifester la volonté de présence de l'Eglise. C'est en

Ce supplément dont la coordination a été assurée par Jacques-François SIMON, a été réalisé par Daniel DURAND. Prospection commerciale : Gérard BELLO.

1980, deux ans seulement après son arrivée dans le diocèse, qu'il conçoit son projet de « démenagement ». Saint-Germain est à la campagne, en décalage avec l'image d'un diocèse très urbanisé où neuf cent mille personnes vivent sur un tiers du territoire. « Ce n'était pas un lieu de vie et de passage », dit Mgr Herbulot. L'opération de revente, d'achat du terrain à Evry et de construction a été financièrement blanche. L'on tient compte d'une aide des Chantiers du cardinal.

Demain un monastère

Ce n'est pas lui qui a demandé de baptiser la rue du nouvel évêché du nom de Mgr Oscar Romero. Elle devait d'ailleurs tout simplement s'appeler rue Blaise-Pascal prolongée. C'est un comité d'émigrés salvadoriens qui a proposé au maire le nom de l'archevêque de San-Salvador, assassiné en 1983. Mais Mgr Herbulot, proche des milieux populaires, ancien président de la commission épiscopale française du monde ouvrier, a refusé, bien au contraire, un tel patronyme.

Son évêché, il a voulu se faire la « maison du peuple de Dieu ». Les vitraux de sa chapelle laissent

passer les reflets des grandes tours. Son bureau est ouvert sur les chantiers du centre-ville. C'est à la maison diocésaine que se réunissent les animateurs de la catéchèse, des aumôneries et des mouvements, les responsables des vocations ou de la formation des laïcs, sans compter tous les services d'administration du diocèse.

Un évêché dans la ville. Les immeubles voisins déjà construits sont ceux d'un institut universitaire de technologie et de l'Ecole nationale de musique. En juillet prochain, sera donné le premier coup de pioche d'un monastère qui abritera des religieux actuellement installés à Soisy-sur-Seine. Elles aussi ont voulu quitter la campagne pour créer à la ville, disent-elles, « un signe de contemplation et un espace de prière ». Un jour enfin, la ville nouvelle aura une âme...

HENRI TINCO.

(1) Président du Conseil d'Ile-de-France, Michel Ulmann a déclaré dans *Présence et dialogue* (n° 361, décembre 1984) : « Le problème des lieux de culte dans les villes nouvelles est un vrai problème. Mais il faut dire que l'intention d'un favoriser la construction d'églises n'est pas une intention interne à l'administration civile. On aurait pu les construire, s'il n'y avait pas eu également des résistances extérieures sur lesquelles je n'ai pas à me

Mosquée en chantier

Un lieu de prière et un ensemble culturel

NON loin du siège de l'évêché de Corbeil, installé à Evry, commence à sortir de terre un « centre culturel islamique », autrement dit une mosquée. Bel exemple de coexistence dans une ville qui accueille aussi des juifs, des mormons, des adventistes. Mais, en attendant la construction hypothétique de la cathédrale, ce sont les musulmans qui montrent le plus grand dynamisme, et le plus d'ambition.

Il y a une carence dramatique de mosquées en France », selon Jacob Roty, président de la Fédération nationale des musulmans de France. La naissance d'une nouvelle mosquée est donc un événement suffisamment important pour qu'on s'y attarde.

A l'origine du projet, on trouve une heureuse conjonction de bonnes volontés : celle de l'établissement public, l'Epévy, et des élus locaux attachés à l'image de tolérance de la ville nouvelle ; celle des musulmans eux-mêmes, qui, simplement, recherchent un lieu de prière, comprenant qu'ils ont la possibilité de mener à bien une œuvre de bien grande envergure. En 1981, se constitue donc l'Association culturelle des musulmans d'Ile-

de-France, dont le but est de construire un centre culturel.

La première tâche de l'association est de collecter les fonds nécessaires à l'acquisition du terrain. C'est fait en 1982, grâce aux dons des fidèles, mais surtout grâce à l'aide des émirats et, en particulier, d'hommes d'affaires d'Arabie saoudite. En octobre 1984, une grande fête est organisée au moment de la pose de la première pierre, et les travaux peuvent débuter.

Le projet prévoit la construction d'une salle de prière de 700 places, d'une école, de bureaux, ainsi qu'un ensemble culturel avec salle de conférence et bibliothèque. La mosquée comportera un minaret, mais son architecture n'essiera pas de pasticher un style oriental. Au contraire, l'ensemble cherchera à s'intégrer le plus discrètement possible à son environnement. Ce parti pris correspond à la volonté des promoteurs. « Le centre culturel islamique doit être un lieu d'épanouissement, d'échange, de dialogue et non de renfermement sur nous-mêmes », explique Kharil Merroun, président fondateur de l'Association des musulmans

d'Ile-de-France. « La mosquée répondra aux besoins des pratiquants de tout le département, et peut-être même de la région. Comme le maximum d'activité aura lieu le vendredi à 14 heures, nous ne dérangerons pas le voisinage », ajoute Kharil Merroun.

La véritable image de l'islam

L'espoir commun de Kharil Merroun et de Jacob Roty est que le centre culturel permettra aux musulmans de mieux connaître l'islam véritable, de façon à en donner une meilleure image au monde environnant. On assiste à une prise de conscience islamique depuis environ dix ans, selon Jacob Roty. Ce fait n'a d'ailleurs rien à voir avec un retour à l'islamisme, étranger à la tradition de l'islam en France, majoritairement sunnite. « Une mosquée est un enseignement coranique sous l'enseignement des immigrants, le plus souvent de souche rurale, et qui ne savent pas transmettre la religion et la culture à leurs enfants. La mosquée leur donne des principes d'islam. C'est pourquoi on peut dire : une mosquée est une prison fermée », explique Jacob Roty.

Tout se passerait donc sans problème pour la mosquée d'Evry ? Ce serait trop simple. Il semble que les élus locaux, surpris par l'ampleur du projet, l'aient senti leur échapper. D'où le souhait de le réduire. La superficie du terrain est amputée de la moitié. En fera les frais la partie culturelle des musulmans, bibliothèque, salle de conférence, celle sur laquelle comptait justement l'Association pour une ouverture au monde non musulman.

La communauté musulmane elle-même, ou plutôt ses institutions, ne semble pas unie à propos de la mosquée d'Evry. La Mosquée de Paris voit avec un certain déplaisir cette future concurrente. L'Association des musulmans d'Ile-de-France fait partie de la Fédération nationale des musulmans de France, dont la Mosquée de Paris avait essayé d'empêcher la création en 1985. C'est de là que viendraient des rumeurs de mainmise intégriste sur la mosquée d'Evry.

Kharil Merroun est malgré tout optimiste. Même s'il doit être réduit, le projet se réalisera dans son intégralité : trop de volontés s'y sont engagées, selon lui. Dans l'immédiat, le souci est plutôt financier : la chute de leur revenus pétroliers se répercute sur les dons des émirats à la mosquée : grande cause, petits effets.

M. K.

Agora : le croiseur ensablé

Ce devait être le cœur de la ville, ce n'est encore qu'un bâtiment

EN 1975 : inauguration en présence d'une foule énorme de l'Agora, le cœur de la ville nouvelle et du centre commercial. Tous les espoirs sont permis. Selon le rêve de ses concepteurs, cet immense bâtiment associe tout ce qui fait la vie d'une ville : salles de sport, commerces, centre ANPE, piscine... Le bâtiment donner une âme à la ville nouvelle, mais aussi servir de catalyseur à la vie sociale et culturelle de toute une vaste région.

1986 : un « camembert » monopolise le centre la Grand-place de l'Agora, qui sert de centre d'information, de service de ventes de billets et d'accueil de la presse, qui se fait plutôt remarquer par son absence. Le nombre de spectateurs fréquentant l'Hexagone, la grande salle de spectacles, est pratiquement en chute libre. Les déambulateurs traînent autour de l'ANPE et du fast food qui a remplacé le restaurant gastronomique.

J'ai conçu un sous-marin. On va l'utiliser comme un volier », prophétise le scénographe Igor Hilbert, le scénographe de l'Hexagone. Il pensait essentiellement aux possibilités techniques de sa salle. Il ne se trompait pas : les sous-marinistes de la salle, prévus pour s'ouvrir sur la place, n'ont jamais été abattus. Avec la prochaine construction d'une véritable

entrée de théâtre, avec foyer, on sera définitivement impossible. Mais l'image du sous-marin est valable pour l'ensemble de l'Agora.

Pratiquement dès le début, les élus locaux ont effrayés par l'ampleur des équipements à gérer. Il est difficile, lorsque l'on est élu d'une commune, de maîtriser le développement d'un pôle d'attraction destiné à toute une région, et qui, de plus, coûte cher. Les maisons de quartier et la maison pour tous sont privilégiées, aux dépens de l'Agora. Le centre commercial est bien régional. L'Agora, elle, attire à peine les habitants de la ville nouvelle.

Les moyens pourtant existaient. Une régie personnalisée permettait une assez grande liberté de manœuvre. La zone de chalandise du centre commercial qui lui est accolé touche quatre cent mille personnes qui devraient constituer un public potentiel pour bon nombre d'activités. Mais la plupart des clients du centre ne savent même pas qu'ils passent à l'Hexagone, rebuts par une programmation privilégiant la danse contemporaine, fréquentant plutôt le centre culturel Pablo-Neruda de Corbeil ou les cinémas de Rio-Orange.

Cette désaffection est associée à une méconnaissance du rôle réel de l'Agora et à l'image très négative

que l'on en a. Alors qu'elle est un ensemble de services et d'équipements, pour les nombreux habitants de la ville, « Agora » cela signifie aussi bien l'ennemi que la ville qui simplement la grande salle des Arènes (trois mille places), qui peut accueillir des manifestations sportives. Mais tous la considèrent comme un endroit sale et peu sûr.

Les chiffres de la police montrent qu'il existe bien ici un problème d'insécurité, mais comment éviter les vols à l'arraché dans un lieu fréquenté par des milliers de personnes et, de toute façon, l'Agora n'est pas encore le Forum des Halles.

La régie correspondait institutionnellement au rêve d'origine : une structure englobant tous les aspects de la vie. Depuis le début de l'année, le rêve est fini, et l'éclatement de l'ensemble est en cours. Le secteur culturel est pris en charge par un CAC (centre d'action culturelle), dont la mission est de donner une dimension nationale à l'ensemble. Mais, dans l'immédiat, il s'agit surtout de revitaliser la programmation et de faire revivre le public. Le Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) a les grands équipements : Arènes, patinoire, piscine. La ville d'Evry reprend à sa charge ce qui est plus strictement communal (crèche, PMI, planning familial). Une

société d'économie mixte permettra peut-être de replacer certains de ces éléments dans un ensemble plus vaste. De cette façon, la collectivité locale, impliquée plus directement qu'auparavant dans la gestion de l'ensemble, s'y intéressera peut-être davantage. Cela sera-t-il suffisant pour que le sous-marin prenne enfin la pleine mer ?

M. K.

Un lieu à tout faire

Sur 44 000 mètres carrés de planchers, l'Agora intègre équipements privés et publics :

- 3 salles : le Studio (250 places), l'Hexagone (800 places), les Arènes (2 500 à 3 000 places).
- Bibliothèque, discothèque et galerie de prêt.
- 5 salles de cinéma.
- Restauration commerciale.
- Plusieurs centres d'information : centre d'information et d'orientation, mission d'éducation permanente, centre d'information et de documentation jeunesse Escorne, etc.
- Siège local de l'ANPE.
- Centre sanitaire social : crèches, PMI, centre de planification.
- Piscine, patinoire.

LOGICIELS POUR PROFESSIONS JURIDIQUES JUDICIAIRES ET COMPTABLES 88-36-75-44 pour information

VOTRE ÉTABLISSEMENT FINANCIER

Caisse d'Epargne Ecureuil Evry-Corbeil
Tél. : 64 97 27 27

61 AGENCES A VOTRE SERVICE

L'AMI FINANCIER
Caisse d'Epargne Ecureuil

BUREAUX-LOGEMENTS

ENTREPOTS
LOCAUX COMMERCIAUX

COMMERCIALISATION
ET GÉRANCE

BOURDAIS EVRY

Immeuble AZUR 4 bd de l'Europe
P 133 - 91004 Evry Cedex
01.75.30.50/25.01

مركزنا من الاصل

Le Monde DES LIVRES

Sortilèges de la littérature

Un inédit d'Alexandre Vialatte nous fait pénétrer dans l'intimité de cet équilibriste cocasse et angoissé.

LES MAÎTRES de la littérature sont célèbres, redoutables. Il existe tout un petit commerce de l'édition qui fait du beurre en exhumant du plus profond des tiroirs les livres de comptes de Marcel Proust, les tables de records des exploits olympiques de Paul Léautaud ou les griffonnages infantiles et dissertatoires de l'élève Gide. Tous textes qui peuvent certes attirer l'attention des archéologues du talent, des indicateurs biographiques ou des apôtres de la psychanalyse, mais qui ne présentent que rarement pour les lecteurs que nous sommes d'autre intérêt que de nous permettre de constater que tel ou tel écrivain a écrit.

Un salut ultime et douloureux

Le livre a été écrit, nous dit-il, sans scandale, sans malice, sans aucune intention de faire scandale. C'est un roman, un essai, un recueil de poèmes que l'on avait caché là pour mille raisons possibles. Dans le cas de la *Maison du joueur de flûte*, la raison saute aux yeux : il s'agit d'un écrit intime. Les deux tomes sont à prendre en cause : entendez qu'il s'agit véritablement d'un écrit, d'un texte soigneusement mis au point, travaillé sans hâte, enrichi de toutes les couleurs et de toutes les nuances d'une imagination serrée et vagabonde, construit selon une logique absolument rigoureuse qui ménage les progressions, superpose les tons - de la caresse à la plongée tragique - pondère les paradoxes de manière qu'ils libèrent, et dispense son flot d'images sans autres intentions que de générer.

Il s'agit d'un texte dans lequel Alexandre Vialatte se livre, beaucoup plus qu'il ne l'a jamais fait ni qu'il ne le fera jamais, d'un livre comme il en a écrit, d'un livre à haute voix, pour soi-même, dans un moment de doute et de détresse, quand il importe de faire le point, de repérer ses bouées, de faire le ménage dans ses pensées et dans ses chimères. Et c'est probablement par là même, parce qu'il pensait, l'Anvergnat aigu et rêveur, que le spectacle de ses angoisses n'intéressait pas ses lecteurs, qu'il s'est décidé à ranger ce récit, trop objectivement littéraire pour être détruit et trop subjectivement douloureux pour être publié. L'édition de la *Maison du joueur de flûte* est évidemment une manifestation supplémentaire de la grandeur d'Allah.

PIERRE LEPAPE.
(Lire la suite page 24.)

* LA MAISON DU JOUEUR DE FLÛTE, d'Alexandre Vialatte, Arléa-Les Fruits du Congo (8, rue de l'Odéon, 75006 Paris), 170 p., 69 F.

(1) Gallimard.



BERNARD CLARY

L'inspecteur Sciascia

L'écrivain italien mène l'enquête sur les faits divers du passé.

AVOIR l'âme d'un fureteur, c'est se promener partout en gardant toujours l'espoir d'une découverte. N'oublions pas que, en latin, *fur* veut dire voleur. Le fureteur, c'est un voleur de secrets. Voilà qui définit Leonardo Sciascia lorsqu'on le suit dans ses *Petites chroniques*. « Les petits faits vrais du passé », écrit-il, *ceux que les chroniqueurs relatent avec imprécision ou réticence, et que négligent les historiens, ouvrent parfois dans nos temps, dans mes journées, quelque chose qui s'apparente à des vacances*. Quand, fouillant dans les archives, dépliant les anciens ou les vieilles correspondances, il trouve de l'imprécision et de la réticence, l'inspecteur Sciascia mène l'enquête. C'est l'un de ses meilleurs « diversissements ».

Résultat de ses recherches, le présent recueil nous entraîne dans les histoires les plus diverses : un meurtre à Palerme en 1613 ; le mystérieux voyage de Mata Hari qui, après son « triomphe » aux Folies-Bergère, au cours de l'été 1917, est venue se prostituer, ou plutôt se prostituer, un « petit café » de cette même ville ; le portrait d'un marquis dévot du XVIII^e siècle, qui

De l'arsenic pour les maris

Leonardo Sciascia nous fait comprendre que les apparences des événements sont le plus souvent trompeuses, et que rien, jamais, n'est évident. Il nous montre, en même temps, quel est le bon usage de la curiosité, sinon de l'indiscrétion. Mais le charme de ces *Petites chroniques* vient aussi de leurs constantes digressions, de toutes les pensées filandres qu'elles suscitent chez leur lecteur. Ainsi, à travers l'extrait d'une lettre de Marinella, nous

découvrons qu'Henri Beyle, passionné par les faits divers autant que Leonardo Sciascia, avait réussi à faire « copier au Vatican, dans les archives, quatre volumes in-folio manuscrits, l'analyse d'un nombre de procès célèbres ou d'aventures scandaleuses (...) ». Quatorze volumes, rien de moins !

Ainsi, encore, nous apprendrons qu'en Sicile les femmes se servaient de l'arsenic pour tuer leurs époux, et du sublime corrélatif lorsqu'elles voulaient se donner la mort. Chaque poison avait un emploi si précis que l'arsenic était

appelé « tue-maris », « comme si son fatal pouvoir n'avait d'efficacité que sur les maris », mêlé, de manière alchimique, à la haine, que ressentaient les épouses. Quant au sublime corrélatif, destiné à celles qui désiraient abréger leurs infortunes, il qu'il porte n'en finit pas de dérouter nos imaginations.

Au passage, on aura retenu ce mot de Sciascia : « Quand je veux lire un roman, je l'écris ». De quoi méditer longuement sur les bénéfices ou les maléfices de la littérature lorsqu'on la fait soi-

Cependant, l'auteur de ces *Chroniques* s'attarde sur d'autres choses. Il s'intéresse particulièrement à deux figures opposées, mais semblables : l'orthodoxe et l'hérétique. « L'intimité des fanatiques entre eux est (...) un effet miroir », dit-il. Comme celle de l'animal qui se voit dans sa propre image dans la glace, et l'agresse. Chez les fanatiques, « l'horreur soi » se méprend sur elle-même, et s'interprète comme une « horreur des autres » : c'est trop souvent, trop cruellement vrai pour que l'on ne célèbre pas les vertus de la cure d'ironie.

FRANÇOIS BOTT.

* PETITES CHRONIQUES, de Leonardo Sciascia, traduit de l'italien par Jean-Noël Schifano et Bertrand Viaggi, Fayard, 160 p., 79 F.
- Le même éditeur publie *CEI* de chère, un volume où Leonardo Sciascia a rassemblé et commenté « les mots, les expressions, les proverbes et les bouts rimés de l'arabesque », son village natal, près d'Agrigente. Traduction de Maurice Darnon, 168 p., 79 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

Un captif amoureux, de Jean Genet

Le théâtre des opérations

GENET est mort le 13 avril dernier. Il venait de remettre à Gallimard le livre que voici. Il y travaillait depuis plusieurs années. Il y attachait du prix. Ce n'était pas, comme pour les écrivains ordinaires, un livre de plus, ni même le « dernier », paré de solennités testamentaires. — encore que Genet ne doutât pas de sa fin prochaine. C'était l'alternative du silence où il s'était tenu depuis vingt ans. Il y avait du *Rimbaud d'Abysmal*, dans ce mutisme délibéré. Genet l'a assez dit, notamment dans l'introduction que *Témoins* va bientôt diffuser en vidéo-cassette et dont nous avons reproduit des extraits (*Le Monde* du 20 avril 1986) : puisqu'il « écrivait et pour sortir de prison », il n'avait plus, une fois libre, de raisons d'écrire.

Est-ce pour des motifs politiques que Genet a rompu le silence au seuil de la mort ? On risque de le croire. L'essentiel d'*Un captif amoureux* est constitué par des témoignages et des réflexions sur les combattants palestiniens. Vers 1970, Genet a séjourné dans des camps de fedayins, à Ajloun, Zarka, Baqa, ailleurs. Parti pour quelques semaines, il est resté près de deux ans. Il y est retourné en 1982. C'est alors, après les massacres de Sabra et Chatila, que des responsables de l'OLP l'ont invité à « écrire un livre » sur ce qu'il avait vu. De ce jour, et jusqu'à quelques semaines de sa mort, l'écrivain des temps de baigne a retrouvé envie et besoin de s'exprimer.

MAIS ce n'était pas par adhésion à la cause des combattants ottoyés, moins encore par esprit partisan d'aide idéologique, disposition qu'il a toujours moquée, et exclue pour son compte. Il y insiste tout au long de ses voyages : sans aller jusqu'à trahir la révolution palestinienne, — quoique la « griserie de la trahison » dépasse et éclaire, selon lui, toutes les voluptés, Genet ne prétend pas informer. Il sait qu'un « livre de souvenirs est aussi peu vrai qu'un roman ». Les choses qu'il raconte,

les scènes qu'il évoque « arranger », n'ont de réalité que dans le temps où il les a vues, et compte tenu de son point de vue, qu'il est candide et singulier.

Il entre dans sa sympathie pour la cause palestinienne moins de logique politique qu'un ensemble d'élans irrationnels, sensuels, poétiques. S'il se réconcilie, à cette occasion, avec le vocabulaire des valeurs patriotiques et guerrières qu'il avait rejeté rageusement pour ce qui concernait la France — héros, martyr, courage, etc., — c'est qu'une véritable écriture guide ses réflexes. Il trouve de la beauté — une beauté proche de celle qui le hantait comme hors-la-loi français de droit commun — dans un combat où n'existe d'autre alternative que la victoire ou la mort, et dont les acteurs connaissent le maximum d'opprobre à travers le monde.

Capital, l'opprobre, chez un poète de l'infamie revendiquée, glorificatrice ! Plus décisif encore : la révolution sur terre est « médiatisée » au point de ne plus exister — dehors de la peur qu'elle inspire, n'est-ce pas, pour un dramaturge, l'exact équivalent, en vraie grandeur, du phénomène théâtral ? Ne dit-on pas : « le théâtre des opérations » ? Les héros n'ont-ils pas toujours tiré plus de prestige de la réussite des hommages que de l'immensité des conquêtes ?

DONC, loin des raisonnements ordonnés et des débats de bonne foi ! Genet a cette image péremptoire : il accueille les révoltes comme « une oreille musicienne reconnaît la note juste ». Dans cette « justesse », le faux joue son rôle. Genet aime, par exemple, que les combattants, interdits de jeux comme au temps où il faisait son service militaire sous Gouraud, du côté de Damas, mimant d'interminables parties avec des cartes imaginaires. Tout Genet est dans ces simulacres plus significatifs que la réalité.

(Lire la suite page 24.)



Manifeste archaïque

Français, encore un effort pour être vraiment modernes : appuyez-vous sur l'archaïque pour le passage à l'an 2000.

« archaïque : permanent, solide, durable ; authentique, original »

GRASSI

Collection « Figures » dirigée par Bernard-Henri Lévy

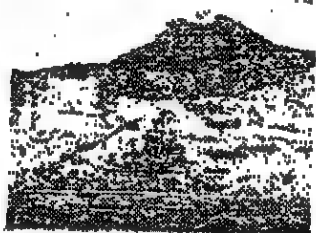
LOGEMENTS
POTS
COMMERCIAUX
REALISATION
ANCE

42, rue de la République
06 79 30 39 22

L'AVENTURE DE L'HISTOIRE C'EST AUSSI L'AVENTURE DANS L'HISTOIRE

L'HOMME ET L'ÉVÉNEMENT

Ivan Cloulas



Charles VIII et le mirage italien

albin michel

Dans une nouvelle collection L'HOMME ET L'ÉVÉNEMENT

RÉGINE PERNOUD
Saint-Louis et le crépuscule de la féodalité.

ROBERT TURCAN
Héliogabale et le sacre du soleil.

PHILIPPE MASSON
Les naufrageurs du Lusitania et la guerre de l'ombre.

L'HISTOIRE CHEZ ALBIN MICHEL

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

SCIENCES

Comprendre

la Terre

Tournesol ou Nimbus ? Fonctionnaire ou explorateur ? C'est l'homme ou le maniaque dangereux ? Ceux qui n'appartiennent pas au sérail voient souvent mal quelle est la vie d'un chercheur. Le livre de Xavier Le Pichon, *Kaiko, voyage aux extrémités de la mer*, permet au grand public de comprendre ce qu'est la recherche, au moins dans un domaine, les sciences de la Terre.

L'histoire d'une idée inattendue, l'exploration scientifique avec les collègues, confrontation intérieure avec les faits et les modèles, abandon d'une hypothèse, adhésion à une théorie jusqu'à combattre. Le tableau de la vie d'un chercheur est bien dans le livre. Y sont aussi les nuits de travail, la mise au point de programmes internationaux, les heures d'ordinateur, le travail à la mer, les journées passées à rassembler et à assembler une équipe de scientifiques étonnants. Le moment ? La période 1963-1967, qui vit naître la géologie marine, une révolution dans les sciences de la Terre. Planète jusqu'alors quasiment morte, la Terre est redevenue vivante, et la clé des mécanismes globaux réglant notre vie doit être cherchée sous les océans.

Comprendre la Terre a donc obligé Xavier Le Pichon à naviguer aussi bien sur la mer que sous la mer, à être japonais, « fin » et à être la plus récente des sciences, la géologie marine. Le livre est un voyage aux extrémités d'un horizon.

Y.R.
* *KAIKO, VOYAGE AUX EXTRÉMITÉS DE LA MER*, de Xavier Le Pichon, éd. Odile Jacob, 250 p., 95 F.

Thomas Bernhard interprète Glenn Gould

C'est bien ce qui, chez Glenn Gould, a séduit Thomas Bernhard : l'isolement fertile. Après une fulgurante carrière de soliste international, il témoigne quelques enregistrements en tous points historiques, le canadien canadien subitement, en 1964, s'installe à la maison pour vivre, au nord de Toronto, dans la seule compagnie officielle d'un Steinway. Il n'allait plus se produire sur scène, interpréter qu'au disque. Musicien du refus, dont l'art, comme celui de Thomas Bernhard, est une continuation de la vie, les interprètes les plus exclusifs, les inimitiés les plus passionnelles, Gould, contrairement à ce qu'affirme le *Naufragé* (« il n'a rien couché sur le papier »), fut un musicien prodigieux : un seul volume de ses articles, analyses, d'émissions, vient d'être traduit en français par Bruno Monsiegnon (Fayard). Et il fut le seul interprète qui tint non seulement à contrôler lui-même la technique de ses enregistrements mais à rédiger de sa main le texte de ses pochettes. Ce livre, le « triomphe », est le récit d'un homme qui a su contrôler lui-même la technique de ses enregistrements mais à rédiger de sa main le texte de ses pochettes.

Ce n'est pourtant pas la moindre réalité que de constater que les admirateurs de Gould ne se limitent pas à la légende dans le monde entier — ni les amateurs de piano. La faute psychologique, l'erreur romanesque du *Naufragé*, c'est Vladimir Horowitz, auprès duquel Gould s'est installé au Mozarteum de Salzbourg le narrateur, son ami Wertheimer et lui-même. Gould le logicien, le bâtisseur, étudiant Beethoven et Bach auprès d'un professeur de Chopin et de Scriabine, connu pour ses images immatérielles de performances digitales. Il y a là plus qu'une invraisemblance, une faute de goût, qui rejette sur tout le roman et suscite chez le lecteur musicien un profond scepticisme. La seule note qui sous-tend la suite — la narration de Wertheimer — est un aveu : « Je ne suis pas musicien, mais j'ai vu Gould jouer l'aria des *Variations Goldberg* — en fait quelque peu déprimée ».

On ne peut pas comprendre, en effet, le déroulement temporel du *Naufragé* si l'on ne garde en mémoire l'histoire de la première phrase. Certains se révéleront leur savoir qu'aux pages 20, 41 et 119 : ainsi ne peut-on suivre un développement musical que si l'on a retenu les détails du thème initial.

Par un luxe d'indices alambiqués (« m'a-t-il dit, pensai-je », « pensai-je à l'époque, pensai-je »), l'auteur marque d'autres points de vue sur les faits qu'il relate : ainsi occupe-t-il dans le livre la place, à la fois gênante et nécessaire, de l'interprète privé (comme Gould) et présence physique mais (comme Gould) exécutant. Sur ce terrain-là, les correspondances implicites, Thomas Bernhard connaît la musique.

AINE DEY.

* *LE NAUFRAGÉ*, de Thomas Bernhard, traduit de l'allemand par Bernard Kreiss, Gallimard, 176 p., 70 F.

PHILOSOPHIE

Jankélévitch,

un homme de parole

« Je ne suis ni en tant que philosophe, ni en tant que philosophe. Je suis en tant que philosophe, c'est-à-dire en tant que philosophe, c'est-à-dire en tant que philosophe... »

Y.R.

* *JANKÉLEVITCH, un homme de parole*, de Jankélévitch, éd. Odile Jacob, 250 p., 95 F.

Malgré les nombreux livres publiés depuis le début des années 30, Jankélévitch s'est d'abord voulu professeur. Son enseignement oral témoignait nettement de cet amour de la sagesse, qui est le sens premier de la philosophie. De sa disponibilité à l'égard de l'échange, hors de toute relation mercantile, il n'est pas exagéré de dire que plusieurs générations d'étudiants ont gardé le souvenir.

Homme par excellence de la liberté et de l'exigence morale, l'auteur du *Travail des vertus* a consacré la mise en conformité de la parole et de l'acte comme une nécessité qu'aucune circonstance temporelle ne devait valoir. Il ne s'est pour

jamais, de son vivant, érigé publiquement en juge ou censeur. Préface substantielle plus qu'étude approfondie, le texte de Guy Sorman souligne les lignes de force d'une œuvre où la musique occupe une place privilégiée, donnant aux diverses philosophiques une tonalité particulière, inimitable. Les quelques entretiens publiés dans ce volume, trop déclassés, ne sont pas la meilleure part de l'ouvrage. Le livre de Jankélévitch en 1978 (1), demeure la meilleure introduction à la pensée de Jankélévitch. En revanche, les photographies, toutes connues, sont éloquentes.

Dans la même collection, la Manufacture publie un *Paulhan*, par A. Dhôtel et un *Ponge* du à G. Laval.

* *VLADIMIR JANKÉLEVITCH*, par Guy Sorman, La Manufacture, 147 p., 48 F.

(1) *Quelques jours de l'année*, Gallimard.

HISTOIRE

Chefs-d'œuvre

bourguignons

Par quelles voies s'est formée la Bourgogne ? C'est la question que se pose l'auteur de *Chefs-d'œuvre de l'art roman*, Cluny, hélas ! presque disparue, mais qu'est restée, pour le plus grand plaisir des yeux et du cœur, celle de Vézelay ? C'est la question que se pose l'auteur de la minutieuse enquête archéologique et historique de Christian Sapia sur la Bourgogne préromane. « Préromane », faute de meilleur mot pour caractériser cette période où la barbarie s'est produite dans les grandes œuvres de l'art médiéval. Et pourtant une nouvelle fois il s'agit de cette période, les neufs siècles de l'art roman, qui a été extrêmement féconde. Abbayes, cathédrales, simples églises paroissiales se sont implantées bien avant l'an 1000, dont les vestiges demeurent dans des monuments postérieurs ou que l'archéologie exhume. C'est à la fois systématique et à la fois bourguignonne qu'il s'agit de faire connaître, surtout d'Auxerre.

M. S.
* *LA BOURGOGNE PRÉROMANE*, de Christian Sapia, Picard, 310 p., 325 F.

Out collaboré aux pages 22 : Suzanne Carrier, Dominique Georges, Patrick Kochian, Yvonne Rebeyrol et Michel Sol.

DERNIÈRES LIVRAISONS

ROMANS

● Elisabeth Berilid : *Corpe de jeune homme*. Elle découvre son corps et le jeu de la séduction. Une jeune femme d'aujourd'hui, se livre à des dangers. (Gallimard, 175 p., 72 F.)

● Michel Moreau : *Les Croisés de l'ombre*. Par l'auteur du *Passage du Soldat* (Ed. du Rocher), un roman « musqué » du terrorisme-fiction mettant aux prises le monde arabe et l'Occident au Nord d'une mer rouge. (Editions Carrère-Chalmis, 171 p., 69 F.)

PHILOSOPHIE

● Alain Renaut : *Le système du droit*. Philosophie et droit dans la pensée de Fichte. Une étude de la philosophie fichtéenne de l'humanisme juridique d'un point de vue systématique et juridique. (PUF Epiméthée, 422 p., 285 F.)

ESSAI

● Jean Hamburger : *Le corps et le cibus*. Jean Hamburger s'interroge sur la dévotion et le déséquilibre de la communauté des hommes et sur la connaissance du corps de l'homme pour être utile à l'harmonie entre les hommes. (Le Seuil, 183 p., 75 F.)

HISTOIRE

● Jean Guillemin : *Le Chien de l'autre*. Le crime passionnel au dix-neuvième siècle. L'auteur, à la fois historien et romancier, reconstitue des affaires criminelles du dix-neuvième siècle. Au travers de lettres et de témoignages de procès, elle retrace l'itinéraire des crimes passionnels, analyse leurs mobiles et le passage à l'acte : alcool, jalousie, fou... (Olivier Orban, 144 p., 120 F.)

● André Burguière : *Dictionnaire des sciences historiques*. Ce dictionnaire est un inventaire des méthodes, des concepts, des questions et des écoles historiques. (PUF, 300 p., 300 F.)

DOCUMENT

● Malcolm C. MacPherson : *Le Sang de ses serviteurs*. L'auteur raconte la vie de l'homme

qui a fondé sa famille et des centaines d'autres juifs aux nazis par amour de l'art — pour financer ses achats de tableaux. Une traque contre Pierre Menten, marchand de tableaux, qui a été de vingt ans. Traduit de l'américain par René Baldy. (Presses de la cité, 253 p., 95 F.)

SOUVENIRS

● Louis Neuwirth : *Ma guerre à Paris*. Du front... au peloton d'exécution. L'auteur a seize ans en 1940, et il n'accepte pas la défaite. Il fut l'un des premiers résistants et participera de la France libre. Il échappera par miracle au peloton. (Pion, 121 p., 85 F.)

● Venderbilt : *Il était une fois*. L'auteur raconte son enfance, la tristesse habituelle des parents riches... d'un milliardaire américain, qui vit dans le luxe et la solitude. Traduit de l'américain par Jean-Paul Mourton. (Belfond, 127 p., 95 F.)

BIOGRAPHIE

● Catherine Rihot : *Brigitte Bardot. Un mythe français*. Catherine Rihot analyse la naissance du mythe Bardot et raconte les années Bardot. Une biographie de la femme, une analyse du phénomène. (Olivier Orban, 326 p., 120 F.)

RÉCIT

● Alexandra David-Neel et le lama Yongden : *La Vie surhumaine de Guézar de Ling*. Au cours de ses voyages himalayens, Alexandra David-Neel s'est fait raconter les épisodes d'une épopée tibétaine. La légende du guerrier Guézar aux dons surnaturels retranscrits pour le public occidental, par Alexandra et le lama Yongden. (Rocher, 346 p., 95 F.)

● Par ailleurs, les éditions du Seuil publient la *Lampe de la sagesse*. Un recueil de pensées et de maximes issues du carnet de notes et de la correspondance d'Alexandra David-Neel. 120 p., 75 F.)

مكتبة من رصاص

LA VIE LITTÉRAIRE

Polyphonix à dix ans

Pour son dixième Festival de poésie, Polyphonix réunit à Paris une centaine de participants venus du monde entier, parmi lesquels des Chinois, des Chiliens, des Péruviens, des Mexicains, des Américains, des Italiens, des Tunisiens, des Hongrois, des Allemands, des Grecs, des Espagnols, des Suédois, et naturellement une trentaine de Français. Les poètes amicaux Edouard Glissant et René Depestre seront présents.

Dans son catalogue, Polyphonix publie un fulgurant poème inédit d'Antonin Artaud, qui se termine ainsi : « Le jour viendra où je pourrai écrire entièrement ce que je pense dans la langue que depuis toujours je ne cesse de perfectionner comme venant de moi par ma douleur » (juillet 1946).

Au programme : deux expositions, galerie Lara-Vincy (47, rue de Seine, 75006 Paris) et galerie Darguy (56, rue de la Roquette, 75011 Paris) ; ainsi que de nombreuses manifestations, lectures de poèmes et conférences-débats (le 6 juin, à 21 h, au Centre Georges-Pompidou).



Illustration de Thierry Dally extraite de la brochure Polyphonix 10

Le Prix des Maisons de la presse à André Le Gal

Le Prix des Maisons de la presse a été attribué à André Le Gal pour son premier roman, *Le Shanghaï*, paru aux éditions Jean-Claude Lattès.

Né le 29 février 1980 à Morlaix, Jean-Marie Quénec s'embarque pour la première fois à treize ans, sur le *Château-Laborde*. A vingt ans, en 1900, il a déjà parcouru les sept océans et affronté les tempêtes du cap Horn. Mais celui qu'on surnomme « le Shanghaï », d'un terme maritime américain appliqué à ceux qui ont été enrôlés de force comme matelot, ne rêve que d'une

San-Francisco, vivre près de ses maisons blanches, fréquenter les tripots de Barbary Coast et hanter les salons de Maggy, la tanancière de la maison la plus réputée de la côte ouest. Surtout, il veut retrouver celle dont, depuis son adolescence, il n'a jamais perdu le souvenir : Samantha Colman, la fille du « parain » de la ville. Jean-Marie va découvrir la passion, les déboisements et ses tourments, la vengeance, la richesse. Et puis il y aura Julia, le petit Michael et, toujours, la mer...

Quatre cents pages de la folle vie d'un petit matelot de Saint-Malo. Un roman d'aventures et d'amour, mais aussi un roman maritime bien documenté, fruit des recherches du Breton passionné qu'est André Le Gal.

★ LE SHANGHAÏ, d'André Le Gal, Jean-Claude Lattès, 416 p., 85 F.

EN POCHE

- Dans la collection « Que sais-je ? », une *Ethnologie de la France* analyse globalement les techniques et coutumes, l'organisation sociale, les moyens d'expression et la culture de la France (PUF, n° 2307).
- Dans la collection « Quadrige » paraît l'histoire de Moïse, de Martin Buber. Le Moïse historique plutôt que biblique. L'homme, son œuvre dans l'histoire (PUF, n° 58).
- Les *Nuits de Paris*, de Rétif de la Bretonne, dans une édition de Jean Varloot et Michel Delon, sont publiées directement en « Folio ». Spectateur nocturne, Rétif de la Bretonne raconte sous forme de gazette la vie de la fin du XVIII^e siècle (n° 1738).
- L'histoire de la philosophie islamique, d'Henry Corbin, est désormais disponible en « Folio ». Cette œuvre la plus savante de cette philosophie prophétique se raconte l'histoire sur plus de dix siècles (n° 39).
- Le premier roman de l'écrivain américain William S. Burroughs, *Le Clan*, est repris en « Folio ». Cinq hommes, formant un clan inséparable à l'université, se retrouvent dix ans après. Ils partent en randonnée pour faire revivre leur clan dans un climat sauvage et violent (n° 1738).
- En « Folio » aussi paraît *Arasconi* pour lequel Elsa Morante (morte en novembre 1985) a obtenu en 1984 le prix Médicis-étranger. Un portrait de femme dans le regard de son fils. Par passion filiale, il assiste dans l'Espagne de 1975 de retrouver le passé de sa mère (n° 1738).
- Le *Sire de Gouberville*, de Madeleine Follé, repris dans la collection « Champs » de Flammarion, est une chronique paysanne du XVIII^e siècle. Trente ans du Journal de Gouberville nous parviennent et retracent la vie paysanne dans la campagne normande entre 1711 et 1741 (n° 159).

EN BREF

- Le **PRIX ANNUUEL DE POÉSIE** de l'Académie Mallarmé vient d'être décerné à Elvire Mischon, pour son livre *VOYAGEURS DE LA VOIX* (Vallée).
- Le **PRIX FÉMINA** a été décerné à Paul Lombard, avocat au barreau de Marseille, pour son essai *Par la voie d'un prince* (Grasset), qui traite du « dossier du duc d'Enghien ».
- Le **PRIX ANTONIN-ARTAUD** a été attribué au poète aragonais Michel Chassol pour son recueil *Les yeux de la Sibérie* (éd. Dominique Botol). Le prix Claude-Simont, également attribué à l'occasion des Journées de poésie de Rouen, est allé à Pierre Della Faille pour le *Poète en larmes* (éd. de la revue Sud) et à Patrice Kink pour son recueil *Par une Europe bleue* (éd. Armand).
- Le **1^{er} GRAND PRIX DES LECTEURS DE ELLE** a été attribué, dans la catégorie roman, à Françoise-Marie Bonier pour *Béatrice, fille de l'été* (Gallimard) et, dans la catégorie document, à Claude Francis et Françoise Gaudier pour *Simone de Beauvoir* (Paris).
- Le **24^e PRIX ROGER NIMIER** a été décerné à l'écrivain Jacques-Pierre Amette, pour *Confessions d'un enfant gâté* (Olivier Orban).
- Le **PRIX MAURICE-GENÈVEUX** a été décerné au critique littéraire et gastronomique Gilles Paulovitch pour son livre *L'Amour de pays* (Flammarion). Ce prix récompense l'ouvrage qui s'apparente le plus à l'œuvre de Maurice Genèveux.
- A l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de Georges Duhamel se tiendront les 13 et 14 juin à l'université d'Avignon un colloque international « GEORGES DUHAMEL ». Remarque : Association des amis de Georges Duhamel, 6, rue Tachet, 75006 Paris.
- Le **CENTRE AUDIOVISUEL SIMONE-DE-BEAUVOIR** organise, pour son quatrième anniversaire, trois journées portes ouvertes les vendredis 13, 14 et 15 juin, de 16 à 21 heures. Ce centre a pour mission de conserver dans une mémoire audiovisuelle la participation des femmes à la vie politique et sociale et à la création artistique.
- Le **quatrième MARCHÉ DE LA POÉSIE** se déroulera, place Saint-Sulpice du 19 au 22 juin 1986 à partir de 13 heures. De nombreux spectacles de poésie, comme « La Symphonie », « Symphonie poétique », musicale et langagière, animeront ce lieu de rencontres et de ventes. Plus de deux cents maisons d'édition, de poètes et d'associations seront présentes.
- Une **RENCONTRE** entre directeurs de revues littéraires de langue française et de langue allemande a lieu les 11 et 12 juin à la Maison des Sciences (53, rue de Valenciennes) et à l'Institut Goethe. Le but de cette manifestation est de favoriser les échanges de textes entre les deux pays.
- Les nouvelles de MAUPASANT, cent ans après, ont fait le printemps des téleprojecteurs. Mises en résonance avec les nouvelles d'aujourd'hui, elles vont offrir le thème, du 27 juin au 7 juillet, d'un colloque international au centre culturel de Caris (CCI, 50210 Caris-la-Salle, tél. : (16) 33.46.91.66).

UN INÉDIT SUR FREUD

Dans son ouvrage à paraître « *L'Égypte ancienne dans la psychanalyse* », Gérard HUBER, docteur en psychanalyse et professeur au collège international de philosophie, établit que la quête « égyptologique » de Freud est au cœur même de la démarche intellectuelle et affective qui a abouti à la conceptualisation de l'inconscient. Ce livre nous permet de comprendre ce que la découverte de la psychanalyse doit aux liens que l'inconscient de Freud a tissés entre la Bible, l'Égypte pharaonique et son roman familial.

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin, 75005 Paris
Nom
Prénom
Adresse
Veuillez m'envoyer, sans engagement, votre document E.P.

LA PASSION DU DIALOGUE
itinérances
Une revue de 240 pages
CIVILISATIONS ET ESPRIT DU TEMPS
AVENTURES DE LA SCIENCE • RECHERCHES DE L'ÊTRE • DIMENSIONS CACHÉES DES TRADITIONS • CONNAISSANCE DE SOI
En librairie ou sur commande (chez vous) 400 francs (90 francs par compte) • Informations : rue André Chénier - 06150 Cannes

Serge Halimi
à l'Américaine
Faire un président
Aubier

Philippe Wolff
Automne du Moyen Âge
ou printemps des temps nouveaux ?
L'économie européenne aux XIV^e et XV^e siècles
Aubier collection historique

HÉLÈNE CIXOUS
Dedans
Relire son premier livre
des femmes

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Le théâtre des opérations

(Suite de la page 21.)

C'est d'ailleurs de lui-même que l'auteur, en bon auteur, parle avant tout. Il ne se quitte pas des yeux, tout en observant que le malheur de sa vie fut de se voir cesser de dos, qu'il se sentait... le dos au mur. En parfait écrivain, c'est-à-dire en virtuose du coq-à-l'âne, il passe des pages du Fath à l'évocation de la campagne catalane, « cambrée autour tout ce qui bouge en Espagne », d'une « Montserrat, d'une voix d'hôtesse japonaise, ou des Black Panthers, autres révoltés de terre dont le meilleur est, elle aussi, le symbolique.

L'auteur du Balcon s'abandonne à traversées diagonales et cinquantaines des signes. Une même joie le Requiem de Mozart, les kamikazes et les transsexuels ; une même dialectique espiègle rapproche les bidonvilles et les palais, « l'été et le visage de la femme. Comme tout d'importance, Un capitif amoureux ramène à une méditation sur la matière dont il est fait, c'est-à-dire le langage. Les conventions de ce dernier sont comparées à celles qui régissent les Etats, et l'évolution des mots à celle des frontières, tracées à force de phrases et de phrases. Genet est conscient de parler d'amis à des ennemis. C'est là que se situe la guerre, un chère félonie.

CAR l'histoire se fait, mais lui, dans les mots, sur les champs de bataille. Elle insuffle ses saimigondis dans les têtes, bouscule les vérités. Le pouvoir n'est pas au bout des fusils mais, plus que jamais, au bout des images. Les Black Panthers ont agi par poésie. L'espace n'est qu'un écart de langage. C'est un écart de langage qui a jeté des milliers de Sénégalais, rebaptisés Français, dans la boue sanglante de Verdun — cette scène de théâtre par excellence.

Tout est dans et emblème : la cigarette de Hitler, le cigare de Churchill, le coussin rose dans lequel Mère écrit le Capital, « comme » les commodités pensées de son appartement bourgeois, ou les colonnes bouillies d'Alain Mincère, ou les puits qu'elles ont l'histoire même. Pour Genet, les conflits de tendances au sein de l'OLP comptent moins que le geste élégant d'un lanceur de dés, ou les nuances d'accent de leurs trajets à travers l'Islam ou le Paris des argots.

Même ses réflexions de sémantique en marche, l'auteur invite à s'en méfier. Le livre ne veut qu'une « simplicité » provoquant de « prompts vertiges mentaux dissipés ». Les images d'art n'ont pas d'autre destin : dissimuler, sous des émotions et des images, une réalité qui est peut-être une absence d'être, et des actes réductibles à des croquis en papier.

Sil les Palestiniens et les Panthers ont adopté Genet, c'est que, à son avis, ils ont flairé en lui une « taupe » possible, un frère de simulation. La chevalerie n'est pas son affaire. Rien ne l'a autant ébloui que tel commando déguisé, pour tromper des sentinelles, un couple d'homosexuels platinés. Encore une fois, Genet ne se contente pas une chose ; par jeu, il est sous le charme, et « capitif amoureux » des deux sexes, d'une bande à Beyrouth à l'échelle mondiale. Il les trouve « terribles », oui : « terribles », il aime de n'avoir le choix qu'entre la réprobation et l'oubli, d'autre justification que la fatalité d'avoir été dangereux ne lui en fait-il pas un instant de répit ?

Cet aboutissement munit plus de cohérence que l'auteur n'en discerne. De tout temps, il s'est senti étranger en France, mais son expression comme une illusion précaire, « grisé » — c'est son expression — par la correction infligée à notre lâcheté par les beaux guerriers blonde de Hitler. Il lui a plu que des maquisards à peine armés réduisent à rien la machine des empires roses des vieux planisphères. Il lui agréait que des hommes d'herbes pauvres fussent à l'abri des delles de granit. Et il craignait d'envie de partager de près le bonheur de ces hommes qui ruinent les pouvoirs et les valeurs en place.

Vagabond en Grèce de 1950 à 1955, au Japon en 1967, il vit les Panthers début 1970, auprès d'un fedayin syrien. Genet se demande lui-même si l'émerveillement de ces hommes est différent de son propre à l'état de songerie où ils le plongeait.

Ce n'est pas d'hier que les écrivains français cherchent leur salut, au moins artistique, dans un Orient plus ou moins rêvé. Une biographie de Pierre Loti, par Lesley Blanch, rappelle, ces jours-ci, l'ancienneté de cette « émigration » (Seghers éd.). Mais si Montherlant ont trouvé dans le Maghreb des lieux avant-guerres l'occasion de chanter des émois que bégayait la société occidentale. Pour Cendrars, l'Afrique exploitée offrait le noir révélateur de la violence des mœurs, pire que les dispensaires de Clichy. Allait venir les voyageurs faiseurs d'histoire — Malraux — et les dames d'œuvre — Sartre, Beauvoir.

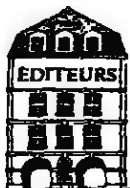
Genet, c'est l'été pour la plongée affectueuse et les affirmations surannées, Malraux pour le goût des civilisations lointaines d'Empires, le Malraux des poseurs des bombes, d'avant les palais d'Occident. Mais c'est d'abord un poète d'été qui le fedayin — ce voyou suprême — lui résonner le futur de l'opprobre et des symboles viciés à la volée vers le futur. Dans une langue qu'on hésite à complimenter pour le paternellement menaçant, c'est un nouveau Jean de la Fontaine appartenant à l'ère du Jourdain que l'auteur, à son opposé, nous donne la même ardeur déraisonnable, le même culte des exemples faciles aux conséquences imprévisibles, difficiles pour les lecteurs à venir.

UN CAPITIF AMOUREUX, de Jean Genet, Gallimard, 504 p., 96 F.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini l'article 49 de la loi du 11-03-57 sur la propriété littéraire. Adresser manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Éditions, Service L.M., 4, rue Charlemagne 75004 Paris. Tél. : 48 87 02 21.

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITIONS



ROMANS

Sortilèges de la littérature

(Suite de la page 21.)



Alexandre Vialatte, un sage nietzschéen.

La maison que décrit Vialatte a perdu l'escalier qui mène à la chambre des enfants, elle a perdu la mémoire même de l'aurore qui y poignait entre les branches du grand marronnier. En revanche, ses habitants se souviennent de « l'autre guerre », celle qui « transforma » d'enfants en soldats, où l'on retrouvait l'élève Frédéric Lamourette, qui portait en toute saison un pantalon de « mer rayé de bleu », tant il gardait dans les Vosges sur un cheval de brasseur, et le petit Perceron, qui venait de passer le lycée en col blanc et en culotte garçonne, étendu au fond de sa tranchée, un petit guignol aux ficelles cassées, gazé les copains et la guéule déjà...

Les fantômes abusifs

Mais un roman de Vialatte pourrait être de Vialatte s'il ne livrait aussi unilatéralement à ses personnages, il possible héroïquement. Si elle choisit la forme d'une parabole, la Maison du joueur de flûte transforme et travestit les nécessités du genre — à un roman dans la fiction — en correspondre un autre dans la réalité — un roman d'occasions de liberté. Chez Vialatte, le symbole ne se satisfait jamais de sa fonction d'équivalence ; il prend ses aises, acquiert son autonomie, invente sa propre logique, convoque ses voisins et ses cousins, proches ou lointains, et crée très vite sa propre histoire. Inventé pour servir, il devient le maître. Conçu pour être comme une image, il s'émancipe en feu follet du roman et de sa vie à grandes guides.

L'imagination, la folie du logis, peut alors être appréhendée comme le sujet de la

Maison du joueur de flûte.

Comme Vialatte, assiéger la multitude et la bigarrure de ses personnages, avait tenté, pour ne succomber au désarroi, de mettre un peu d'ordre dans la cambuse, d'en chasser les fantômes abusifs, de rendre les choses possibles, d'en chasser les chimères, d'en chasser les magnifiques dérisoires qui le hantent et le malmènent, afin d'essayer de savoir ce qu'il lui-même, à quoi ressemble sa demeure et de quelle couleur en sont les murs lorsqu'on en a chassé les fantômes d'habitude et les invités de réverie : « Qui me prendrait pour le propriétaire ? Je guette, j'épie le secret de ma propre demeure : je fais le siège de ma propre maison, je m'investis, je m'assiege moi-même. Je néglige rien, je me lève dès l'aube, je me poursuis. Nul chasseur n'est debout plus tôt, nul ouvrier ne commence plus tôt, nul soldat ne se lève plus tôt, nul ouvrier de peine ou de zèle. »

Peine perdue, évidemment. Heureusement : Vialatte demeure un sage nietzschéen qui ne cueille la raison qu'à proximité des gouffres, un poète épris de clarté française et de langue droite qui découvre la vérité derrière les brumes et les confusions des romantiques allemands dans les énigmes de Kafka. Un équilibriste cocasse et angossé, émerveillé par les songes dont il se sent prisonnier : la Maison du joueur de flûte peut aussi lire une dernière et chevaleresque tentative pour échapper aux sortilèges de la littérature et comme le récit de l'incroyable bonheur qui résulte d'y échouer. Le lecteur, lui, a déposé les armes dès la première page.

PIERRE LEPAPE.

— LA VIE DU LIVRE —

librairies / bibliothèques / expositions
signatures / conférences / soirées / spectacles
catalogues / recherches / avis d'éditeurs
Stages / offres et demandes d'emploi

MŒURS EN FRANCE
LIVRES XIX^e et XX^e s.
Catalogue sur demande
LIBRAIRIE E. DAVAL
26, rue Auguste-Lecomte
69002 LYON
Tél. 78-37-41-43

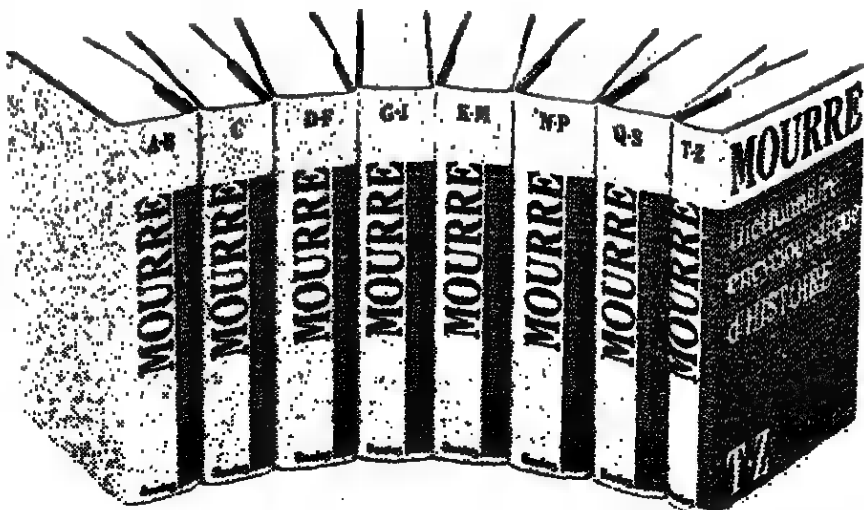
Tous les ouvrages sur
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme,
l'architecture sacrée,
les médecines naturelles...
à la LIBRAIRIE
DES SCIENCES TRADITIONNELLES
6, rue de Savoie, PARIS 15^e
Tél. 43-26-90-72

Voici la nouvelle édition du MOURRE:
la mémoire vive de l'histoire.

Entièrement mise à jour avec de nombreux articles traitant de l'actualité la plus récente : des hommes nouveaux de notre histoire (Alfonso Gorbachev, Gémayel, Jean Paul II, Walesa...) aux techniques les plus modernes (laser, vidéo...)
C'est une mémoire vive.

Seul dictionnaire encyclopédique d'histoire universelle en langue française, Le Mourre ne se limite pas à l'histoire des hommes célèbres et des événements ; il prend en compte les facteurs économiques, sociaux et idéologiques.
C'est une mémoire universelle.
Outil de travail et de culture, c'est une mémoire utile.

8 volumes : 17 500 articles, 1 000 pages illustrées
et 6 000 documents dont 600 en couleur.



Bordas

مركز الدراسات والبحوث

des femmes

Marcel Duchamp Pourquoi je n'ai écrit aucun de mes livres
 Marcel Delaune D'angoisse à l'élégance
 Julia Kristeva Au commencement était l'Amour
 Jean Laplanche et J.-B. Pontalis Pensées originales
 Georges Perec Les choses privées
 Georges Perec Je me souviens
 Dorian Todarov Julia Bonheur Zizi sur le métro
 Jean-Pierre Verrier La mort dans les yeux
 Marc Augé Un ethnologue

Marc Augé
 Un ethnologue
 dans
 le métro

Marc Augé, auteur de "Un ethnologue dans le métro"
APOSTROPHES le 6 JUIN
 Lisez ce livre pendant vos ~~vacances~~ **vacances** en Grèce et, comme l'auteur en Afrique, vous ~~vous~~ **vous** surprendrez à penser :
 "Ah ! Barbès-Rochecouart..."
Sibylle Vincendon (Libération)
 En arpentant le métro, Augé a répondu au vœu de Diderot, son lointain ancêtre :
 "Hâtons-nous de rendre la philosophie populaire"
Antoine Spire (Le Matin)
 ... une collection de courts essais, future "bibliothèque de l'honnête homme".
J.M. de Montrémy (La Croix)
48F

TEXTES DU XX^e SIECLE
 Collection dirigée par Maurice Olender
 HACHETTE

Erich Segal et ses « Mémoires de Harvard »

L'UNIVERSITAIRE patient, latiniste et helléniste raffiné, et l'auteur à succès se sont enfin réconciliés en Erich Segal avec un gros roman qui paraît en France sous le titre *La Classe*. En deux mots - pour 392 pages - c'est l'histoire de la « promo 1958 » de Harvard (celle de Segal lui-même) à travers cinq personnages de fiction, cinq brillants sujets, que l'on suit à travers les années de formation - 1954-1958 - au jour du bilan, quand est célébré le vingt-cinquième anniversaire de ladite promo.

« C'est un roman, dit Erich Segal. De *Love Story*, je ne parlerai pas en termes de littérature, mais de phénomène de culture. On prétend que chacun en soi un roman. J'en ai écrit quatre. Mais « mon » roman n'est celui-ci, *La Classe*. Je voulais une fois dans ma vie construire une saga. J'avais fait trois ans de recherche sur Harvard, ma promo et les dix années suivantes - j'ai retrouvé toutes les traces, sur microfilm, - mais je n'avais aucune forme, aucun fil conducteur. Quand, en 1983, j'ai assisté à la célébration de commémoration de ma promotion, tout s'est déclenché. J'ai écrit sans inter-

ruption pendant deux ans. Je sentais que j'avais une morale à présenter. » Morale un peu simple et un peu courte : le savoir n'apprend pas à être heureux. « Le bonheur est la seule chose que l'on n'enseigne pas à Harvard. »

« John Updike, promotion 1954 »

Si l'on excepte les vérités premières, assénées en conclusion, comme aiment à le faire les Américains, pour la plus grande irritation des Européens, le roman, pour ceux qui, comme aux Etats-Unis, une passionnante plongée dans l'une des universités qui draient les ambitions : Harvard, avec ses professeurs prestigieux, au premier rang desquels, dans cette promo, Henry Kissinger, ses lignes d'étudiants, comme les Eliot (Andrew l'un des personnages de *La Classe*), censé être un de leurs descendants), ses « grands anciens » devenus célèbres.

Dans l'édition américaine, la présentation de chacun des cinq personnages est précédée d'une strophe d'un poète qui fut élève

de Harvard (Emerson, promo 1821, T.S. Eliot, 1910...). « En français, on a renoncé à ce snobisme très secret, précise Erich Segal, sauf au tout début où l'on a quelques vers de John Updike, promotion 1954. » Détails pas si anecdotiques qu'il y paraît, car ils signalent combien ce livre exhibe ses codes, ses signes de reconnaissance, sa spécificité américaine.

Au point qu'on demande si *La Classe* est vraiment un roman. « Assurément, répond Segal, mais c'est aussi un peu mes Mémoires, une autobiographie à travers chaque personnage. Vingt-neuf ans de ma vie, vingt-neuf ans d'histoire des Etats-Unis, et du monde, de la guerre froide aux années 80, en passant par le Vietnam et la crise de conscience des années 70. »

Les cinq « caractères » de la « promo 58 » sont un condensé de ce que peut sécréter Harvard : Daniel Rossi, le prodige en musique, trop célèbre trop vite ; Jason Gilbert, celui auquel on ne peut pas faire fi de sa judéité ; Andrew, auquel on hérite « harvardien » donne un excès de confiance en lui ; George Keller,

réfugié de Hongrie, qui arrive sans parler un mot d'anglais ; finira - mal - dans l'appareil d'Etat ; enfin, Ted Lambros, celui qui veut se hisser au sommet de la hiérarchie universitaire. « Le plus proche de moi, affirme Segal. C'est grâce à lui que je me suis aperçu que je m'étais menti pendant dix ans : je n'étais ni négligé, ni incident, ni parvenu, ni Love Story. »

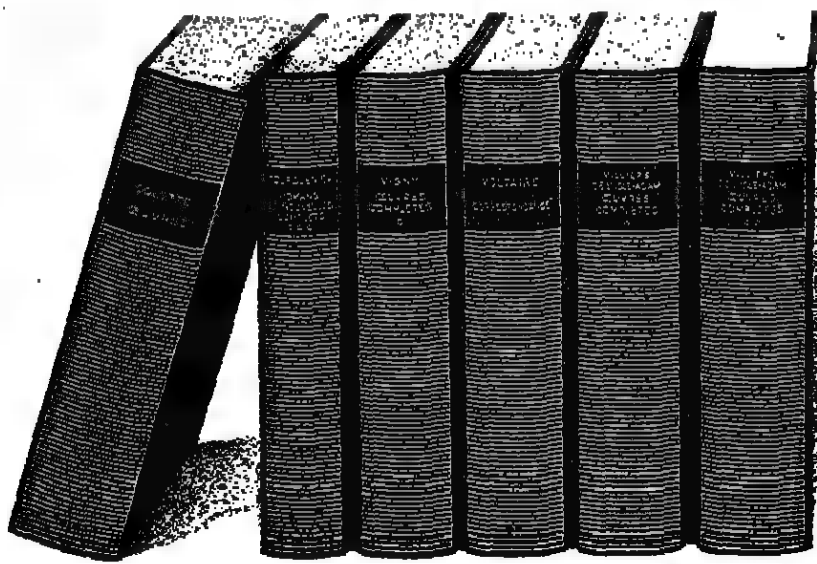
Erich Segal a finalement admis que « la grande affaire de [sa] vie était d'écrire l'histoire de la comédie, depuis la première réplique qui nous a parvenue (VII^e siècle avant J.-C.) jusqu'à Beckett ». Il y travaille depuis 1916. Dès qu'il en parle on qu'il évoque la réédition de son *Plaute*, « revu à la lumière de *La Classe* », il oublie qu'il a été venu promouvoir un livre qui redevient le prof passionné qu'il était, un prof qui ne se contentait pas de lire des romans mais qui aimait à en écrire - et à les lire - exercice.

JOSYANE SAVIGNEAU.

LA CLASSE, d'Erich Segal. Trad. de l'américain par Marie-France Fortier-Masek. Grasset, 392 p., 95 F.



Sans Voltaire, Malraux se serait-il autant battu pour la liberté?



La réponse est dans la Pléiade. En retrouvant Malraux dans l'album illustré, vous aurez envie de lire ou relire Voltaire dont la Pléiade publie cette année le tome X de la Correspondance. La Pléiade, des volumes annotés et commentés, reliés pleine peau, dorés à l'or fin, et imprimés sur papier bible. L'album Malraux vous sera offert par votre libraire pour l'achat de trois volumes.

QUINZAINE DE LA PLÉIADE
DU 21 MAI AU 7 JUIN

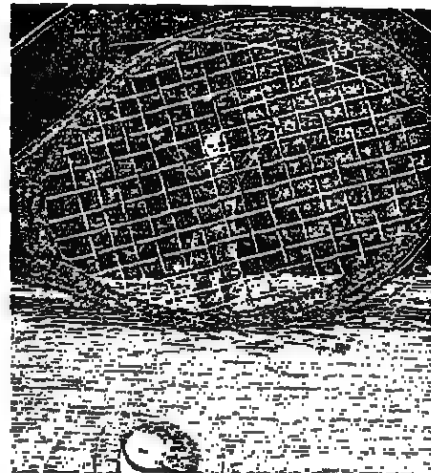
LA PLÉIADE
GALLIMARD

PSYCHOLOGIE EN MIETTES

Freud à Roland-Garros

ALERTE à l'escroquerie psychanalytique ! Les obsédés du complexe d'Edipe se sont trompés de maître et les psychopathes du tennis ont manqué leur champion : Sigmund Freud. Les dernières nouvelles du monde se révèlent troubles : Freud n'était rien d'autre qu'un génie de la terre battue et un fanatique de la raquette. N'ait été la vigilance de Marsha, Freud serait classé, dans les grands tournois, tête de série numéro un, talonné de près par son exégète le plus fidèle et le plus soucieux de la vérité : Theodor Saretzky. Grâce aux découvertes de Saretzky, nous savons avec certitude ce que nous devinons déjà : Freud échangeait toutes les thèses sur le *Malaise dans la civilisation* contre quelques heures parmi la cohue qui se presse devant les guichets de Roland-Garros.

Les historiens de la psychanalyse ont feint de l'ignorer, mais la rumeur publique n'était pas dupe : Freud menait double jeu. A côté de ses essais psychanalytiques, il notait dans la ferveur des pages sur l'avènement tennistique : « Mes écrits sur la sexualité,



Freud a lui-même passé commande de ce dessin (1923) à J. Fishman afin que l'artiste dépeigne les terribles frustrations d'un enfant, trop petit pour pouvoir jouer, mais déjà assez grand pour rêver et se poser des questions.

confiais-je à ses proches avec un soupçon de paranoïa, ne sont qu'un leurre destiné à brouiller les pistes et à écarter les loups de mes recherches sur la pulsion de tennis. » Les manuscrits achetés par Saretzky ne laissent plus aucun doute : le matin, sous l'œil inquisiteur de son épouse et de ses patients, Freud bossait sur son vieux schéma sexuel, mais la nuit, le divin lui semblait ternir en comparaison du court, et le voilà penché sur les cas de « l'homme au filet », ou du « racketteur » (l'orfèvre de la célèbre formule « l'homme est un loup pour l'homme »).

A vrai dire, Freud n'avait pas tort, tant paraissent fades ses écrits sur l'envie du pénis, sur le deuil et la mélancolie, ou sur les actes manqués à côté de ses bondissantes réflexions sur l'envie du tennis, sur le syndrome de deuil tennistique, ou sur le tennis interruptus - dû à la peur lancinante que le cloche ne sonne au milieu d'un set.

Les amateurs du schéma sexuel peuvent laisser leur défunt complexe d'Edipe au vestiaire. Que diable ! Freud n'avait que faire de la mythologie ! La raquette a détrôné la sexualité : le nirvana à portée de main, c'est deux heures de tennis et un bon cigare. Ce Freud secret, hanté par les ramasseurs de balles, par la tenue virgine des jeunes championnes de terre battue, répétait volontiers : « Quelques choses en moi se révoltent contre la compulsion qui me pousse à continuer de gagner ma vie et d'assumer mes responsabilités vis-à-vis de ma famille et de mes malades. Je sens monter en moi une étrange et secrète aspiration : n'être rien d'autre qu'un « perdant du tennis. »

Voilà donc ce que donnent Freud et la psychanalyse lorsqu'ils sont revus et corrigés par Theodor Saretzky. Cette parodie a fait beaucoup rire les Américains...

Sigmund et la biologie

L'AN passé, à Londres, dans un vieux coffre appartenant au psychanalyste hongrois Sándor Ferenczi, lise Grubrich-Simittis, le cœur battant, mit la main sur un manuscrit inédit de Freud. Elle l'identifia sans peine : il s'agissait de l'ébauche du douzième des exposés métapsychologiques auxquels Freud avait travaillé du mois de novembre 1914 à l'été 1915. Seuls cinq de ces essais avaient échappé à l'implacable censure de leur auteur : *Pulsions et destins des pulsions*, le *Refoulement*, l'*Inconscient*, *Deuil et mélancolie* et *Complément métapsychologique à la théorie du rêve*.

Dans une lettre du 8 avril 1915 à Ferenczi, Freud avait personnellement décrit le « mécanisme » de créativité scientifique : il y voyait « la succession d'un jeu audacieux de la fantaisie et d'une impitoyable critique au nom de la réalité ». Il laissait par ailleurs Ferenczi libre de conserver ou de détruire cette *Vue d'ensemble des névroses de transfert* qu'il lui avait soumise.

Ce manuscrit fut sauvegardé, et le voici publié en français. Il établit un lien supplémentaire entre les deux livres les plus audacieux et les plus controversés de l'époque héroïque de la psychanalyse : *Totem* (1912), d'une part, et *Le Moi* (1924), d'autre part.

En effet, Freud s'aventure ici au plus loin de l'expérience clinique et s'abandonne à de déconcertantes rêveries sur les drames préhistoriques qui affaiblissent l'espèce humaine et sur leur retentissement dans le psyché de l'homme moderne. Jusqu'à la fin de sa vie, d'ailleurs, Freud soutiendra que « l'héritage archaïque de l'homme n'englobe pas seulement des dispositions mais aussi des contenus, des traces mnésiques relatives au vœu des générations antérieures ».

Dans un commentaire d'une précision et d'une rigueur exemplaires, lise Grubrich-Simittis souligne combien non seulement Freud, mais aussi Sándor Ferenczi, Karl Abraham et Carl Gustav Jung partageaient les conceptions évolutionnistes alors en vogue et rêvaient de jeter un pont entre les sciences naturelles et les sciences humaines, en élargissant leurs découvertes sur le socle d'une métabiologie. Freud n'écrivait-il pas dans *Au-delà du principe de plaisir* (1920) que la « biologie est vraiment un domaine aux possibilités illimitées ; nous devons nous attendre à recevoir d'elle les lumières les plus surprenantes, et nous ne pouvons pas deviner quelles réponses elle donnera dans quelques décennies aux questions que nous lui posons. Il s'agit peut-être de réponses telles qu'elles feront s'écrouler tout l'édifice artificiel de nos hypothèses » ?

ROLAND JACCARD.

★ LE TENNIS ET LA SEXUALITÉ. LES ÉCRITS SECRETS DE FREUD, par Theodor Saretzky, trad. de l'américain par Jacqueline Carand. Préface de Gérard Miller. Navarin-Scail, 126 p., 59 F.

★ VUE D'ENSEMBLE DES NÉVROSES DE TRANSFERT, de Sigmund Freud, édition bilingue, trad. de l'allemand par Patrick Lacoste, commentaires d'Ise Grubrich-Simittis et Patrick Lacoste. Gallimard, 210 p., 75 F.

— Signalons également l'essai de Daniel Widlöcher : *Métapsychologie du sens*, qui, d'entrée de jeu, pose la question décisive : la métapsychologie freudienne est-elle devenue une langue morte ? PUF, 172 p., 98 F.

ANTOINE RECCO DEVANT LES ASSISES DE CORSE-DU-SUD

Deux témoignages terribles

De notre envoyé spécial

Ajaccio. — En s'enfermant dans un système de défense limité à cette phrase répétitive : « Je ne connais personne », Antoine Recco n'a pas fait le bon choix. Ce « Je ne connais personne » revient, en effet, à soutenir non seulement qu'il n'a jamais vu Genevieve Clément et Isabelle Gaudon, les deux jeunes filles qu'il est accusé d'avoir étranglées et jetées à la mer dans la nuit du 26 au 27 septembre 1981, mais aussi à nier avoir, à cette époque, rencontré d'autres touristes suisses et allemands qui, eux, sont toujours vivants et ont gardé de lui des souvenirs précis. Cependant, deux témoignages de ces témoins ont répondu à la convocation à la cour d'assises de la Corse-du-Sud. Ce sont les ressortissants suisses, M. Claude Othenin-Girard et l'une de ses amies, M^{lle} Véronique Gigon.

Les témoignages qu'ils ont apportés, mercredi 4 juin, avec précision et calme, pèsent d'un grand poids. M. Othenin-Girard connaissait déjà M. Antoine Recco. Il avait vu, dans le cadre de vacances précédentes, l'homme ne lui avait pas déplu, « un peu porté vers le sport », un peu envahissant, mais « sympathique ». Lorsqu'à la fin de septembre 1981, M. Othenin-Girard revint mouiller son bateau, le « Nivola », dans le port de Propriano, il ne fut donc pas surpris de le revoir à bord de son embarcation. Surpris non plus de se voir proposer une partie de pêche. Antoine Recco fut donc reçu à son bord. Il apportait du poisson. On en fit aussi griller sur la plage. On but des verres ensemble. Rien dans tout cela ne pouvait paraître inquiétant.

La journée du 26 septembre 1981, M. Othenin-Girard a vu, ce jour-là, Antoine Recco en compagnie de deux jeunes filles. Plus tard, sur photographies, il reconnaît en elles Isabelle Clément et Genevieve Clément. Il dit : « Je l'ai appelé et nous sommes tous montés sur mon bateau. Il nous a présenté ces deux jeunes filles comme ses amies. Elles étaient venues du continent. J'étais un peu mal à l'aise. Il nous a proposé de

manger de la langouste et du poisson. Au début de l'après-midi il est reparti seul. Les jeunes filles nous ont alors raconté qu'elles étaient en vacances, qu'elles venaient de Corse à bord d'un campement à Propriano. Elles nous ont dit aussi qu'elles étaient du tout au tout d'Antoine Recco. Comme il les avait invitées à une partie de pêche dans l'après-midi, elles venaient avec elles

Selon un témoin suisse, les deux victimes ont quitté le port à bord du bateau de l'accusé. Le lendemain, Antoine Recco a demandé à un touriste allemand de l'aider à jeter la moto de celles-ci à la mer.

couraient un risque en acceptant. Je leur ai répondu que non, d'autant que l'une d'elles m'avait dit prudemment qu'elle avait dans son sac... »

Après quoi, M. Othenin-Girard a vu effectivement revenir Antoine Recco, qui alors, emmena les jeunes filles. « Je les ai vues monter à bord de son bateau et quitter le port vers 16 heures. Elles nous ont fait des signes de la main. Nous avons répondu de la même façon. »

A ce moment, lorsque le bateau de M. Othenin-Girard, M. Othenin-Girard a vu les deux jeunes filles et Recco qui pilotait. Pourquoi d'ailleurs ? Non, personne d'autre.

L'arme de la défense

La défense ne dispose contre cette déposition que d'une seule arme. C'est la déclaration de Giuseppe Giglio, absent ce jour-là, mais qui, au cours de l'enquête, a affirmé que, dans la nuit qui suivit, il vit, vers 1 heure du matin, Recco remonter de la cale les corps des deux jeunes filles étranglées, qu'il jeta alors à la mer. Or Giglio affirme que, au moment de l'appareillage, le 26 septembre, à 16 heures, c'est lui qui signala la barre du bateau d'Antoine Recco dont il était un employé occasionnel.

Dans ces conditions, M. Othenin-Girard n'aurait-il pas dû voir quatre personnes et non trois ? On a discuté sur la distance qui séparait son propre voilier au mouillage du ponton d'où Recco quitta le port : 80 à 100 mètres, a dit M. Othenin-Girard. Impossible, a répliqué la défense, tout au plus 30 mètres. Cela pour signifier qu'à cette distance le témoin aurait dû voir quatre personnes et non trois. S'il n'en a vu

que trois, c'est que Giglio n'y était pas, et que, dès lors, son accusation, qui est pour Antoine Recco la plus terrible, devient sans portée.

Il n'est, en tout cas, pas évident que M. Othenin-Girard, comme M^{lle} Véronique Gigon, ont bien vu Antoine Recco emmener les deux jeunes filles qu'il affirme, aujourd'hui, n'avoir jamais vues.

M. Othenin-Girard a signalé un autre fait. Le lendemain, quand Antoine Recco était revenu à Propriano, le plaisancier suisse vit intimer l'ordre, par le capitaine du port, d'avoir à déplacer son bateau. « J'ai eu alors, dit-il, le sentiment qu'on voulait me faire partir... »

En cette même période, d'autres témoignages étranges se sont produits dans le golfe du Valinco. C'est d'ailleurs à l'issue de l'enquête, alors que l'a expliqué le capitaine du gendarmier, Jean-Louis Castier, put progressivement s'élucider. Car, le 27 septembre 1981, Antoine Recco reprenait la mer de nouveau, en compagnie, cette fois, d'un touriste allemand, M. Hans Mengel, qu'il avait convié, selon ses habitudes, à une partie de pêche. Ce dernier, qui a écrit dans son rapport, qu'il avait à Ajaccio, a fait des déclarations enregistrées à Duisbourg où il demeure, en exécution d'une commission rogatoire internationale. « C'est moi, a-t-il expliqué, qui avais demandé à Recco de m'emmener à son bord avec mon fils âgé de cinq ans. Nous sommes allés à la mer. M. Mengel a dit qu'il n'avait jamais vu de corps et que Recco a déclaré de revenir à terre pour que l'on prenne des photos propres à léster les files. Je l'ai vu pousser une moto Yamaha (celle dont disposait Genevieve Clément) et m'a demandé de l'aider à la monter à bord. Les deux filles ont répondu : « C'est toi, M. Mengel, qui le pousseur venir les sacs de la moto, au retour des deux sœurs-gorge de maillots de bain, dont, curieusement, M. Mengel s'empara et qu'il remit plus tard à la police. »

Pour l'heure, les sacs étaient vides, mais lui a demandé, de nouveau, de l'aider pour jeter la moto par-dessus bord. Cela fait, a-t-il précisé dans cette même déclaration recueillie en Allemagne, Antoine Recco m'a dit : « Voilà du bon travail. Ici, les fonds ont une telle profondeur qu'on ne retrouve jamais rien. » Après quoi, il m'a fait signe de garder le silence en mettant un doigt sur sa bouche.

Le troisième personnage de cette affaire, Mourad Kassar, un Syrien de quarante et un ans, qui réside à Paris, est soupçonné par la DST d'être un trafiquant international d'armes et de drogue. Il serait, selon ce même service, joué un rôle dans l'attentat à la rue Copernic. En le condamnant à huit ans de prison, le tribunal déclare : « Compte tenu de son rôle d'organisateur à l'échelle internationale attesté par l'étendue de sa richesse dans son palais de Marbella, en Espagne, il y a lieu de lui infliger la peine la plus importante à la mesure de sa dangerosité, le terroriste trouvant en lui son meilleur ambassadeur. »

Egalement en fuite, la fiancée de Mohamed Ghadban, Raja Khali, vingt-huit ans, qui le retrouvait à chacun de ses voyages en Europe, a été condamnée à quatre ans de prison. Enfin, pour ce qui concerne la jeune secrétaire-gouvernante, Marie-Sybille Pool, vingt-deux ans, prévenue libre, M. Ducos estime qu'elle est coupable de complicité d'association de malfaiteurs « par inépuisable insouciance » pour l'insécurité de l'Etat. Mais elle est exemptée de peine, en application de l'article 288 du code pénal dans la mesure où, avant toute poursuite, elle a révélé l'association et permis l'identification des prévenus en cause. Toutefois, pour « dénotation d'armes », elle a été condamnée à deux ans de prison avec sursis.

M. P.

CINQ CONDAMNATIONS AU TRIBUNAL DE PARIS

Quatre terroristes et une « repentie »

Reconnu coupable d'association de malfaiteurs, un cadre du Front de libération de la Palestine (FLP), Mohamed Ghadban, trente-huit ans, considéré comme le chef militaire du mouvement palestinien en Europe, a été condamné, mercredi 4 juin, par la quatorzième chambre correctionnelle de Paris à six ans d'emprisonnement. Le jugement se réfère aux textes actuels pour sanctionner la participation à un groupe terroriste, tout en faisant preuve d'indulgence pour les repentis.

Mohamed Ghadban avait été arrêté le 8 avril 1985, après les révélations à la DST de sa jeune et native secrétaire-gouvernante qui lui avait donné un aspect technique à ses activités. Le couple avait été vu dans plusieurs villes d'Europe peu de temps avant la réalisation de l'attentat à la rue Copernic. Les enquêteurs avaient découvert des armes dans l'appartement où il se trouvait à la jeune femme par le FLP.

Pour l'heure, les sacs étaient vides, mais lui a demandé, de nouveau, de l'aider pour jeter la moto par-dessus bord. Cela fait, a-t-il précisé dans cette même déclaration recueillie en Allemagne, Antoine Recco m'a dit : « Voilà du bon travail. Ici, les fonds ont une telle profondeur qu'on ne retrouve jamais rien. » Après quoi, il m'a fait signe de garder le silence en mettant un doigt sur sa bouche.

Le comportement d'Odried Hepp

Les juges ajoutent : « Quelles que soient les motivations politiques qui ont inspiré son comportement, la justice, sans les mésestimer, doit sanctionner sévèrement tous les terroristes qui troublent gravement l'ordre public sur le territoire national. »

Odried Hepp, un du groupe néonazi Hoffmann, par M. Ducos, rééd. d'Allemagne, est confident de Mohamed Ghadban, a été relaxé,

aucune preuve n'étant rapportée à son encontre d'une manipulation des armes en France. Le tribunal observe que son comportement « permet de penser qu'il partage les buts de l'association ou participe à son entreprise ». Mais les juges précisent : « Une interprétation aussi extensive de la loi permettrait de poursuivre tout militant ou sympathisant du FLP, branche de l'OLP, organisation reconnue par les instances internationales, alors que seuls ses membres qui participent par des actes matériels concrets à des actions terroristes sont sanctionnables. » Il a cependant été condamné à six mois de prison pour recel et usage de faux passeports.

Le troisième personnage de cette affaire, Mourad Kassar, un Syrien de quarante et un ans, qui réside à Paris, est soupçonné par la DST d'être un trafiquant international d'armes et de drogue. Il serait, selon ce même service, joué un rôle dans l'attentat à la rue Copernic. En le condamnant à huit ans de prison, le tribunal déclare : « Compte tenu de son rôle d'organisateur à l'échelle internationale attesté par l'étendue de sa richesse dans son palais de Marbella, en Espagne, il y a lieu de lui infliger la peine la plus importante à la mesure de sa dangerosité, le terroriste trouvant en lui son meilleur ambassadeur. »

Egalement en fuite, la fiancée de Mohamed Ghadban, Raja Khali, vingt-huit ans, qui le retrouvait à chacun de ses voyages en Europe, a été condamnée à quatre ans de prison. Enfin, pour ce qui concerne la jeune secrétaire-gouvernante, Marie-Sybille Pool, vingt-deux ans, prévenue libre, M. Ducos estime qu'elle est coupable de complicité d'association de malfaiteurs « par inépuisable insouciance » pour l'insécurité de l'Etat. Mais elle est exemptée de peine, en application de l'article 288 du code pénal dans la mesure où, avant toute poursuite, elle a révélé l'association et permis l'identification des prévenus en cause. Toutefois, pour « dénotation d'armes », elle a été condamnée à deux ans de prison avec sursis.

M. P.

UNE CONFÉRENCE DE PRESSE DE SOS-RACISME

M. Harlem Désir met en garde le gouvernement contre « la multiplication des bavures policières »

« Nous préférons que M. Pasqua s'occupe du découpage électoral, plutôt que de se consacrer à quatre les cheveux des bœufs... » En ces termes, M. Harlem Désir, le président du SOS-Racisme, a mis en garde, mercredi 4 juin, le gouvernement contre la « multiplication des bavures policières », au cours des dernières semaines.

Le responsable de l'organisation SOS-Racisme, lors d'une conférence de presse à laquelle participaient plusieurs personnes, a déclaré que les bavures policières « ou leurs proches, en a appelé au gouvernement pour qu'il se mette à la recherche de la police ». La réclamation a été terminée, a déclaré M. Désir. Il n'y a pas un seul nombre de gardiens de la paix, se dit-il, et qu'un seul

« d'hommes politiques prennent conscience des dérives qui se produisent. »

M. Désir, relevant que « maintenant », immigré est considéré comme coupable par certains fonctionnaires de la police, a déclaré que, dans les commissariats, beaucoup de gens ne plus avec dignité, mais considérés comme des chiens. Il est temps de calmer le jeu, de décrier », a ajouté le président de SOS-Racisme, qui a proposé plusieurs mesures pour : respect des textes en vigueur sur l'identité, tant qu'ils ne sont pas abrogés, information des personnes sur leurs droits en cas d'interpellation, affichage des articles de loi et présence physique d'un magistrat du parquet dans les commissariats.

M. Désir doit être reçu jeudi par le préfet de police M. Paris. M. Guy Fougère, à qui il proposera d'organiser une journée « portes ouvertes » dans les commissariats, pour rétablir le dialogue entre les gardiens de la paix et la population.

LA MORT D'UN CONGOLAIS EN GARE DE VIGNEUX-SUR-SEINE

Lors de la conférence de presse, M. Harlem Désir, président du SOS-Racisme, a déclaré que les faits suivants : Lundi 4 juin, à l'après-midi, M. Benjamin Tala, se rendant à Lyon, prend un train à Vigneux-sur-Seine, où il est tué par un train de marchandises. M. Tala ne peut le récupérer. Après s'être adressé à un premier représentant du SNCF qui déclare incompétent, il se rend dans le train, et de son plein gré, fait état en règle, mais sans résultat. M. Tala présente un mandat d'arrêt pour meurtre, mais le SNCF refuse de le récupérer. M. Tala se rend à la gare de Vigneux-sur-Seine, où il est défendu par M. Tala de descendre : celui-ci se refuse à descendre, mais le SNCF refuse de le récupérer. M. Tala se rend à la gare de Vigneux-sur-Seine, où il est défendu par M. Tala de descendre : celui-ci se refuse à descendre, mais le SNCF refuse de le récupérer.

LE NOUVEAU SIÈGE D'INTERPOL A LYON

Un cube sur un bassin

De notre envoyé spécial.

Lyon. — Les responsables d'Interpol, plus déterminés qu'il n'y paraît, ont décidé de déménager rapidement. Ils ont choisi, pour leur nouveau siège, un terrain à Vigneux-sur-Seine, à l'ouest de Lyon, qui sera édifié le futur siège de l'organisation internationale de police criminelle, qui compte trente-huit membres. M. Raymond Kendall, secrétaire général, a évoqué une ironie amère les dégâts infligés à l'actuel siège d'Interpol à Saint-Cloud, le 16 mai dernier : « Nous allons déménager... on a déjà rappelé avec un début de démolition ! »

La charge d'explosion mise à feu par le groupe terroriste a, en fait, gravement endommagé le bâtiment de l'organisation internationale, qui a début d'incendie détruit les archives criminelles, dans le département où sont groupées les empreintes digitales de quelque 5 000 mille malfaiteurs internationaux. Dans plusieurs pays, se sont étonnés par la maquette du futur siège d'Interpol ne ressemble pas plus à un bunker.

Les apparences sont pourtant trompeuses. Le projet de l'architecte marseillais Louis Manuella, s'il n'est pas très original, ne dédaigne aucun

ment de protection. Les 250 fonctionnaires d'Interpol qui emménageront dans le nouveau bâtiment, à la fin de l'année 1988, seront à l'abri d'une clôture dissuasive et d'un « mur végétal » plus d'Aurich et leurs piquants n'inviteront pas à la promenade.

Les témoins se heurteront aussi à une brigade canine et à un gadget dernier cri : un système discret de tuyaux, qui soléclenchent à la moindre pression alarme. Enfin, qui sortiraient valqueurs parcourent du combattant devraient encore se transformer en passamurailles ne pas être immédiatement dénoncés par les infrastructures et des caméras.

LAURENT GRELSAMER.

ACTION DIRECTE A LYON : UNE CINQUIÈME ARRESTATION

M. Marcel Lemonde, juge d'instruction à Lyon, a inculpé, le 4 juin, Henri Cachau-Herrellat, vingt-cinq ans, d'association de malfaiteurs, de recel, de vols qualifiés et d'infraction à la législation sur les armes. Ecroué à la maison d'arrêt de Trévoux (Ain), Henri Cachau-Herrellat, originaire de Francheville (Rhône), avait été arrêté le 28 mai, lors de la poursuite de l'enquête sur le groupe Action directe de Lyon, dont le responsable, présumé, André Olivier, a été appréhendé le 28 mai dernier.

C'est en exploitant de nombreux renseignements chez la compagnie de ce dernier, M. Crépét, que les policiers ont pu identifier et arrêter Henri Cachau-Herrellat, le 28 mai. Il était suivi d'un stage de préparation au diplôme d'aptitude à la fonction d'animateur.

Au total, cinq membres présumés du groupe Action directe à Lyon sont désormais détenus.

DANS « LE QUOTIDIEN DE PARIS »

Les déceptions budgétaires du garde des sceaux

Dans un article publié dans le Quotidien de Paris du 5 juin, le garde des sceaux déclare que le budget, contrairement à ses espérances, n'augmentera pas de manière satisfaisante.

Lors de sa première conférence de presse parisienne, le 23 avril, M. Alain Chalon avait estimé qu'il était « impossible de redresser la situation (de la justice) sans avoir les fonds nécessaires ». Dans le Quotidien de Paris, le garde des sceaux déclare : « Je ne suis pas à des choses... »

A la question : « Que va devenir le projet de code pénal ? », M. Chalon répond : « Il va être repris et communiqué à ceux qui se voulaient par un... »

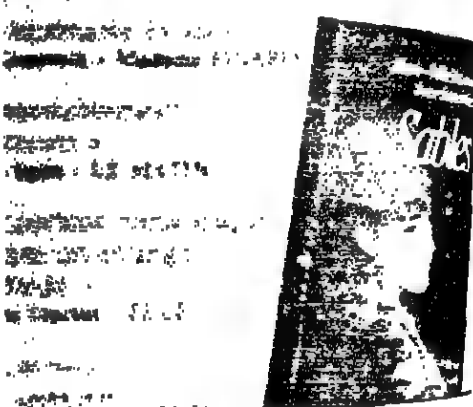
FAITS DIVERS

Aux Pays-Bas 220 KILOS D'HÉROÏNE SAISIS DANS LE PORT DE ROTTERDAM

La police néerlandaise a annoncé, mercredi 4 juin, qu'elle avait saisi dans le port de Rotterdam 220 kilos d'héroïne pure dans une seule cachette. Un porte-parole de la police a estimé à 20 millions de dollars (145 millions de francs) la valeur de la drogue, ajoutant : « C'est certainement la plus grosse prise ayant jamais eu lieu aux Pays-Bas, et, croyons, la plus grosse en Europe. »

Le port de Rotterdam passe depuis longtemps pour l'un des principaux lieux de transit des filières internationales de la drogue.

roman de la vie d'Isabelle Gaudon



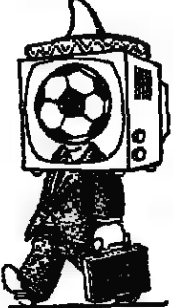
UDIE CACHAU



autre histoire

Préface de Maria Torok

des femmes



sports

LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

De l'allégresse à l'affrontement

Le Mexique doit affronter samedi 7 juin le Paraguay au stade Azteca. Assisterez-vous à cette occasion à de nouveaux incidents ? La place des supporters, ajoutée au défilé d'une partie de la jeunesse, risque chaque fois de provoquer l'intervention de l'armée et de prendre un tour violent en raison de la situation sociale tendue que connaît le pays. La victoire de l'équipe du Mexique sur celle de la Belgique avait provoqué l'enthousiasme dans les rues de la capitale dans la nuit de mardi à mercredi.

Des groupes de supporters sillonnaient la ville en actionnant leurs avertisseurs. La place de l'Indépendance, le centre de Mexico, fermée à la circulation depuis plusieurs jours, avait envahi par quelque vingt-cinq mille personnes venues chanter et crier leur joie. Mais l'alcool aidant, l'allégresse des supporters mexicains a pris des allures d'émeute. Des bandes rivales se sont affrontées à coups de bouteilles brisées et de couteaux. Plusieurs magasins situés près de la place de l'Indépendance ont été

pillés. Des Ecossais, vêtus de leurs traditionnels kilts, sont devenus des victimes faciles pour des jeunes éméchés. Pen après minuit la situation s'est vraiment dégradée selon la police. Vitres de voitures brisées, portes de monuments publics défoncées, autobus détournés, la folle nuit de Mexico a dégénéré. L'intervention des forces de police au petit matin a provoqué de sérieux affrontements et l'arrestation de près de deux cents personnes. Diverses

bagarras de la nuit ont fait cent quatre-vingt-sept blessés, dont quarante-cinq plus sérieusement atteints ont été soignés à l'hôpital. La police indique que contrairement à certaines rumeurs il n'y a pas eu de coups de feu tirés. Cette violence soudaine, ponctuelle de nombreux cris anti-gouvernementaux, rappelle les événements de 1968, qui avaient fait plus de trois cents morts. L'armée avait alors tiré sur la foule qui manifestait contre le prix élevé des billets pour les Jeux olympiques.

GROUPE E : ALLEMAGNE DE L'OUEST ET URUGUAY (1-1), A QUERETARO

Le quadrille des hussards noirs

De notre envoyé spécial

Queretaro. - Faudrait-il flotter sur ce stade Mirador la « Cavallera », la tête de mort que l'on retrouve partout au Mexique, ces fêtes de cousin hispanique, ces fêtes de cousin hispanique ? Les Mexicains qui raffolent du morbide, d'un piment ajouté à la

charge. On dit, en allemand évidemment, sinon on serait vulgaire, que ce n'est point de la broche. Il est trop jeune, Franz, pour avoir de l'autorité. A moins que les autres ne soient vieux pour lui. Les hommes de main, comme le célèbre Schumacher, notre vieux copain de Séville, les hommes de pied et de contrepied, comme le

la presse nationale, pour des ragots du plus pur classicisme : le guillotin d'avant match, des joueurs qui auraient fait le mur et leurs épouses évidemment éplorées. Bref, rien que de la vie classique. Moins classé que l'incapacité. Le refus, le Franz Beckenbauer de donner la composition de son équipe plus d'une demi-heure avant la rencontre. Comme il lui avait fallu qu'il l'a fait passer ? - des trépas diplomatiques, du miel et des susceptibilités égratignées jusqu'au dernier moment.

On ne ménage pas le monde et le sort. Quatre minutes à peine après le début des hostilités, « la Cécile » voguait sur un petit lac. Un cadeau du ciel, un puits de Norbert Eder, le grand allemand, en retrait mal ajusté, et une anabaine pour Antonio Alcaraz. L'Uruguayien vers le but. Comme Michel Schumacher ne saurait les faire passer, il marque : 1-0.

On ne ménage pas le monde et le sort. Quatre minutes à peine après le début des hostilités, « la Cécile » voguait sur un petit lac. Un cadeau du ciel, un puits de Norbert Eder, le grand allemand, en retrait mal ajusté, et une anabaine pour Antonio Alcaraz. L'Uruguayien vers le but. Comme Michel Schumacher ne saurait les faire passer, il marque : 1-0.

Bref, l'ennemi, seulement distrait par un groupe de supporters allemands, en colère, se laisse aller à quelques fautes. Le grand vaisseau voguait vers le but. Alors, alors seulement, puisqu'il le fallait bien, le gardien de la garde, Michel Schumacher, même souffreteux, Pierre Littbarski et Armin Veh, relèvent le point-levé. Entre une équipe tête et l'autre croche, on imagine le match, une pénitence, à ne rien voir venir, seulement le terrain qui poudroie, et à l'entendre que les armures et le sifflet à répétition de l'arbitre.

Bref, l'ennemi, seulement distrait par un groupe de supporters allemands, en colère, se laisse aller à quelques fautes. Le grand vaisseau voguait vers le but. Alors, alors seulement, puisqu'il le fallait bien, le gardien de la garde, Michel Schumacher, même souffreteux, Pierre Littbarski et Armin Veh, relèvent le point-levé. Entre une équipe tête et l'autre croche, on imagine le match, une pénitence, à ne rien voir venir, seulement le terrain qui poudroie, et à l'entendre que les armures et le sifflet à répétition de l'arbitre.

Un kaiser qu'on tutoie

Un jour, parlant des entraîneurs allemands, Michel Platini avait dit, dans une promesse : « Le différencier ? C'est ce que j'aimerais. Michel Hidalgo et qui je vois Henri Michel. Toute la différence, en effet. Un kaiser tutoyé est un kaiser déchu. Et, de fait, du camp allemand parvenant à déléguer rumeurs, une litanie gigantesque entre Franz Beckenbauer et

vie, ont une expression pour parler du groupe E du Mondial : « Le groupe de la mort », de la mort évidemment. Joue ou crève, soit promis aux quatre équipes de l'apocalypse, République fédérale d'Allemagne, Uruguay, Danemark, Ecossais, dans un féroce mélange.

Le quadrille des hussards noirs a donc débuté sur le terrain des Trépassés. Une chanson, sans même, dommage, être éditée plus lyrique, qu'aucun des autres à cette partie de l'apocalypse. Les groupes de l'apocalypse, République fédérale d'Allemagne, Uruguay, Danemark, Ecossais, dans un féroce mélange.

Certes, il y avait de quoi. Poètes, dehors. Ici l'on trouve même les trop riches, les trop pauvres, les trop beaux, tout à la fois, une trentaine au coup franc d'une partie de l'apocalypse. Les groupes de l'apocalypse, République fédérale d'Allemagne, Uruguay, Danemark, Ecossais, dans un féroce mélange.

D'abord ces Uruguayens. Nul ne figure, la réputation des footballeurs du monde n'est pas sans être un casier sans sans accorde. Une appellation plutôt romantique au coup franc d'une partie de l'apocalypse. Les groupes de l'apocalypse, République fédérale d'Allemagne, Uruguay, Danemark, Ecossais, dans un féroce mélange.

Une soignée répartition donc, un virtuose devant, neuf Uruguayens, et un virtuose derrière, le goal Fernando Alvarez. Les troupes de l'entraîneur Borrás, dit « le professeur », étaient prêtes. En face de l'atletico de « prof », celui de Franz Beckenbauer, dit « le aiser ». Le beau Franz, le libéro de charme, celui-là même qui fit le bouheur de l'équipe d'Allemagne, au

le Mexique, pour des ragots du plus pur classicisme : le guillotin d'avant match, des joueurs qui auraient fait le mur et leurs épouses évidemment éplorées. Bref, rien que de la vie classique. Moins classé que l'incapacité. Le refus, le Franz Beckenbauer de donner la composition de son équipe plus d'une demi-heure avant la rencontre.

On ne ménage pas le monde et le sort. Quatre minutes à peine après le début des hostilités, « la Cécile » voguait sur un petit lac. Un cadeau du ciel, un puits de Norbert Eder, le grand allemand, en retrait mal ajusté, et une anabaine pour Antonio Alcaraz. L'Uruguayien vers le but. Comme Michel Schumacher ne saurait les faire passer, il marque : 1-0.

Bref, l'ennemi, seulement distrait par un groupe de supporters allemands, en colère, se laisse aller à quelques fautes. Le grand vaisseau voguait vers le but. Alors, alors seulement, puisqu'il le fallait bien, le gardien de la garde, Michel Schumacher, même souffreteux, Pierre Littbarski et Armin Veh, relèvent le point-levé. Entre une équipe tête et l'autre croche, on imagine le match, une pénitence, à ne rien voir venir, seulement le terrain qui poudroie, et à l'entendre que les armures et le sifflet à répétition de l'arbitre.

Un jour, parlant des entraîneurs allemands, Michel Platini avait dit, dans une promesse : « Le différencier ? C'est ce que j'aimerais. Michel Hidalgo et qui je vois Henri Michel. Toute la différence, en effet. Un kaiser tutoyé est un kaiser déchu. Et, de fait, du camp allemand parvenant à déléguer rumeurs, une litanie gigantesque entre Franz Beckenbauer et

« Neza » endimanchée

d'autant qu'ils n'hésitent pas à se laisser aller à plusieurs fautes.

Malgré les protections dont ils bénéficient, les joueurs allemands ont subi la première révolte des habitants : grève des paiements des indemnités de remboursement des crédits. L'Etat allemand, qui ne paie pas les joueurs, a été obligé de leur verser des indemnités de remboursement des crédits. L'Etat allemand, qui ne paie pas les joueurs, a été obligé de leur verser des indemnités de remboursement des crédits.

Aujourd'hui, malgré les noms de rue, la ville de Neza n'est que la capitale d'un monde. Les vingt-cinq quartiers de Neza n'ont rien d'incertain. La plupart des rues, peu ou mal drainées, sont boueuses, non entretenues, et le désespoir de la population se lit sur les murs. « Neza mierda », « Face aux coups de force de la police, organisations des bandes », « Mort à Toluca », les slogans maculant une borne près de la colonie de Palma où des groupes de punks se retrouvent chaque jour. Car Neza n'offre pas d'emploi à cette population

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

Ni paradis ni enfer

Tout est complètement noir. Les maisons basses, construites en parpaings, ont subi la première révolte des habitants : grève des paiements des indemnités de remboursement des crédits. L'Etat allemand, qui ne paie pas les joueurs, a été obligé de leur verser des indemnités de remboursement des crédits.

Aujourd'hui, malgré les noms de rue, la ville de Neza n'est que la capitale d'un monde. Les vingt-cinq quartiers de Neza n'ont rien d'incertain. La plupart des rues, peu ou mal drainées, sont boueuses, non entretenues, et le désespoir de la population se lit sur les murs. « Neza mierda », « Face aux coups de force de la police, organisations des bandes », « Mort à Toluca », les slogans maculant une borne près de la colonie de Palma où des groupes de punks se retrouvent chaque jour. Car Neza n'offre pas d'emploi à cette population

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

Ni paradis ni enfer

Tout est complètement noir. Les maisons basses, construites en parpaings, ont subi la première révolte des habitants : grève des paiements des indemnités de remboursement des crédits. L'Etat allemand, qui ne paie pas les joueurs, a été obligé de leur verser des indemnités de remboursement des crédits.

Aujourd'hui, malgré les noms de rue, la ville de Neza n'est que la capitale d'un monde. Les vingt-cinq quartiers de Neza n'ont rien d'incertain. La plupart des rues, peu ou mal drainées, sont boueuses, non entretenues, et le désespoir de la population se lit sur les murs. « Neza mierda », « Face aux coups de force de la police, organisations des bandes », « Mort à Toluca », les slogans maculant une borne près de la colonie de Palma où des groupes de punks se retrouvent chaque jour. Car Neza n'offre pas d'emploi à cette population

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones de triporteurs, surchargés de glace ou de provisions diverses.

plus, des petits métiers font leur apparition, et des milliers de triporteurs s'alignent dans la ville, surchargés de glace ou de provisions diverses. Les quartiers de Neza sont devenus des zones

T DE LA RATP

avenir des transports public
ude Quin

AFFAIRES

Barricadé dans son usine
Un patron « indépendant »
en appelle à l'Etat

De notre correspondant

Toulouse. — Il y a quelque chose de l'animal aux abois chez cet homme d'une quarantaine d'années qui tourne en rond derrière la grille baissée de son entreprise. Le cheveu poivre et sel, l'œil délavé comme un jean passé sur les pierres, un visage à faire un bout d'assail pour une série télévisée américaine, Jean-Claude Ottenwaelder, patron d'une petite entreprise de confection toulousaine, refuse depuis le vendredi 30 mai de laisser entrer quiconque dans ses locaux.

Chez « Otten », comme disent volontiers ceux du milieu de la confection, on fait des chemises de haut de gamme pour des grandes marques parisiennes. Il a suffi que l'un de ces donneurs d'ordres dépose son bilan, lui faisant une ardoise de 140 000 F pour qu'il se retrouve au bord du gouffre, incapable d'assurer la paie de ses salariés. L'entreprise connaît, semble-t-il, des difficultés depuis longtemps. Des stocks trop importants, différents impayés, avaient déjà mis à mal sa trésorerie.

Mais, aujourd'hui, Jean-Claude Ottenwaelder refuse de déposer à son tour le bilan. Il a décidé d'aller jusqu'au bout, pas seulement pour obtenir un sursis d'un mois, mais pour que les pouvoirs publics régent le fond du problème de la sous-traitance. « Je suis un ouvrier, en tant que sous-traitant je dois être traité comme un ouvrier, comme les salariés et donc être payé dans le cas d'un dépôt de bilan, en premier avec les privilégiés ».

Une revendication qui n'aurait rien d'extraordinaire si ce prisonnier volontaire n'était un ancien syndicaliste du SNPMI - Syndicat national du patronat moderne et indépendant dont il fut le président départemental. Et voilà ce champion de la libre entreprise qui en appelle à l'Etat, réclame de nouvelles réglementations, veut « moraliser » un marché où « certains se mettent du fin plein les poches ».

Convaincre le personnel

Le débat dépasse largement les murs de la PME Otten. L'Union patronale Midi-Pyrénées n'a pas fait connaître son sentiment, mais le syndicat de l'hébergement de la région vient à la rescousse : « Les ordres des fournisseurs doivent être considérés comme des ordres privilégiés, à l'instar des salaires ou de la Sécurité sociale », ajoutant, dans la foulée, que le récent accord multilatéral qui libéralise les échanges pénalise certains fournisseurs.

M. Ottenwaelder a aussi su convaincre son personnel. « Nous sommes avec lui, on est là pour l'aider », déclare l'une de ses ouvrières. Pourtant, les pertes minimes sont restées de l'autre côté des grilles, comme interdites par le patron de partager la gloire d'une réclusion. Aujourd'hui, il discute sur son engagement syndical dans les troupes de M. Gérard Deuk, M. Ottenwaelder n'a rien perdu des réflexes du syndicaliste de choc qu'il fut, ni le sens du spectacle ni le sentiment d'être chez lui seul maître après les dieux de l'économie.

Les ouvrières de l'entreprise ne ménagent néanmoins pas leur peine. Formées à l'esprit maison, craignant par dessus tout le chômage endémique dans la profession, elles sont parties en délégation à la mairie, à la préfecture, auprès des autorités. Venues demander grâce pour l'entreprise, elles s'en sont retournées rendre compte, déçues, engoûtées, refusant elles aussi, malgré du geste, de s'inscrire au chômage. « Nous sommes prêtes à travailler un mois gratuitement », explique encore une jeune femme blonde.

Aujourd'hui condamné à la réclusion volontaire, Jean-Claude Ottenwaelder se dit prêt à aller en prison. L'entreprise, son entreprise, est passée en quelques années de six à quarante salariés pour 3 millions de francs de chiffre d'affaires. Mais l'ennemi n'a plus de visage, alors l'homme crie au secours dans un har-kiri symbolique.

GÉRARD VALLÉS.

RECTIFICATIF. — Dans l'article relatif au limogeage de M. Giully (le Monde du 5 juin, p. 25) il fallait lire : « C'est été, paraît-il, une provocation à l'égard du corps préfectoral — qui selon les milieux de la majorité — se dit [et non se disent] meurt... »

AU SALON DE L'ENTREPRISE PATRONNÉ PAR « LE MONDE »

M. Chalandon plaide pour la multiplication des offres publiques d'achat

« L'entreprise ne doit dépendre de personne et notamment pas de l'Etat », a affirmé, le mercredi 4 juin, M. Albin Chalandon, garde des sceaux, lors du Salon de l'entreprise patronné et animé par le Monde et qui ferme ses portes jeudi.

Au cours d'une « table ronde » sur « L'entreprise et son environnement, qui réunissait en outre MM. Yvon Gattaz, président du CNPF, Marcel Boiteux, président d'EDF, et Bruno de Maulde, président-directeur général du Crédit du Nord, le ministre a dressé un sombre tableau de l'intervention étatique dans la vie des entreprises. Il a mis l'accent sur l'incompatibilité des logiques propres à l'entreprise et à l'Etat, incompatibilité des raisonnements qui s'opposent en terme de compétition et de politique sectorielles, mais aussi incompatibilité du rythme où la rapidité nécessaire face à la concurrence se heurte à la lourdeur étatique.

Enchaînant sur les nombreux maux de l'interventionnisme étatique, M. Chalandon a dénoncé la « dialectique diabolique » des aides publiques. Le ministre préconise donc leur élimination progressive au profit d'un allègement des charges fiscales de l'entreprise. Un propos dont M. Gattaz ne pouvait que se féliciter, en rappelant que l'insuffisante compétitivité des entreprises françaises est essentiellement le fait d'un environnement fiscal contraignant et de certaines « contraintes psychologiques », telle l'autorisation

préalable de licenciement, qui - pour n'être que psychologique - n'en sont pas moins de vraies maladies d'aujourd'hui ».

A cet égard, il annonce l'examen prochain des relèvements des seuils de représentativité au sein des PME, qui connaissent avec quatre représentants pour dix salariés et dix-huit pour cinquante salariés le plus fort seuil européen.

Mais M. Chalandon va plus loin : il dénonce la mainmise de l'Etat sur les « fonctions nobles » de l'entreprise, à savoir la recherche scientifique et la stratégie. Il met aussi en garde contre l'interventionnisme croissant des collectivités locales, et tout particulièrement des communes en matière de création et de soutien aux entreprises, qui conduit à des surenchères régionales déstabilisantes pour l'homogénéité du tissu économique français.

Interrogé sur l'autonomie d'une entreprise publique monopolistique telle qu'EDF, son président, M. Marcel Boiteux, a appuyé le propos du ministre en soulignant le manque de liberté d'EDF en ce qui concerne la fixation des tarifs, des salaires et même les décisions d'investissement et de financement. Tout en notant la particularité de la gestion d'une entreprise telle qu'EDF, qui, malgré un endettement record de 220 milliards de francs (soit 1,6 fois le chiffre d'affaires) n'a dégagé peu moins un bénéfice. M. Boiteux exprime sa préférence pour la formule des

« contrats de plan ». Ceux-ci négociés avec le pouvoir politique permettent, par la fixation d'objectifs à moyen terme, une marge d'indépendance plus grande à l'égard de l'administration.

Afin de dissocier le tissu étatique du tissu économique, dont l'imbrication aboutit à une déresponsabilisation des dirigeants d'entreprise, le ministre de la justice propose de définir « une charte des droits de l'entreprise » fondée sur la liberté de fixation des prix en régime de concurrence, la liberté du crédit et la liberté des changes. Face à cette charte des droits, il faut aussi poser les devoirs des entreprises, conditions nécessaires pour les mettre en situation de responsabilité. Elles devront notamment assumer la concurrence sans recourir à l'Etat dès la moindre avarie.

M. Chalandon insiste enfin sur le besoin de créer un réel marché de la propriété de l'entreprise, avec d'une part le développement des OPA en cas de mauvaise gestion et, d'autre part, l'amélioration des possibilités d'acquisition d'entreprise par ses cadres.

Autonomie, l'entreprise pour assurer sa pérennité doit donc pouvoir exister dans un environnement où ses droits et ses devoirs sont clairement établis, et cela non par le biais d'une législation étatique supplémentaire, mais par la mise en place de relations contractuelles.

Aussi, selon M. Chalandon, « la meilleure chose à faire est de faire le moins de textes possible ». Il n'entend donc pas réformer dans l'immédiat la législation sur les entreprises en défilance, attendant que l'expérience mette bien en valeur les bienfaits et les méfaits de cette dernière. « Nous pourrions donner comme objectif à l'Etat la situation du garde des sceaux, c'est-à-dire d'un ministre qui n'a rien à donner et tout à refuser », conclut ironiquement M. Chalandon.

A LA CONFÉRENCE MONÉTAIRE DE BOSTON

Les écueils de la concertation

De notre envoyée spéciale

Boston. — Les dirigeants monétaires du monde industriel se livrent à un « nouveau jeu de la coopération internationale ». Jeu stratégique s'il en est, pour l'évolution économique de la planète, avec une prudence consommée. Deux jours et demi de débats, à l'occasion de la conférence monétaire internationale réunissant à Boston les dirigeants des grandes banques, ont débouché sur un constat des gouvernements de banques centrales présents équivalant à une mise en garde : si les risques se sont amoindris ces derniers mois, toute euphorie, autrement dit tout laxisme, serait catastrophique.

La situation mondiale se présente sous de biens meilleurs auspices, grâce à la baisse du dollar, à la diminution des taux d'intérêt, à la chute des prix du pétrole. Moindre inflation et meilleure croissance offrent ce que le secrétaire au Trésor américain, M. James Baker, a qualifié d'« occasion en or » de s'attaquer aux déséquilibres qui demeurent. Mais le gros des corrections sur les taux de change ayant été réalisé, les « nouvelles étapes d'une concertation internationale joueront sur des éléments plus délicats, faisant réapparaître des intérêts nationaux difficilement compatibles », admettait un responsable de banque centrale européenne.

De fait, si la France a découvert que des « évaluations régulières pour rattraper les erreurs passées ne constituent pas une bonne solution », si la Belgique a compris qu'« une monnaie forte est un atout à l'exportation », si les Etats-Unis entendent poursuivre dans la voie, longue et difficile, de la réduction du déficit budgétaire et ont enfin décidé de prendre en compte « la portée internationale de la gestion de la première puissance économique de la planète », les moyens de parvenir à une meilleure convergence des économies provoquent plus que de simples nuances.

Le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, n'a cessé de marteler qu'il était hors de question pour l'Allemagne de retomber dans les « folies » des années 70 et de jouer les locomotives au prix d'un dégrèvement d'une politique bien huilée de moindre déficit budgétaire et de lutte anti-inflationniste. Il n'est pas question non plus pour la RFA de donner le signal d'une nouvelle vague de baisse des taux d'intérêt. Même temporaire, comme toujours après un réajustement au sein du système monétaire européen, la relative faiblesse du mark vis-à-vis des autres monnaies du SME interdit, à ses yeux, toute action isolée en ce sens.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

ENTREPRISES

La compagnie américaine Piedmont Airlines commande 25 Boeing-737

La compagnie aérienne intérieure américaine, Piedmont Airlines, a annoncé le mercredi 4 juin avoir commandé 25 Boeing-737/400 et placé trente options sur des appareils similaires pour un montant total estimé à 1,9 milliard de dollars. Les livraisons des 25 biréacteurs 737-400 s'étaleront de septembre 1988 à décembre 1989, et les 30 appareils en option seront, en principe, livrés en 1990 et en 1991. Ces avions seront des concurrents pour l'Airbus A-320. Ce moyen-courrier qui sera offert en version 156 ou 146 places sera équipé de moteurs CFM 56-3 produits par le groupe américain General Electric et la firme française SNECMA. Selon un porte-parole de Piedmont, la valeur des réacteurs commandés compte pour près de 20 % du montant total de la commande. Avec 78 Boeing-737 en service, Piedmont exploite la plus grande flotte mondiale de ce type d'appareil. — (AFP.)

Electroménager : Vivalp en règlement judiciaire

La société savoyarde Vivalp, spécialisée dans le petit électroménager, a été mise en règlement judiciaire le 3 juin. Le même sort avait été réservé la veille à Tournus, sa filiale en Saône-et-Loire. En attendant le plan de redressement que devraient proposer les deux administrateurs judiciaires d'ici six mois, les deux sociétés poursuivront leur activité. Cette décision du tribunal de commerce sanctionne une année difficile pour Vivalp, qui emploie 225 personnes, avec 15 millions de francs de pertes sur un chiffre d'affaires de 157 millions. Tournus, qui emploie 320 personnes, avait réalisé en 1985 un résultat légèrement bénéficiaire, pour un chiffre d'affaires de 145 millions. Vivalp a souffert notamment

d'une mauvaise campagne de lancement d'un nouveau grill polyvalent sur lequel la société fondait beaucoup d'espoirs, ainsi que de ventes décevantes à Noël et à la Fête des mères.

Revlon vend ses activités dans le matériel médical

Revlon Group Inc., groupe américain spécialisé dans les produits cosmétiques, cède pour 300 millions de dollars sa filiale Technicon Corp., à un groupe d'investisseurs, dont la firme Cooper Development Co. Technicon Corp. est spécialisée dans le développement, la fabrication et la commercialisation de matériel de diagnostics médicaux de haute technologie. La cession de ces activités avait été prévue lors de la prise de contrôle de Revlon par Pantry Pride, à la fin de 1985.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330



DANS LE PROCHAIN NUMERO

Le Monde

REPORTAGE

Compte à rebours pour les blancs d'Afrique du Sud. Un fusil dans une main, une Bible dans l'autre. Et un avenir incertain.

RENCONTRE

Michel Bouquet et Jean-Pierre Vincent parlent de Molière.

VOYAGES

A la découverte des véritables îles de Robinson Crusé. Guide pratique des tarifs aériens sur l'Atlantique Nord.

Et la page jeux. Et la chronique gastronomique de la Reynière.

le cahier du week-end

SOCIAL

OUVERTURE DE DISCUSSIONS
DANS LES TRAVAUX PUBLICS

La première séance de discussions entre la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) et les organisations syndicales, qui a été tenue le mercredi 4 juin, a permis de brosser le paysage de négociations prévues pour les semaines à venir. L'organisation patronale propose de définir « les garanties sociales pour les salariés » qui accompagneront « la suppression du contrôle de l'emploi », dans la perspective de la disparition de l'autorisation administrative de licenciement.

Un « contrat social » pourrait être établi qui, en contrepartie, comporterait un engagement pour la politique de l'emploi, la FNTP affirmant que la profession pourrait fournir un effort en matière de formation professionnelle et de formation en alternance. Vingt mille jeunes pourraient bénéficier de stages d'ici à fin 1987.

Les organisations syndicales ont eu des réactions diverses à l'annonce de ce canevas. Toutes ne souhaitent pas à l'instar de la CFDT, faire précéder le débat parlementaire par des négociations. FO refuse de lier le contrat social à l'embauche des jeunes. La CGT se montre très critique et annonce une « riposte nationale » pour le 17 juin, date de la prochaine rencontre. La CGC, plus conciliante, voudrait que les accords éventuels « apparaissent comme une opposition symbolique mais délibérée face au gouvernement ».

En 1985

RECUL DES HEURES TRAVAILLÉES
ET DES EMPLOIS SALARIÉS
DANS LE BATIMENT

Selon une enquête de conjoncture de la Fédération nationale du bâtiment, l'année 1985 a été marquée dans ce secteur par un recul historique. L'activité, mesurée en heures travaillées, a accusé un recul de 5,3 %, soit une baisse de quelque 1,5 % des travaux (- 3,5 % pour le second œuvre et - 7,3 % pour le gros œuvre). Pour les effectifs ouvriers, la perte d'emplois salariés est estimée par la FNB à 30 000 (- 3,4 %) : les entreprises de gros œuvre (- 17 000 emplois) ont été plus touchées que celles du second œuvre (- 13 000).

Les faillites ou disparitions d'entreprises ont été, en 1985, de 2,7 %, le gros œuvre étant fortement affecté (+ 20 %), alors que, dans le second œuvre, les cessations d'activité ont baissé en 1985.

(Publicité)

La sous-préfecture de Roanne communique :

Aménagement de la RN 7 à 2x2 voies
entre l'échangeur de Perreux et la déviation
de l'Hôpital-sur-Rhône (commune de Saint-Cyr-de-Favières)

Par arrêté du 24 avril 1986, M. le préfet, commissaire de la République du département de la Loire, a ouvert une enquête publique portant à la fois :

- sur l'utilité publique du projet d'aménagement en site propre de la RN 7 à 2x2 voies entre l'échangeur de Perreux (point de repère n° 33 + 400 m) (commune de Perreux) et l'Hôpital-sur-Rhône (PR 40 + 670) (commune de Saint-Cyr-de-Favières) et contournement de Perreux, Saint-Vincent-de-Boisset, Le Coteau, Notre-Dame-de-Boisset, Parigny et Saint-Cyr-de-Favières ;
- sur l'attribution du caractère de route express à la section comprise entre l'échangeur de Perreux (PR 33 + 400) et l'extrémité de la déviation de l'Hôpital-sur-Rhône (PR 41 + 200) ;
- sur la modification des plans d'occupation des sols de Perreux, Le Coteau, Saint-Vincent-de-Boisset et Notre-Dame-de-Boisset.

Par arrêté du 9 mai 1986, M. le préfet, commissaire de la République du département de la Loire a modifié comme suit la commission d'enquête :

- M. Bernard Demont, expert judiciaire, président de la commission ;
- M. René Favre, colonel de gendarmerie en retraite ;
- M. Paul Laboure, directeur de l'office public d'HLM en retraite.

Les autres dispositions de l'arrêté restent inchangées.

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES
N° CS/BU/ED/85/13 - 3/86/FAD

Le gouvernement du Burundi - bureau du projet éducation - lance un appel d'offres pour l'acquisition de vingt-six véhicules en quatre lots :

- Lot 1 : 3 (trois) camions bennes et camions plats.
- Lot 2 : 5 (cinq) camionnettes.
- Lot 3 : 8 (huit) véhicules tout terrain 4x4.
- Lot 4 : 10 (dix) DUMPER.

Le gouvernement du Burundi a obtenu un prêt du Fonds africain de développement FAD (BAD) pour cette acquisition. La participation est ouverte à égalité de conditions à toute personne physique ou morale ressortissante d'un des pays membres de la Banque africaine de développement (BAD).

Le cahier spécial des charges peut être obtenu contre paiement de 10 000 FBu ou 95 \$US auprès du BPE à Bujumbura. Les soumissions rédigées en français doivent parvenir par pli fermé à M. le Secrétaire permanent du Conseil des adjudications de la République du Burundi, BP 2087 à Bujumbura, le 23 juillet 1986 à 9 heures, heure locale, au plus tard.

L'ouverture des plis en séance publique aura lieu le même jour (23/7/1986) à 9 heures, heure locale, dans la salle des réunions du Conseil des adjudications, ministère des Finances à Bujumbura.

LES ANNULATIONS DE CRÉDITS DU MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES

Comment maintenir le traitement social du chômage sans le dire

Le collectif budgétaire en discussion à l'Assemblée nationale devait être le premier moyen utilisé par le gouvernement de M. Jacques Chirac pour, dès son arrivée, imprimer sa marque à la politique sociale. Publié au *Journal officiel* dès le 19 avril, l'arrêté précisait les diverses annulations de crédit prévues au collectif, aurait dû logiquement offrir des indications précieuses sur les orientations retenues en matière sociale notamment. En réalité, celles-ci ne permettent pas de juger.

Le budget du ministère des affaires sociales et de l'emploi a été dressé de quelque 550 millions de francs en 1986, sans compter les économies apparemment faites (140 millions de francs) sur l'aide au retour. D'un interlocuteur à l'autre, d'un moment à un autre, l'argumentation change ou laisse apparaître des évolutions survenues avec le temps, et particulièrement depuis que les chiffres du chômage du mois d'avril ont démontré la précarité de la situation.

A l'origine, on voulait afficher une volonté d'économies pour traduire dans les chiffres une politique libérale. Ainsi 248 millions de francs, sur un total de 2 333 millions de francs, disparaissent du Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale. De même, 112 millions de francs, sur 4 769 milliards, sont retirés des crédits prévus pour la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle. Enfin, 190 millions de francs, sur 19 498 milliards de francs, ont été enlevés de la dotation du Fonds national du chômage.

Pourtant, tout de suite, des voix s'élevaient pour atténuer l'effet d'annonce et chercher à rassurer. Les restrictions, disaient-ils, s'appréhendent dans un solide global puisque le ministère reçoit beaucoup par ailleurs. On se serait livré à un exercice d'école qui s'engagerait pas l'avenir.

Ces sommes, certes faibles en volume, correspondent à des actions précises qui sont, sinon sacrifiées, du moins rognées. Bien souvent, l'équipe gouvernementale met en doute l'efficacité de certaines d'entre elles - on parle de « gadgets » - ou encore on s'interroge sur leur nécessité. Mais, si on veut rompre avec la pratique du traitement social du chômage, reproché aux gouvernements précédents, affirmer sa différence grâce au vaste programme d'urgence pour l'emploi des jeunes qui vient justement d'être annoncé, on souhaite en même

temps éviter de bousculer un édifice complexe.

Selon cette logique délicate, seraient touchées les formules de stages pour les 16-18 ans, plus certainement pour les 18-25 ans et les formations pour les jeunes en chômage de longue durée. Ces dispositifs, mis en place par M. Marcel Rigout, destinés à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté risquent, estime-t-on, de faire double emploi avec le plan en préparation. L'objectif viserait à supprimer les actions de formation « hors entreprise » : les jeunes concernés trouveraient place « en entreprise » avec les formations en alternance et, particulièrement, avec les SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle d'une durée réduite). Toutefois, on admet que certains d'entre eux, à la dérive, risquent de ne pas intégrer dans le schéma envisagé. On reconnaît donc qu'il faudra maintenir des filières spécifiques pour ces cas particuliers, en leur donnant peut-être une caractéristique d'assistance.

La même ambiguïté existe pour les restrictions imposées au Fonds national de l'emploi. Cette fois, ce sont les aides aux chômeurs créateurs d'entreprise qui seraient sur la sellette, malgré le succès unanimement reconnu de cette formule (soixante-dix mille bénéficiaires en 1985). On aimerait bien obtenir des résultats similaires, en dépensant moins et en étant plus efficace. Là encore, on ne se fait pas d'illusions : les 190 millions d'économies projetés ne figurent là que pour

l'exemplarité de la présentation du collectif budgétaire puisque, de toute manière, il s'agit d'un crédit évaluatif.

Jen d'écriture, enfin, la suppression de 140 millions de francs, sur un total de 346 millions (dont 220 millions pour l'aide au retour) que supporterait le programme pour les travailleurs migrants. Il n'est, en effet, pas question d'abandonner les aides au retour (15 000 en 1985) au moment où le ministère des affaires sociales parie d'en étendre le bénéfice aux travailleurs immigrés actifs. Plutôt que d'y consacrer un budget à part, on envisage d'intégrer l'aide au retour dans la masse des opérations relevant du Fonds national de l'emploi ou du Fonds national du chômage.

Au total, si les annulations de crédits inscrites au collectif budgétaire soulignent le sens des interventions gouvernementales en matière de lutte contre le chômage, les précautions prises montrent également que les choix libéraux ne sont pas aussi tranchés qu'on le laissait entendre. Les difficultés rencontrées récemment sur le front de l'emploi sont d'ailleurs venues confirmer cette hypothèse. Sans renier les principes établis par les annulations de crédit, l'entourage de M. Séguin veut désormais sauver l'essentiel. A mots couverts, on entrevoit la possibilité de renouveler la palette des mesures appropriées, proches des précédentes, tout en refusant de proclamer le recours au traitement social. Exercice difficile, une fois de plus.

ALAIN LEBEAUX.

L'inquiétude s'amplifie
aux chantiers navals de Dunkerque

De notre correspondant

Dunkerque. - A Dunkerque, le secteur de la construction navale est à nouveau en ébullition. Malgré la promesse de construire un nouveau ferry pour la SNCF et hormis quelques petites opérations ponctuelles, les chantiers de commande demeurent vides.

C'est la réponse de la direction des chantiers NORMED à une question des délégués du personnel sur l'avenir du chantier qui a mis le feu aux poudres. En effet, selon celle-ci, « si, courant juin, les pouvoirs publics n'assurent pas le financement, ce sera le dépôt de bilan ». On s'attend donc à de nouvelles réductions d'effectifs.

A l'appel de l'intersyndicale CFDT, CGT, FO, CGC, le personnel a décidé de se rendre à Paris le jeudi 5 juin, à l'occasion d'une réunion du comité central d'entreprise. Des élus locaux s'y joindront, toutes tendances politiques confondues, à

la tête desquels se trouvera M. Provoyeur, sénateur et maire (CNIP) de Dunkerque. Dans un télégramme adressé à M. Chirac, celui-ci a, par ailleurs, annoncé qu'il se démettrait immédiatement de son mandat de maire si la décision de fermer le chantier était prise.

D'autre part, la direction de l'usine des Dunes, l'unité de la Compagnie française des aciers spéciaux implantée au nord de Dunkerque, a annoncé une prochaine réduction d'effectifs, qui passeront de 2 097 à 1 860 salariés d'ici à fin septembre. La notification de cette décision a entraîné immédiatement un débrayage à l'appel de la CGT.

GUY LEVIFVE.

[Au ministère de l'Industrie, des PTT et du tourisme, on confirme que l'enveloppe des aides publiques de reconstruction prévues pour NORMED sera épuisée fin juin, et que, d'ici là, le gouvernement aura annoncé les mesures qui s'imposent pour l'ensemble de la construction navale française.]

Accord-cadre dans les banques
sur les mutations technologiques

Grande première pour la politique contractuelle : l'Association française des banques (AFB), pour le patronat, et les syndicats FO, CFDT, CFTC et SNB-CGC viennent de signer un accord-cadre sur les mutations technologiques, à l'issue de deux ans de discussions.

L'AFB souligne que « l'accord réalise l'objectif de la volonté de la profession de prendre en compte l'importance des mutations technologiques et l'attention qu'il convient d'y porter, tant au niveau de la branche qu'au niveau des entreprises (...). Sans se substituer aux entreprises dans l'élaboration et la prise de décision qui relèvent de leur responsabilité, l'accord dégage les grandes orientations, indique les principales règles à appliquer, code les démarches appropriées ».

L'accord définit les principaux thèmes qui devront être pris en compte dans les entreprises en fonction du dispositif adopté : les conditions de travail et l'ergonomie ; les nouvelles structures des entreprises et leurs effets sur l'emploi des salariés, et leur mobilité géographique et fonctionnelle. Il est précisé que « la formation doit être un outil privilégié d'adaptation et d'amélioration de la qualification du personnel aux modifications des procédés et des méthodes de travail ».

Par ailleurs, les institutions représentatives du personnel « doivent être consultées sur les projets technologiques et leurs conséquences sociales prévisibles, la consultation intervenant après la conception du projet mais avant la décision de sa mise en œuvre ».

L'application de l'accord devra faire l'objet d'un suivi annuel de la Commission nationale paritaire de la banque « qui s'engage ainsi à faire régulièrement le point sur les éventuelles difficultés rencontrées ». La CFDT « ne peut donc que se féli-

citer du travail accompli paritairement. Elle considère ce texte comme un point de départ, une étape, et non un point d'arrivée ». FO se félicite que « les prévisions de caractère dramatique concernant l'évolution des effectifs » aient été « écartées au profit d'une approche sérieuse et réaliste des problèmes posés par l'adaptation des emplois. Il est ainsi confirmé qu'il n'y a pas, globalement, de sureffectifs dans les banques ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE PSA

Etats financiers consolidés de l'exercice 1985

1. - Compte de résultat

Le résultat de l'exercice 1985 est un bénéfice net d'un montant encore limité de 343 millions de francs.

Pour 1984, le résultat consolidé avait été une perte d'un montant de 1 116 millions avant application des mécanismes du report en arrière des déficits ou carry back.

L'amélioration du résultat consolidé, de 1984 à 1985, peut donc être appréciée à 1 659 millions.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1985 s'est élevé à 100 293 millions, en progression de 10 % sur celui de 1984, qui s'était établi à 91 111 millions.

L'augmentation des frais opérationnels a pu être contenue à 8,8 % et a donc été inférieure à celle du chiffre d'affaires. En conséquence, la marge opérationnelle a progressé à nouveau de 40 % environ, comme l'année précédente, et s'est élevée à 4 717 millions, au lieu de 3 348 millions en 1984.

Au total, le bénéfice avant impôts s'est établi à 598 millions ; il se compare à une perte de 954 millions pour l'exercice précédent.

Le résultat net a été finalement un bénéfice de 343 millions.

2. - Financement

En application de la politique de modernisation de l'appareil industriel et d'élargissement des gammes des deux branches automobiles du groupe, les investissements en immobilisations corporelles ont poursuivi et fortement engagé l'année précédente ; ils se sont élevés à 5 884 millions, en hausse de 46 %. Avec les investissements en

charges à répartir et les acquisitions de titres de participation, le total des investissements de l'exercice a atteint 7 238 millions.

Face à ces besoins de financement, les ressources permanentes se sont élevées à 10 701 millions et ont représenté plus du double de celles de 1984. Parmi ces ressources, celles d'origine interne ont été de 5 206 millions, dont 4 240 millions (y compris l'utilisation de déficits antérieurs) pour la marge brute d'autofinancement, qui a ainsi marqué une progression de 92 %.

Simultanément, les besoins en fonds de roulement ont pu être comprimés de 1 621 millions ou de près de 20 %, traduisant notamment la poursuite de l'effort de réduction des stocks.

En conséquence de l'excédent des ressources permanentes sur les besoins d'actif immobilisé et de la réduction des besoins en fonds de roulement, les comptes de trésorerie ont pu être allégés de 5 084 millions, dont 977 millions sous forme de renforcement des disponibilités et 4 107 millions par voie de réduction de l'endettement financier à court terme.

3. - Bilan

Le bilan au 31 décembre 1985, la situation nette consolidée apparaît pour 6 682 millions, en hausse de 26 % par rapport à l'année précédente.

Simultanément, l'endettement financier net a été stabilisé, alors qu'il s'était constamment alourdi au cours des exercices antérieurs. En fin d'année, et déduction faite des liquidités disponibles, il s'établissait en effet à 32 452 millions, contre 33 057 millions un an auparavant (- 2 %).

ACTIVITÉ DE SOLITAIRE PRODUITS D'ENTRETIEN
AU PREMIER QUADRIMESTRE 1986

Les quatre premiers mois de 1986 ont connu une activité soutenue, particulièrement en grandes surfaces où la progression du chiffre d'affaires se situe à plus de 9 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Cette progression, due pour partie au succès que rencontre le nouveau produit lavage vitres SOLITAIRE PRODUITS D'ENTRETIEN, permet au groupe SOLITAIRE PRODUITS D'ENTRETIEN de renouer avec le profit, son résultat d'exploitation ressortant à 3,3 % du chiffre d'affaires net au 30 avril.

Ce dynamisme commercial ainsi que les premiers résultats d'exploitation de l'année ont fait l'objet des efforts de restructuration effectués en 1985 et du changement des directions « commerciale - marketing » et « production - logistique ». Rappelons également que

SOLITAIRE PRODUITS D'ENTRETIEN a procédé en 1985 à d'importants investissements industriels, environ 12 millions de francs, ainsi qu'à un très fort accroissement de sa publicité. Ces éléments permettent aujourd'hui à SOLITAIRE PRODUITS D'ENTRETIEN d'être tout à fait performant sur ses produits principaux : DÉCAFOUR, MIRROR, WC NET, PFZ MOQUETTE et sa gamme de cires LION NOIR remaniée, tandis que OPALOR prend une solide place sur le marché.

SOLITAIRE PRODUITS D'ENTRETIEN, filiale du groupe SOLITAIRE, grâce au soutien de celui-ci, effectue ainsi le redressement escompté comme en témoignent les quatre premiers mois de 1986.

BANQUE SOFINCO
GROUPE SUEZ

L'assemblée générale des actionnaires de SOFINCO, réunie le 28 mai sous la présidence de M. Christiaan Dore, a approuvé les comptes de la société arrêtés au 31 décembre 1985.

La banque SOFINCO a fortement développé ses activités en 1985, réalisant un chiffre d'affaires de 6,3 milliards de francs, en augmentation de 14,7 % par rapport à celui de l'exercice précédent. En tenant compte de la production des filiales de location, ce chiffre s'élève à 6,9 milliards, en progression de 24 %.

En septembre 1985, la banque SOFINCO a procédé à une émission obligataire de 1 milliard de francs et à une augmentation de capital d'un montant de 60 millions de francs, prime comprise, soit en totalité par la Compagnie financière de Suez, qui détient actuellement 57 % du capital.

Le produit net bancaire de l'exercice est de 860 millions de francs (+ 8 %) et le résultat brut d'exploitation de 257 millions de francs (+ 9 %).

Le résultat net, après impôts, s'élève à 52 millions de francs.

Le dividende net a été fixé à 7,38 F par action ancienne portant jouissance au 1^{er} janvier 1985 et 1,84 F par action nouvelle portant jouissance au 1^{er} octobre 1985. Ainsi, le montant du dividende distribué s'élève à 13,9 millions de francs. Le montant de la rétrocession s'élève à 5,7 millions de francs. Le reliquat, soit 32,4 millions de francs, a été affecté aux réserves.

Une assemblée générale extraordinaire a décidé une émission en numéraire de 44,5 millions de francs, prime d'émission incluse, réservée à la Compagnie financière de Suez. A l'issue de cette opération, prévue fin juin, la Compagnie financière de Suez détient 60,7 % du capital de SOFINCO.

Il a été précisé que l'activité du groupe SOFINCO, pour les quatre premiers mois de 1986, marquait une nette progression par rapport à la période correspondante de 1985. Le chiffre d'affaires est conforme aux prévisions et atteint 2,7 milliards de francs, soit + 30 % par rapport à fin avril 1985.

REJOIGNEZ SAINT-GOBAIN

PRENEZ PART A SON EXPANSION

EMISSION DE CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT

CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉMISSION

NOMBRE DE TITRES ÉMIS : 1 000 000 de certificats (soit 15,30 % du nouveau capital)

PAIX D'ÉMISSION : 300 F par certificat, 300 F de nominal et 200 F de prime d'émission

JOUISSANCE : 1^{er} janvier 1986

SOUSCRIPTION : Ouverture : le 2 juin

Claire : possibilité sans préavis à partir du 7 juillet 1986

Placements : le 30 juin. Consultation par la Banque Régionale de Paris

RÉPARTITION DE L'ÉMISSION

Sociétés du groupe Saint-Gobain	10%
Public	40%
Institutions et autres (Suez, Caisses de retraite, etc.)	30%
Non résidents	20%

Une 100% d'absorption du produit net de l'exercice 1985, en complément des bénéfices de l'exercice 1986.

Agence de Change et de Courtage Financière

SAINT-GOBAIN

مكتبة من راسم

عبدالرحمن

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant

4 JUIN Cours relevés à 17 h 30

PARIS

Nouvelle baisse : - 2,2 %

La Bourse ne va pas fort en ce moment. Vu la situation du marché obligataire, singulièrement déprimé depuis plusieurs jours (de même que le marché de la MATIF), la direction du Trésor a décidé de ne pas procéder à l'émission d'obligations assimilables du Trésor (OAT) prévue pour le 5 juin. Mais, du côté des actions, le ton est également à la morosité et l'on en juge par les indices.

En repli de près de 2 % la veille, l'Indicateur instantané, qui accusait déjà un repli de 0,5 % à l'issue de la séance du matin, le 4 juin, accusait fortement ce mouvement de baisse. Au son de cloche final, le palais Brongniart marquait une chute de 2,2 % sous le poids des ventes étendues à l'ensemble de la cote.

Il est vrai que le contexte boursier international reste partagé. Si New-York est légèrement ralenti, mardi soir, Londres doit en revanche bénéficier, à Paris, la principale interrogation portait sur les conséquences à attendre du dernier plan présenté par M. Pierre Méhaignerie en faveur du logement et, plus généralement, de l'immobilier (le Monde du 4 juin). La principale disposition susceptible d'inciter nombre d'épargnants à reconsidérer « la pierre » réside dans le relèvement des déductions fiscales consenties aux acquéreurs de logements neufs à usage locatif.

Il ne faut pas s'illusionner, dans ces conditions, de voir certains titres (CFDE, Locofrance, SGE, Bouygues, Compagnie Industrielle) régénérer de 4 % à 7 %, la désaffection gagnant les sociétés qui procèdent actuellement à des augmentations de capital (CGIP). A l'inverse, les titres participant à Thomson et CCF sont bien tenus, de même que CFAO, Cofimep et l'emprunt 4,5 % 1973.

Repli de 250 F du lingot, à 79 750 F, tandis que le napoleon cède 8 F, à 531 F.

NEW-YORK

Léger repli

Wall Street a évolué le 4 juin sur une note irrégulière, avec d'importantes fluctuations, dans un marché souvent très actif. En clôture, l'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles cédait 13 points, à 1 863,29. Au début de séance, il s'était, au contraire, inscrit en progression, puis avait perdu jusqu'à 22 points. Le volume des transactions restait modeste, puisqu'il n'y avait eu que 114,7 millions de titres échangés, contre 114,7 millions la veille. Les baisses dépassaient de nouveau les hausses : 977 valeurs perdaient du terrain, 558 se raffermissement et 419 restaient inchangées.

Au sein de « Big Board », on expliquait la faiblesse initiale du marché par le nouveau recul des prix pétroliers. Celui-ci entraînait une détérioration des taux d'intérêt à l'ouverture du marché du crédit. Mais cet optimisme quant à l'évolution des prix du brut ne devait pas durer, et les taux d'intérêt représentaient leur attention. Des déclarations dominantes de nouveau l'activité. En fin de séance, quelques achats sélectifs compensaient toutefois la tendance de fléchir trop fortement.

Parmi les valeurs les plus actives figuraient Sperry Corp. (1,967 million de titres), Brock Hotel (1,38 million), Western Air Lines, IBM et Acta Inc. (respectivement plus de 1 million d'actions traitées).

VALEURS	Cours de 2	Cours de 4
Alcoa	41 1/4	41 5/8
A.T.T.	24 3/4	24 1/2
Amstar	42 3/4	42 1/2
Chem. Mar. Ind.	85	86 1/2
Du Pont de Nemours	85	86 1/2
Eastman Kodak	11 1/2	11 1/4
Exxon	60 3/8	59 5/8
Ford	84 1/8	83 3/8
General Motors	78 7/8	78
Goodyear	30 3/8	31 1/8
IBM	164 1/2	164
L.T.T.	46 7/8	46 3/4
McDermott	31 3/8	30 7/8
Pfizer	13 1/8	13 1/4
Schlumberger	32 1/4	31 7/8
Union Carbide	35 1/4	34 3/4
U.S. Steel	23 1/2	23 1/4
Weyerhaeuser	21 5/8	21 1/2
Xerox Corp.	58 3/8	58 1/2

AUTOUR DE LA CORBEILLE

NETTE PROGRESSION DES RÉSULTATS DE BELFOND. - Les Editions Belfond ont enregistré une hausse de 23 % de leurs bénéfices en 1985, à 7,6 millions de francs, contre 6,1 millions de francs en 1984. Le chiffre d'affaires consolidé de Belfond a atteint 93,3 millions de francs, contre 75,6 millions de francs en 1984. Au cours du premier trimestre 1986, le chiffre d'affaires s'est élevé à 25 millions de francs, à comparer aux 9 millions de l'an passé sur la même période.

DISTRIBUTION DE DIVIDENDE CHEZ LOCOFRANCE. - Locofrance distribue 32,732 millions de francs de dividende au titre de l'exercice 1985, contre 26,699 millions de francs en 1984.

INDICES QUOTIDIENS (base 100 : 31 déc. 1985)

4 juin	315,8
5 juin	315,8
6 juin	315,8

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

1 mois	11,4
3 mois	11,4
6 mois	11,4
1 an	11,4

Le dividende par action s'élèvera à 18,50 F, assorti d'un avoir fiscal de 9,25 F, contre 17 F, pour l'exercice 1984. Le dividende pourra être payé soit en numéraire soit sous forme d'actions de la société, au gré des actionnaires.

VALEURS	% de div.	% de coupons
3 %	27,50	2,000
5 %	32,50	2,500
6 %	37,50	3,000
7 %	42,50	3,500
8 %	47,50	4,000
9 %	52,50	4,500
10 %	57,50	5,000
11 %	62,50	5,500
12 %	67,50	6,000
13 %	72,50	6,500
14 %	77,50	7,000
15 %	82,50	7,500
16 %	87,50	8,000
17 %	92,50	8,500
18 %	97,50	9,000
19 %	102,50	9,500
20 %	107,50	10,000

VALEURS

Cours	Préc.	Dernier
Alcoa	41 1/4	41 5/8
A.T.T.	24 3/4	24 1/2
Amstar	42 3/4	42 1/2
Chem. Mar. Ind.	85	86 1/2
Du Pont de Nemours	85	86 1/2
Eastman Kodak	11 1/2	11 1/4
Exxon	60 3/8	59 5/8
Ford	84 1/8	83 3/8
General Motors	78 7/8	78
Goodyear	30 3/8	31 1/8
IBM	164 1/2	164
L.T.T.	46 7/8	46 3/4
McDermott	31 3/8	30 7/8
Pfizer	13 1/8	13 1/4
Schlumberger	32 1/4	31 7/8
Union Carbide	35 1/4	34 3/4
U.S. Steel	23 1/2	23 1/4
Weyerhaeuser	21 5/8	21 1/2
Xerox Corp.	58 3/8	58 1/2

VALEURS

Cours	Préc.	Dernier
Alcoa	41 1/4	41 5/8
A.T.T.	24 3/4	24 1/2
Amstar	42 3/4	42 1/2
Chem. Mar. Ind.	85	86 1/2
Du Pont de Nemours	85	86 1/2
Eastman Kodak	11 1/2	11 1/4
Exxon	60 3/8	59 5/8
Ford	84 1/8	83 3/8
General Motors	78 7/8	78
Goodyear	30 3/8	31 1/8
IBM	164 1/2	164
L.T.T.	46 7/8	46 3/4
McDermott	31 3/8	30 7/8
Pfizer	13 1/8	13 1/4
Schlumberger	32 1/4	31 7/8
Union Carbide	35 1/4	34 3/4
U.S. Steel	23 1/2	23 1/4
Weyerhaeuser	21 5/8	21 1/2
Xerox Corp.	58 3/8	58 1/2

VALEURS

Cours	Préc.	Dernier
Alcoa	41 1/4	41 5/8
A.T.T.	24 3/4	24 1/2
Amstar	42 3/4	42 1/2
Chem. Mar. Ind.	85	86 1/2
Du Pont de Nemours	85	86 1/2
Eastman Kodak	11 1/2	11 1/4
Exxon	60 3/8	59 5/8
Ford	84 1/8	83 3/8
General Motors	78 7/8	78
Goodyear	30 3/8	31 1/8
IBM	164 1/2	164
L.T.T.	46 7/8	46 3/4
McDermott	31 3/8	30 7/8
Pfizer	13 1/8	13 1/4
Schlumberger	32 1/4	31 7/8
Union Carbide	35 1/4	34 3/4
U.S. Steel	23 1/2	23 1/4
Weyerhaeuser	21 5/8	21 1/2
Xerox Corp.	58 3/8	58 1/2

VALEURS

Cours	Préc.	Dernier
Alcoa	41 1/4	41 5/8
A.T.T.	24 3/4	24 1/2
Amstar	42 3/4	42 1/2
Chem. Mar. Ind.	85	86 1/2
Du Pont de Nemours	85	86 1/2
Eastman Kodak	11 1/2	11 1/4
Exxon	60 3/8	59 5/8
Ford	84 1/8	83 3/8
General Motors	78 7/8	78
Goodyear	30 3/8	31 1/8
IBM	164 1/2	164
L.T.T.	46 7/8	46 3/4
McDermott	31 3/8	30 7/8
Pfizer	13 1/8	13 1/4
Schlumberger	32 1/4	31 7/8
Union Carbide	35 1/4	34 3/4
U.S. Steel	23 1/2	23 1/4
Weyerhaeuser	21 5/8	21 1/2
Xerox Corp.	58 3/8	58 1/2

VALEURS

Cours	Préc.	Dernier
Alcoa	41 1/4	41 5/8
A.T.T.	24 3/4	24 1/2
Amstar	42 3/4	42 1/2
Chem. Mar. Ind.	85	86 1/2
Du Pont de Nemours	85	86 1/2
Eastman Kodak	11 1/2	11 1/4
Exxon	60 3/8	59 5/8
Ford	84 1/8	83 3/8
General Motors	78 7/8	78
Goodyear	30 3/8	31 1/8
IBM	164 1/2	164
L.T.T.	46 7/8	46 3/4
McDermott	31 3/8	30 7/8
Pfizer	13 1/8	13 1/4
Schlumberger	32 1/4	31 7/8
Union Carbide	35 1/4	34 3/4
U.S. Steel	23 1/2	23 1/4
Weyerhaeuser	21 5/8	21 1/2
Xerox Corp.	58 3/8	58 1/2

VALEURS

Cours	Préc.	Dernier
Alcoa	41 1/4	41 5/8
A.T.T.	24 3/4	24 1/2
Amstar	42 3/4	42 1/2
Chem. Mar. Ind.	85	86 1/2
Du Pont de Nemours	85	86 1/2
Eastman Kodak	11 1/2	11 1/4
Exxon	60 3/8	59 5/8
Ford	84 1/8	83 3/8
General Motors	78 7/8	78
Goodyear	30 3/8	31 1/8
IBM	164 1/2	164
L.T.T.	46 7/8	46 3/4
McDermott	31 3/8	30 7/8
Pfizer	13 1/8	13 1/4
Schlumberger	32 1/4	31 7/8
Union Carbide	35 1/4	34 3/4
U.S. Steel	23 1/2	23 1/4
Weyerhaeuser	21 5/8	21 1/2
Xerox Corp.	58 3/8	58 1/2

Règlement mensuel

Compt. par Page Report à l'heure du jour																								
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Compt.	Cours	Préc.	Dernier	%	Compt.	Cours	Préc.	Dernier	%	Compt.	Cours	Préc.	Dernier	%	Compt.	Cours	Préc.	Dernier	%	Compt.	Cours	Préc.	Dernier	%
1510	AS 5% 1973	1685	1685	- 0,56	310	50-Aqueduc	309	305	297	- 2,67	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92		
1131	B.M.P. 7%	1125	1125	1125	0	320	50-B (Industrie)	284	280	278	- 0,70	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	2800	0	1100	U.S. Steel	1047	1032	1032	- 1,43	38	Hatch	36,30	36,35	37	+ 1,92	
1278	C.F.T. 1%	1181	1181	1181	0	2840	50-C (Industrie)	2840	2800	28														

Le Monde

A L'INSTITUT PASTEUR

Une commission d'enquête a été constituée après la mort de deux chercheurs atteints de cancer

Mutisme et inquiétude. Trois cas de cancer dans deux laboratoires prestigieux, spécialisés l'un dans les substances mutagènes, l'autre dans les recombinaisons génétiques : l'affaire, qui a été révélée par l'événement du jeudi 5 juin, ne pouvait être ignorée. Et rien ne permet encore de l'expliquer.

Les trois chercheurs, âgés respectivement d'environ cinquante, quarante et trente-cinq ans, travaillaient directement au contact de produits radioactifs, potentiellement dangereux (phosphore 33, soufre 35). D'autres substances quotidiennement utilisées dans les laboratoires de manipulations génétiques pourraient aussi être incriminées.

Jusqu'à preuve du contraire, ces cancers ne sont pas considérés comme des maladies professionnelles. L'Institut Pasteur étudie pourtant la chose de très près. Les experts nommés (1) sont déjà venus à deux reprises visiter les laboratoires concernés. Ils enquêtent minutieusement, indiquent-ils de bonne source, sur les conditions de travail, et sur l'ensemble des substances utilisées par les personnels du laboratoire. Il s'agit d'une recherche très complexe. Il faut, en

Trois chercheurs de l'Institut Pasteur de Paris ont, ces derniers mois, été atteints de cancer. Deux en sont morts. Aucun lien de cause à effet n'a pu être établi entre l'activité professionnelle de ces chercheurs spécialisés dans les manipulations génétiques et la survenue de ces cancers. Pourtant, une série d'arguments laissent penser qu'il pourrait s'agir d'une pathologie d'un nouveau type liée à leur travail. Cette affaire suscite en tout cas une vive émotion dans la communauté scientifique. Une commission d'enquête présidée par le professeur Jean Bernard a été constituée.

Il y a quelques années, une série de tumeurs cérébrales cancéreuses (glioblastomes) avaient été observées dans un laboratoire d'Orsay, chez des chercheurs travaillant avec des substances mutagènes (la nitrosoguanidine). Ces tumeurs avaient été diagnostiquées dans un même laboratoire entre 1970 et 1982. Plusieurs études récemment publiées ont permis d'établir le lien entre la manipulation de ces substances et l'apparition des cancers. « A la suite de ces résultats », a indiqué le professeur Marie-Louise Elphymion (hôpital Fernand-Widal), deux enquêtes sont en cours afin de recenser tous les cas suspects survenus à l'échelon national. « D'autre part, le glioblastome sera prochainement reconnu comme maladie professionnelle. Les familles des victimes d'Orsay pourront, en outre, demander réparation auprès du ministère du travail.

On indique de sources sûres qu'aucun des cancers de l'Institut Pasteur n'est un glioblastome. L'un des trois est un cancer des os (ostéosarcome), qui a été déclaré en tant que maladie professionnelle.

De nombreux produits utilisés dans les laboratoires spécialisés dans les manipulations génétiques sont a priori dangereux. Le mariage par des substances radioactives de fragments de patrimoines héréditaires cellulaires et viraux et, d'une manière plus générale, la manipulation de fragments de gènes et de

molécules capables d'induire des cancers expérimentaux, sont autant de risques potentiels.

La réglementation en matière de sécurité est-elle aujourd'hui suffisamment rigoureuse ? La question est difficile à double titre. D'une part, parce que l'on ne dispose que de fort peu de recul sur ce sujet (les manipulations génétiques ne datent que d'une dizaine d'années) ; d'autre part, parce que ce sont les chercheurs eux-mêmes qui sont le mieux à même de définir le type de protection qu'ils devraient observer.

L'affaire de l'Institut Pasteur est d'autant plus compliquée que rien ne permet à l'heure actuelle de préciser de quel type de cancérogènes (chimique, radioactif ou viral) il pourrait s'agir. « L'un des arguments contre la relation de cause à effet », confie un spécialiste de l'Institut Pasteur, est qu'il s'agit de cancers différents. En outre, on sait que le délai entre l'exposition à un produit mutagène et l'apparition d'un cancer est habituellement de dix à vingt ans.

Il y a quelques années, une série de tumeurs cérébrales cancéreuses (glioblastomes) avaient été observées dans un laboratoire d'Orsay, chez des chercheurs travaillant avec des substances mutagènes (la nitrosoguanidine). Ces tumeurs avaient été diagnostiquées dans un même laboratoire entre 1970 et 1982. Plusieurs études récemment publiées ont permis d'établir le lien entre la manipulation de ces substances et l'apparition des cancers. « A la suite de ces résultats », a indiqué le professeur Marie-Louise Elphymion (hôpital Fernand-Widal), deux enquêtes sont en cours afin de recenser tous les cas suspects survenus à l'échelon national. « D'autre part, le glioblastome sera prochainement reconnu comme maladie professionnelle. Les familles des victimes d'Orsay pourront, en outre, demander réparation auprès du ministère du travail.

On indique de sources sûres qu'aucun des cancers de l'Institut Pasteur n'est un glioblastome. L'un des trois est un cancer des os (ostéosarcome), qui a été déclaré en tant que maladie professionnelle.

De nombreux produits utilisés dans les laboratoires spécialisés dans les manipulations génétiques sont a priori dangereux. Le mariage par des substances radioactives de fragments de patrimoines héréditaires cellulaires et viraux et, d'une manière plus générale, la manipulation de fragments de gènes et de

Sur le vif

Candide

Ce qu'ils sont gentils, ces qu'ils sont prévenants, les Sovétiques. C'est des amours. Vous avez vu le façon dont ils nous l'ont assésonné, leur champion de tennis ? Ils lui ont fait une tête au carré et ils l'ont servi sur un plateau d'argent à Henri Lacoste. Ça, il a été vite expédié. Chestokov. En trois bouchées. Il n'en restait plus une miette.

Pauvre petit André ! Qu'est-ce qu'il lui est arrivé à l'ambassade ? C'est bien fini, oui, ces confidences déplorables à la presse capitaliste ? Ou est-ce que c'est que ces histoires ? T'es pas de quel t'acheter un timbre-poste peut-être ? Et pourquoi t'es allé leur raconter que tu n'as même pas pu aller à la messe, la messe de Chestokov ? Il n'avait jamais rien vu de pareil.

Et attendez, c'est pas fini. D'abord, ils lui passent un savon, à ce candide, à ce naïf.

et ensuite de l'obliger à les blanchir : C'est pas vrai tout ça, c'est des mentiries. On m'a pas convoqué boulevard Lannes, j'y suis allé tout seul, comme un grand. Pourquoi ? Pour casser la croûte. La seule question qu'on m'a posée, c'est : Une tasse de thé, camarade ? J'ai refusé. Déjà que j'étais en retard pour le double mûle. J'ai tellement traîné à table que j'ai pas vu passer l'heure. Du coup j'ai été disqualifié. Eux, ils n'y sont pour rien. C'est moi qui ai eu la fièvre. J'avais trop bouffé.

Ce matin sur RTL, Marc Ullmann s'inquiétait de ces méthodes. Moi, je m'en rigolais, au contraire. Pour nous, c'est tout bon. Marc Gerby.

Evidemment, ce qui serait chouette, c'est qu'ils fassent pareil au Mexique : Vous avez mis une pètte à la Hongrie, bon, ça, très bien, c'est pas la première fois. Faut respecter les traditions. Mais alors, devant l'équipe de France, vous frinez des quatre roues. Mitterrand nous a rendu service en recevant Jerszelski. S'agit de lui renvoyer le ballon.

CLAUDE SARRAUTE.

LE RETOUR AU SCRUTIN MAJORITAIRE : LES SOCIALISTES SAISISSENT LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Plusieurs dizaines de députés socialistes ont défilé le mercredi 4 juin au Conseil constitutionnel à la relative à l'élection des députés qui autorise le gouvernement à démissionner par ordonnance les circonscriptions électorales.

Bourse du matin

FORTE BAISSÉ

La Bourse a enregistré, le 5 juin, une forte baisse des teneurs cotées s'inscrivant en repli. Parmi les plus forts reculs, on notait Dames (- 7 %), Chargeurs (- 6 %), Havas (- 6 %), Navigation mixte (- 5 %), Lafarge (- 4,6 %), Alstom (- 4,6 %) et Louis Vuitton (- 4 %). En clôture, l'indicateur de séance perdait 3,06 %.

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 5 JUNE

Indicateur de séance (%) : - 3,19

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Autor	350	376	376
Agropar	1090	1090	1090
Air Liquide (L)	746	710	725
Alcatel	430	400	410
Alstom (CA)	1055	1045	1025
Banque	1780	1780	1780
Bouygues	1095	1070	1025
B.S.N.	3420	3380	3395
Carrefour	2725	2650	2625
Chargeurs S.A.	1095	1010	1015
Club Méditerranée	501	482	483
Dames	1255	1232	1180
E.L. Agip	291	281	287
Enders	2600	2500	2550
Lafarge-Capelle	1285	1220	1225
L. Vuitton S.A.	1050	1020	1025
Michelin	2685	2575	2585
Midi (CA)	5530	5250	5340
Mod-Hennessy	2230	2150	2170
Rey, Micaud	857	850	852
U.S. 11	3225	3200	3185
Parrot-Ricard	1000	970	970
Pingpong S.A.	905	885	895
Rey, Micaud	857	850	852
Socoma Parir	680	680	661
Télécoms	3050	3010	3010
Thomson C.S.F.	1302	1180	1170
Tout-C.F.P.	355	345	345
T.S.T.	2580	2530	2530
Vallo	455	455	477

LE SCANDALE DES ADDITIONS

Les Français en ont assez des restaurants trop chers : Gaul-Millau Magazine et Europe 1 lancent l'opération additions-moderation. Gagnez de bons repas en y participant. Aussi dans Gaul-Millau Magazine de juin : tout savoir sur le poisson, les hôtels à mini-prix, les bons produits, les beaux voyages.

A B C D E F G

Chacun ses pauvres

Chacun ses pauvres. M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité sociale et de l'action sociale, a signé, le lundi 2 juin à Rennes, une convention entre l'Etat et plusieurs collectivités locales pour la réinsertion sociale des personnes en difficulté. La convention est le fruit de celle signée le 4 mars par M. Georges Dupeyron, ministre de l'Intérieur, avec le conseil général du Territoire de Belfort : elle prévoit un complément de ressources devant permettre aux personnes en difficulté, en échange d'un effort de réinsertion (formation ou travail d'intérêt général), d'arriver à un revenu minimum fixé à 1900 F pour un célibataire, à 2500 F pour un ménage de deux personnes, à 3100 F pour trois, et à 400 F de plus par personne supplémentaire.

Rien d'étonnant à cela : la formule prévue à Belfort correspond à ce qui avait été envisagé sur le plan national au moment du lancement du premier « plan pauvreté », à l'automne 1984, plan qui, lui-même, devait beaucoup à l'initiative de M. Zeller, qui avait créé un système de cet ordre à Saverne.

Le complément local de ressources s'ajoute aux salaires, allocations de chômage, indemnités de maladie et de maternité, indemnités de stage, allocations familiales que les bénéficiaires peuvent déjà recevoir. Il est accordé par contrat pour une durée de trois mois, renouvelable trois fois de suite et à nouveau pour quatre trimestres successifs après une suspension de trois mois.

En échange, les bénéficiaires, en priorité les chefs de famille, les veuves sans ressources,

n'ayant pas droit à l'assurance-chômage ou à l'allocation d'insertion, et ne bénéficiant pas d'un TUC, doivent suivre une formation ou accomplir un travail d'intérêt général. Le complément de ressources est financé, d'une part, par le département d'Ille-et-Vilaine, les villes de Rennes, Saint-Malo, Fougères, Redon et Vitré, la caisse d'allocations familiales et la Mutualité sociale agricole du département, qui consacrent ensemble 1,5 million de francs sur 1986, d'autre part, par l'Etat, qui s'engage à verser une somme égale. (A Belfort, l'Etat ne prend en charge qu'un tiers des dépenses.)

A cette occasion, M. Zeller a présenté les premières orientations du gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté. Il a notamment critiqué les « programmes de pauvreté » des deux années précédentes en leur reprochant d'avoir effectué un « saupoudrage » inutile (en accordant des crédits aux associations sur des objectifs assez larges-NDLR). L'arrêté du 17 avril a supprimé 150 millions de francs dans les crédits d'action sociale pour 1986.

Le secrétaire d'Etat a marqué sa préférence pour une politique plus globale appuyée sur des actions de prévention en amont et sur des conventions avec des collectivités locales pour assurer un revenu minimum et une formation professionnelle aux personnes « en situation de pauvreté », il a souhaité « une large palette (de formation), allant de l'alphabétisation à la formation en alternance ». Mais le contenu des conventions semble plus différent pour l'instant des mesures préconisées par M. Dupeyron.

une expansion galopante La correspondance "confidentielle" par micro-ordinateur...

En quelques secondes, en France comme dans le monde entier, expéditeur, recevoir des messages, c'est le fameux pouvoir de la communication d'aujourd'hui grâce à MISSIVE, la messagerie électronique.

A l'aide d'un simple petit terminal, quelque soit votre déplacement dans le monde, MISSIVE vous permet de correspondre confidentiellement 24 h sur 24. Gagnez sur 2 fronts, économie et rapidité avec MISSIVE. L'avant-garde de la communication.

Requêtes et documentation à : F.C.R. - 124, rue Réaumur 75002 PARIS - Tél. : 42 96 14 77

MISSIVE MESSAGERIE ELECTRONIQUE

DÉLAI SUPPLÉMENTAIRE POUR LES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES AMÉRICAINES INSTALLÉES EN LIBYE

Washington (AFP). — Les compagnies pétrolières américaines seront autorisées à négocier la liquidation de leurs intérêts en Libye après le 30 juin prochain, date limite accordée par Washington à ces sociétés pour quitter ce pays, a indiqué, mercredi 4 juin, le département du Trésor.

Ces firmes ne pourront toutefois compléter les transactions sur le territoire libyen, dans la mesure où tout Américain aura dû, à cette date, avoir quitté la Libye, a précisé le département. Ces sociétés ne seront également plus autorisées à vendre du pétrole libyen ni à effectuer des versements au gouvernement de ce pays.

En janvier dernier, le président Ronald Reagan avait ordonné à tous les ressortissants américains résidant en Libye de quitter ce pays, considéré par le gouvernement américain comme le principal responsable des actes terroristes visant les Etats-Unis. Cette décision avait précédé de quelques semaines des opérations militaires américaines contre la Libye. Onze sociétés pétrolières et de services pétroliers américaines ayant encore des activités dans ce pays avaient néanmoins obtenu un délai supplémentaire pour leur permettre de vendre leurs activités et de limiter leurs pertes.

En mai, à la suite du sommet de Tokyo, le président Reagan, renouvelant ses efforts pour isoler économiquement le colonel Kadhafi, avait signifié à ces firmes que le délai du 30 juin ne serait pas prolongé et que les onze sociétés devaient de ce fait cesser leurs activités avant cette date.

Le numéro de « Monde » daté 5 juin 1986 a été tiré à 489 031 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

MINITEL magazine

ENQUÊTE TIRAGE 175 000 ex

LES FRANÇAIS JUGENT LA TELEMATIQUE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Paris regrette que M. Geremek ne puisse quitter Varsovie

Le professeur Bronislaw Geremek, conseiller de M. Lech Walesa, était de nouveau convoqué ce jeudi 5 juin, pour le troisième jour consécutif, au ministère de l'Intérieur à Varsovie, pour être interrogé sur ses liens avec M. Zbigniew Bujak, le dirigeant clandestin du syndicat dissous Solidarité, arrêté samedi dernier.

Le professeur Geremek s'est vu interdire de quitter la Pologne, au moins pour le moment, ce qui l'a obligé à reporter à nouveau son départ pour la France, initialement prévu pour mardi (le Monde du 5 juin).

A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré mercredi que la France regrette que le professeur Geremek ne puisse se rendre à Paris, comme il en avait l'intention, à l'invitation de l'Ecole des hautes études.

Il a confirmé que l'historien devait être reçu, durant son séjour en France, par le ministre des relations extérieures, M. Jean-Bernard Raimond — qui l'a personnellement connu lorsqu'il était en poste à Varsovie. Le porte-parole a précisé que la France souhaitait que M. Geremek puisse réaliser ses projets et qu'elle avait fait connaître ses sentiments aux autorités polonaises.

Aux Etats-Unis

Dans un mois une Miss Liberty toute neuve...

Dans moins d'un mois, maintenant, la France et les Etats-Unis célébreront le centenaire de l'inauguration de la statue de la Liberté. Sur le minuscule îlot de Bedloe, situé en avant-poste de Manhattan et où se dressent depuis un siècle l'œuvre symbolique due au génie créateur du sculpteur français Auguste Bartholdi, les ouvriers s'activent d'arrache-pied pour achever en temps voulu les travaux de restauration.

Tout doit être terminé pour le 3 juillet au soir, veille de l'Indépendance Day, la fête nationale américaine. Au cours d'une cérémonie, qui s'annonce fastueuse, les présidents Ronald Reagan et François Mitterrand assisteront depuis le porte-avions John F. Kennedy, en présence de quatre mille invités, à l'éclairage de la nouvelle flamme redonnée par des artisans champenois. Au moment où la lumière jaillira de la torche, des illuminations gigantesques embrasseront tout le port de New-York. Un spectacle de faisceaux laser et d'affaires électroniques, mis au point par M. David Wolpe, le grand ordonnateur des derniers Jeux olympiques de Los Angeles, ajoutera à la féerie de l'instant.

Toutes les bonnes places permettant de vivre de près ou de loin l'événement ont été louées depuis longtemps à des prix astronomiques. Sur les deux tours du World Trade Center, en bas de Manhattan, le coin de fenêtre s'est envolé à 10 000 dollars la soirée (environ 70 000 francs). Plus officiellement, les quelque quatre mille privilégiés qui connaîtront le bonheur d'admirer le spectacle depuis Governor Island, à l'embouchure de l'Hudson et de l'East River, auront dû déboursé chacun 5 000 dollars, mais les billets ne sont vendus que par paire... Le long d'Ellis Island toute proche, les emplacements pour les quelque quarante mille embarcations attendues se négocient au prix de 25 000 dollars.

Tout le monde s'accorde pourtant à dire que le mieux sera encore de contempler la fête devant son poste de télévision. La chaîne ABC s'est acquies des droits exclusifs de retransmission de la cérémonie d'ouverture du 3 juillet, de la grande parade nautique et du feu d'artifice du lendemain pour la somme rondelette de 15 millions de dollars.

La récente brouille franco-américaine à la suite de l'expédition punitive de Washington contre la Libye n'a en rien modifié le programme. A vrai dire, le nombre d'Américains qui savent que Miss Liberty est un don de la France aux Etats-Unis est relativement peu élevé, surtout sur la côte Ouest (0,07 % à Los Angeles, selon un récent sondage). L'événement, outre-Atlantique, sera d'abord et avant tout américain et illustrera les mérites du melting pot et de l'Amérique terre d'asile pour les « déshérités du monde entier ».

Du côté français, il est étonnant que le tracassin de la cohabitation n'intéresse pas là aussi. M. Mitterrand sera accompagné de M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, et sans doute aussi de M. André Giraud, ministre de la défense. En revanche, ni le premier ministre, M. Chirac, ni M. Léotard, ministre de la culture et de la communication, pourtant présidents d'honneur du comité officiel franco-américain, ne devraient être du voyage.

On murmure beaucoup en ce qui concerne M. Léotard qu'il s'agit là d'une « sanction » de M. Mitterrand, celui-ci ayant trouvé vraiment trop d'accoutances à son égard l'insistance avec laquelle le ministre, lors de son passage à l'Elysée de « respect » qu'il éprouvait envers la « fonction » du président de la République, sous-entendant ainsi qu'il n'avait pas les mêmes sentiments envers sa personne.

M. L.

LES COLLECTIONS DE LUNETTES

NINA RICCI YVES SAINT LAURENT Christian Dior muet de Cartier

MEYROWITZ OPTICIEN, L'AUTRE FAÇON DE VOIR

5 RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS TEL. 42.61.40.67

مركز من راسل